

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Cour Supérieure d'Arbitrage

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 Décembre 1938, à 13 h. 30

PAR

D. SARRANO

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

PRÉSIDENT : M. OUALID, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. PIROU, Professeur.

M. DOLLÉANS, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^e

158-160, RUE SAINT-JACQUES

—
1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**La Cour Supérieure
d'Arbitrage**

La Cour Supérieure d'Arbitrage

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 Décembre 1938, à 13 h. 30

PAR

D. SARRANO

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

PRÉSIDENT : M. OUALID, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. PIROU, Professeur.

M. DOLLÉANS, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1938



ABRÉVIATIONS

EMPLOYÉES AU COURS DE L'OUVRAGE

Adde.	Ajoutez.
Al	Alinéa.
Art.	Article.
Annul	Annulation.
C.	Contre.
C. civ	Code civil.
C. proc. civ	Code de procédure civile.
C. Trav	Code du Travail.
Cass	Cour de Cassation.
Ch.	Chapitre.
Ch. Synd.	Chambre Syndicale.
Chr	Chronique.
Civ.	Chambre civile (de la Cour de Cassation).
C. S. A.	Cour Supérieure d'Arbitrage.
Col.	Colonne.
Cons. d'Et	Conseil d'Etat.
D	Décret.
D. P.	Recueil périodique Dalloz.
D. H.	Dalloz hebdomadaire.
D. Soc.	Droit Social.
de	Dito (même date, même référence).
Duv	Duvergier.
Ets.	Etablissements.
Gaz. Pal	Gazette du Palais.
Ind.	Industrie ; industriel.
L.	Loi.
Min	Ministre.
Op. cit.	Ouvrage précité.
P.	Page.
Patr	Patron ; patronal.
Rej.	Décision de rejet.
R. J. O.	Recueil des décisions de la C. S. A. publié par le <i>Journal Officiel</i> .
Req	Chambre des requêtes (de la Cour de Cassa- tion).
S.	Recueil de Jurisprudence Sirey.
Sté.	Société.
Synd.	Syndicat ; syndical.
Trib. civ.	Tribunal civil.
V	Voir.

BIBLIOGRAPHIE

- AUGIER. — « Arbitrage et surarbitrage dans les conflits collectifs du travail ».
- CAPITANT ET CUCHE. — « Petits précis de législation industrielle ». Addendum 1937 au précis de Législation Industrielle.
- « DALLOZ ». — Recueil périodique, 1893-4-33 ; 1938-4-5.
Recueil hebdomadaire, 1938. — Chr. 10 ; Chr. 49.
- DELMONT. — « La pratique des nouvelles lois sociales ».
- DESOUCHES. — « Le nouveau droit social ».
- « DROIT SOCIAL ». — 1938, p. 22 ; 139 s., 234 s. ; Jurisprudence : Juin à Septembre 1938.
- FARGEAUD. — « L'application des nouvelles lois sociales ».
- « GAZETTE DU PALAIS ». — Recueil 1937-II-931.
Quotidien II^e Semestre 1938 (Jurisprudence de la C. S. A.).
- « JOURNAL OFFICIEL ». — Documents parlementaires 1938. — Annexe n° 3.488.
Recueils de sentences surarbitrales (3 Septembre 1937 ; 3 Février 1938).
Recueil des décisions de la Cour supérieure d'Arbitrage (6 Août 1938).
- LAROQUE. — « Les relations entre patrons et ouvriers » ; V. « Sciences Politiques ».
- OUALID. — « Cours de législation industrielle » (Doctorat 1937-38).
- PIC. — « Traité de législation industrielle ».
- PIC ET KREHER. — Addendum au traité de Législation Industrielle.
- PINTO. — « Remarques sur la notion de différends collectifs du travail », D. H. 1938. — Chr. 49.
- « RECUEILS ». — V. « Dalloz » (Recueil périodique ; Recueil hebdomadaire).
- SAVATIER. — « Les Rayons et les Ombres d'une expérience sociale ». D. H. 1938. — Chr. 10.
- SOLUS. — « Cours de procédure civile », 3^e année de licence 1936-37.
- « SCIENCES POLITIQUES ». — 1337, p. 225 « L'Arbitrage obligatoire dans les conflits du travail en France », par P. Laroque.
- « TEMPS » (Le). — Juin à Septembre 1938 (Jurisprudence de la Cour supérieure d'Arbitrage, articles signés C. C.).
-

INTRODUCTION

Pourquoi la C. S. A. a-t-elle été créée ?

Dès le moment où l'arbitrage devient obligatoire, la nécessité d'un recours contre les sentences illégales ou irrégulièrement intervenues se fait impérieusement sentir.

On peut penser que cette nécessité n'apparaît pas comme évidente. Il suffira, pour la mettre en lumière, ainsi que les autres raisons qui militent en faveur de l'existence d'un recours, de considérer, dans la présente introduction, l'arbitrage des conflits collectifs du travail, qui est devenu obligatoire en France depuis la loi du 31 décembre 1936 (1).

En comptant la principale de ces raisons, que l'on vient d'énoncer, nous voyons à la nécessité d'un tel recours huit motifs déterminants. Non seulement l'arbitrage est obligatoire, mais encore il est dirigé par l'administration; les arbitres se sont vus conférer, par ailleurs, des pouvoirs très étendus, caractérisés par la loi de 1936 comme étant des pouvoirs d'amiables compositeurs; le même texte leur donne mission d'établir un règlement équitable des conditions du travail. Comme autres raisons, on doit faire remarquer, que, dans un très grand nombre de cas, l'arbitre et surtout le surarbitre (2), n'est pas choisi par les parties. Ensuite — et ceci est une innovation sur le régime de la

(1) D. 1938.4.5.

Ce texte n'est applicable qu'aux professions et activités commerciales ou industrielles.

(2) La loi du 31 décembre 1936 appelle ainsi le tiers arbitre désigné pour départager les deux premiers arbitres.

loi de 1892 (1) — l'exécution de la sentence est obligatoire et la sentence elle-même est sans appel, sans que la loi ait dit si elle ne comportait pas non plus un recours en cassation (ou en annulation). Enfin, dernière raison, il a semblé, dès le début de l'application du régime nouveau, c'est-à-dire dans les premiers mois de 1937, que les règles édictées par le Code de Procédure Civile pour l'arbitrage de droit commun ne sont pas applicables à l'arbitrage obligatoire des conflits collectifs du travail. Mais où trouver les règles applicables ?

Il fallait donc un corps juridique spécial pour *dire le droit* en cette matière.

On va reprendre en détail les différentes raisons sus-énoncées.

LES RAISONS DE LA CRÉATION DE LA C. S. A.

Après avoir exposé ces raisons dans les paragraphes 1 à 8 ci-après, on montrera comment pratiquement, les inconvénients de l'absence de recours se sont manifestés dans les conflits survenus en 1937 et au début de 1938.

1. — Première raison : Le recours à l'arbitrage est obligatoire (Loi du 31 décembre 1936, article 1^{er}).

Depuis le 31 décembre 1936, le recours à l'arbitrage ne dépend plus du bon vouloir des parties en conflit, comme sous le régime antérieur (2).

Alors que, en Droit Civil général, l'arbitrage a commencé par être déclaré obligatoire (par la loi des 16-24 août 1790 (3) pour devenir facultatif avec le Code de Procédure

(1) D. 93.4.33.

(2) Celui de la loi du 27 décembre 1892.

(3) V. Solus : *Cours de Procédure Civile*, 1936-37, p. 26.

Civile, en matière de *Droit du Travail*, au contraire, il a commencé par être déclaré facultatif pour devenir par la suite obligatoire.

Facultatif, l'arbitrage des conflits collectifs l'était, avant 1936, à plus d'un point de vue. D'abord, les parties entre lesquelles surgissait un conflit collectif n'étaient pas obligées d'y recourir. En second lieu, elles n'étaient même pas, alors qu'elles avaient accepté de s'y soumettre et avaient elles-mêmes choisi l'arbitre, tenues d'exécuter la sentence.

Depuis la loi du 31 décembre 1936, il n'en est plus de même. L'article 1^{er} de ce texte dispose, en effet, que « dans « l'industrie et le commerce, tous les différends collectifs « du travail doivent être soumis aux procédures de conciliation et d'arbitrage avant toute grève ou lock-out. »

Ce texte pose un principe nouveau et il en donne en même temps implicitement le motif essentiel (1) : c'est afin de restreindre, voire même de supprimer dorénavant tout recours à la grève ou au lock-out, qu'on empêche les parties ayant un différend entre elles de se soustraire à la conciliation et à l'arbitrage.

Mais, du moment qu'on leur enlève la faculté de s'y soustraire, et de préférer d'autres modes de règlement, il faut du moins assortir les procédures désormais légales de toutes les garanties de bonne justice et d'impartialité.

2. — Deuxième raison : La conciliation et l'arbitrage sont organisés sous la tutelle de l'administration : Le principe de l'arbitrage obligatoire est posé par la loi susmentionnée. Mais les détails de procédure ont été aménagés par des

(1) Sur les conditions dans lesquelles est intervenu ce texte v. P. Laroque : « L'arbitrage obligatoire des conflits du travail » dans *Sciences Politiques* 1937, p. 225. Adde : Fargeaud, « L'application des nouvelles lois sociales », p. 93 s.

décrets ultérieurs (1) portant règlements d'administration publique en cette matière.

Dès qu'un différend collectif éclate entre patrons et salariés, la conciliation doit être organisée aussitôt. Dans le régime institué par les décrets de 1937, que ce soit l'une des parties ou le Préfet qui prenne l'initiative de réunir la commission de conciliation, cette commission n'en est pas moins présidée par un représentant de l'Administration : le Préfet lui-même, ou un fonctionnaire qui le représente.

Il en est de même dans le second degré de conciliation : La Commission Nationale Interprofessionnelle qui a existé de 1936 à 1938 (2) était présidée par le Ministre du Travail ou son représentant.

3. — Troisième raison : Les arbitres et surarbitres ne sont pas toujours choisis par les parties : Quand la phase de conciliation a été épuisée en vain, l'arbitrage devra obligatoirement s'ensuivre. Et alors, si l'une des parties refuse de désigner un arbitre, c'est le Préfet qui nommera ce dernier d'office. Si les arbitres ne peuvent pas se mettre d'accord, s'ils n'arrivent même pas à désigner ensemble un surarbitre, et que les parties non plus n'y arrivent pas, le surarbitre sera désigné par le Gouvernement (art. 4 de la loi).

Qui le Gouvernement désignera-t-il pour remplir cette mission délicate ? La loi de 1936 l'a dit en termes un peu vagues, mais en circonscrivant néanmoins le choix du Ministre : le surarbitre devra être « un membre en activité ou en retraite des Grands Corps de l'Etat (3) donc un Ma-

(1) Décret du 16 janvier 1937 (*J. O.* 17.1.37) complété par le décret du 18 septembre 1937 (*J. O.* 19.9.38).

(2) Cette institution a disparu avec la loi du 4 mars 1938.

(3) Art. 4 précité, al. 2.

gistrat ou ancien Magistrat, un fonctionnaire ou ancien fonctionnaire.

Mais les parties sont toujours enclines à penser que ce surarbitre « membre (ou ancien membre)... d'un Corps d'Etat » sera une émanation des pouvoirs publics, et elles peuvent aussi craindre qu'on ne leur impose une solution d'autorité.

On voit que dans les deux phases successives, conciliation puis arbitrage, l'effort essentiel est bien fourni par les parties, sans doute, mais que l'Administration a la haute main sur toute la procédure.

Cette tutelle était nécessaire parce que les conflits du travail, du moins ceux qui ont un caractère collectif, ont presque toujours une incidence économique, voir même politique, considérable. Aussi bien l'organisation des procédures pacifiques pour les conflits du travail n'est pas la seule tutelle que les Pouvoirs Publics exercent sur l'activité des administrés. Mais dans les actes de l'autorité relevant de l'activité administrative de droit commun, il existe, comme disait Aucoc « une soupape de sûreté » (1) : le recours au Conseil d'Etat pour excès de pouvoir, qui garantit les administrés contre les abus du pouvoir alors que dans l'activité administrative en matière de conflits du travail, la loi de 1936 avait oublié de créer cette garantie.

4. — **Quatrième raison : Les arbitres sont « amiables compositeurs »** (article 5 de la loi de 1936). Le législateur a investi les arbitres et le surarbitre du pouvoir de régler le conflit en « amiables compositeurs », mais, il ne semble pas qu'il ait entendu se référer au sens généralement donné à cette expression dans le droit commun (notamment dans le

(1) Rapporté dans Mestre, *Cours de Droit administratif*, 1936-37, p. 47.

Code de Procédure Civile). Il a décidé, entre autres, que « l'arbitrage aura pour objet d'établir un règlement équitable des conditions du travail en vue de créer, aux lieux d'emploi, une atmosphère de collaboration dans le respect des droits mutuels des parties : droit de propriété, droit syndical, liberté individuelle, liberté du travail, liberté syndicale (1) ». On va étudier ce texte d'un peu plus près.

5. — Cinquième raison : Les arbitres doivent organiser équitablement les conditions du travail. La loi n'indique d'autre limite à ces pouvoirs que le respect des libertés publiques et individuelles : La seule directive, on vient de le voir, que le législateur a donné à l'arbitre, c'est qu'il doit organiser une « atmosphère de collaboration » dans le respect des libertés énumérées *in fine* par le texte susénoncé. Est-il exagéré de dire que l'indication est un peu vague, et que la limite est bien trop large, surtout si l'on considère que l'arbitre juge en équité. Comment savoir, par ailleurs, si l'arbitre n'a pas porté atteinte à ces libertés essentielles ?

Dans les arbitrages régis par le Code de Procédure Civile les sentences rendues en équité ne peuvent être frappées d'appel, car la sentence n'est pas fondée « en droit » mais néanmoins, si l'arbitre peut ne pas appliquer la loi, il ne peut pas, par contre, violer les textes déclarés d'ordre public (2).

De plus, — et ceci est une remarque connexe, mais différente —, on ne peut, de droit commun, soumettre à l'arbitrage les causes intéressant l'ordre public (3).

(1) Art. 5 de la même loi.

(2) Cour de Paris, 28 octobre 1922, D. P. 1923.2.196.

(3) Art. 1004 C. Proc. civ.

Tout au contraire, dans l'arbitrage des conflits collectifs du travail, le recours à l'arbitrage est obligatoire même pour les différends régis par les lois d'ordre public, puisque presque toute la réglementation du travail l'est. C'est pourquoi on pouvait craindre de voir violer les lois, tant que les arbitres ne se seraient pas sentis contrôlés par une juridiction ou une commission spéciale ayant la connaissance des abus qu'ils pouvaient commettre.

6. — **Sixième raison : La sentence est obligatoire** (art. 6). Dans le régime de 1892, la sentence de l'arbitre ressemblait fort à une proposition de règlement. Elle n'était pas obligatoire.

Dans le régime de la loi de 1936, les parties sont tenues d'exécuter les sentences, ces dernières ayant acquis le caractère obligatoire qui leur faisait défaut. C'est là une transformation capitale apportée à ces procédures : Auparavant, on comptait surtout sur la haute autorité morale des arbitres (souvent hauts fonctionnaires ou hommes d'Etat) et sur l'opinion publique (1) pour amener les parties à composition. Dorénavant, la sentence est en quelque sorte un jugement rendu par un juge privé, et, étant obligatoire, elle sera applicable aux parties, qui sont très souvent des groupements comprenant un ou plusieurs milliers d'adhérents. Dans l'intérêt même de la loi, il importait que ce grand nombre d'employeurs et de salariés obligés par la sentence, n'eût aucun doute sur la rectitude et la correction de la solution qui leur était désormais imposée.

7. — **Septième raison : Elle est sans appel.** « Sans appel » ne veut pas dire sans aucun recours possible. On pouvait

(1) La sentence devait être affichée. V. Capitant et Cuche : « Précis de Législation industrielle ». (Edition 1936), pp. 63 et 64.

croire que la loi n'avait voulu exclure que l'appel, et il aurait fallu qu'elle dise expressément, si son intention avait été d'exclure en même temps tout recours en Cassation (ou en annulation), que cette voie de recours était également impossible.

Quoique la loi ne l'eût pas dit, il est apparu très rapidement que même ces recours étaient difficilement possibles en notre matière, et qu'ils se heurtaient à certains obstacles juridiques assez gênants.

8. — **Huitième raison : Insuffisance et imprécision des règles applicables à ce droit nouveau.** La question de l'exequatur. Un des obstacles auxquels nous faisons allusion était le doute qui a subsisté pendant toute l'année 1937 sur le point de savoir si la sentence arbitrale devait être revêtue de l'exequatur. Si cette formalité était nécessaire, on aurait pu concevoir un recours en Cassation, qui n'était pas exclu par la loi, contre l'ordonnance d'exequatur, rendue en dernier ressort (l'appel étant impossible).

Mais, à défaut d'ordonnance d'exequatur, le recours en Cassation se heurte à l'empêchement dirimant constitué par le fait que l'arbitre (ou surarbitre) n'est pas une juridiction, n'est donc pas sous la censure de la Cour suprême de l'ordre judiciaire.

La solution, en ce qui concerne l'exequatur, a été dégagée assez rapidement par les tribunaux, et il est apparu dès lors que la formalité en question n'était pas nécessaire. Les premières décisions qui donnèrent cette solution ont été deux jugements du tribunal civil de la Seine en date du 20 décembre 1937 (1° Vagnair c. Mojard ; 2° Pasturaud c. Sté des Transports Automobiles du Nord) (1). Ces deux

(1) G. P. 1938.1.74.

Jugements n'échappent pas à toute critique (1). Quoi qu'il en soit, ils ne faisaient qu'adopter l'opinion du Ministre du Travail, exprimée dans une circulaire en date du 15 novembre 1937 (2).

D'autres règles de droit ont fait défaut dans le domaine des nouvelles lois du travail, et, pour ce qui est de celle du 31 décembre 1936, la disposition de l'article 5, portant que des nouvelles procédures seront « organisées dans le cadre des « lois existantes » n'a pas pu être considérée comme une référence précise aux règles du Livre III du Code de Procédure consacré à l'arbitrage.

Le Code de Procédure est notamment inapplicable en ce que :

1° L'arbitrage des conflits collectifs ne nécessite pas un compromis.

2° Toute personne peut être arbitre de droit commun. Mais il n'en n'est pas de même pour les surarbitres nommés d'office, en notre matière, par le Gouvernement.

Il s'agissait, en vérité, d'un arbitrage d'un genre tout nouveau (3) et ce n'est pas en une seule loi de six courts articles que la matière pouvait être épuisée.

9. — La pratique de la loi de 1936 (4). Les pouvoirs des arbitres sont restés, jusqu'à la loi de 1938 qui a complété la précédente, mal caractérisés et mal définis. On n'a pas

(1) V. commentaire du second de ces jugements par M. Savatier qui critique la solution adoptée, dans *D. Soc.* 1938, p. 22.

(2) Avis du Garde des Sceaux en date du 11 octobre 1937, communiqué par ladite circulaire du Ministre du Travail (*D. Soc.* 1938, p. 46).

(3) « Qui n'est un arbitrage que de nom » a pu dire M. le Conseiller Le Grix dans une affaire qui sera étudiée plus loin, v. § 10.

(4) Pour un exposé plus complet de la conciliation et de l'arbitrage durant la période : 31 décembre 1936-4 mars 1938, v. Oualid, *Cours de Législation industrielle* (Doctorat) 1937-38, p. 258 à 288. Augier : *Arbitrage et surarbitrage dans les conflits du travail* (Paris, Sirey, 1938). Pic et Kréher, *Traité élémentaire de législation industrielle, Addendum 1937*, pp. 72 et s.

pu dégager d'un texte trop concis la notion de la nature de ces pouvoirs, ni savoir s'il s'agissait d'une délégation, par l'autorité publique, du pouvoir réglementaire (cf. « l'arbitrage aura pour objet d'établir un règlement équitable « des conditions du travail... pour créer une atmosphère de « collaboration... »).

C'est en lisant les deux Recueils des sentences surarbitrales (1) publiées par le *Journal Officiel* ainsi que les sentences publiées par les autres grands recueils (notamment la *Gazette du Palais* et le *Droit Social*) que l'on se rend compte des tâtonnements et des différentes conceptions que se faisaient les surarbitres eux-mêmes de l'arbitrage.

Certaines sentences ont, par exemple, décidé qu'elles devaient être rendues exécutoires, alors que la loi de 1936 n'avait ni supprimé, ni confirmé la nécessité de cette formalité. Une sentence, en date du 20 janvier 1938, rapportée dans la *Gazette du Palais*, se termine par la formule exécutoire, précédant la signature du surarbitre (2). Au point de vue de la forme, la décision surarbitrale est qualifiée des noms les plus divers. On lit par exemple que « le surarbitre soussigné décide » (3); ou qu'il « émet la sentence suivante » (4); qu'il « arrête » (5) voire même qu'il « décrète » (6) alors que d'autres surarbitres ont mis en titre, avant le dispositif : « décision » (7), « sentence » (8) ou encore « conclusions » (9).

(1) *Recueils de sentences arbitrales* : 1^{re} série, n° 1 à 100, 3 septembre 1937, 2^e série, n° 101 à 200, 3 février 1938.

(2) G. P. 7 avril 1938, p. 2, col. 4, p. 3, col. 1, 2, 3.

(3) *Recueil des sentences* : 1^{re} série, p. 620-621; 2^e série, p. 341.

(4) *Op. cit.*, 1^{re} série, p. 623.

(5) *Op. cit.*, 2^e série, p. 385.

(6) *Op. cit.*, 2^e série, pp. 347 et 348.

(7) *Op. cit.*, 1^{re} série, p. 628; 2^e série, p. 398.

(8) *Op. cit.*, 2^e série, pp. 364-365.

(9) *Op. cit.*, 1^{re} série, p. 638.

Au point de vue du fond, on trouve dans la Revue *Droit Social* (numéro de février 1938, p. 70) le commentaire d'une sentence dans laquelle le surarbitre se reconnaissait le pouvoir d'examiner la régularité d'un décret.

L'on voit, par ces quelques exemples, qu'un grand flottement régnait, aussi bien dans l'esprit des parties que dans celui des arbitres.

10. — **Attitude de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat :** On trouve rapportée dans la presse juridique une espèce relative au sujet qui nous occupe, un pourvoi en Cassation qui se présentait dans les conditions suivantes : Une société industrielle mécontente d'une sentence surarbitrale rendue dans un conflit auquel elle était partie, a déféré ladite sentence à la Cour de Cassation pour violation de la loi et excès de pouvoir.

La Chambre des requêtes a rejeté le pourvoi, dans son audience du 7 décembre 1937. Du rapport présenté par le Conseiller rapporteur et des conclusions de l'Avocat Général (1) il découle que le pourvoi apparaît, dès le prime abord, comme irrecevable, car en matière d'arbitrage, seul le pourvoi contre l'ordonnance accordant ou refusant l'exequatur est possible. Par ailleurs, l'Avocat Général a fait remarquer le grand rôle joué par l'Administration dans les procédures nouvelles et a posé la question de savoir si le Conseil d'Etat ne serait pas compétent : « Peut-être — je ne « fais, je le répète — que poser la question, pourrait-on la « considérer (la sentence) comme susceptible d'un recours « devant le Conseil d'Etat ».

L'Avocat Général s'est arrêté dans ses conclusions à certains points intéressants soulevés par l'espèce soumise à la

(1) V. *Gaz. Pal.* 1937.II.931.

Cour : « Fait à noter, la « Nourylande » (c'est le nom de la « société demanderesse) a déféré au Conseil d'Etat les divers actes et décisions qui ont précédé la sentence, c'est-à-dire la convocation préfectorale devant la Commission départementale, la décision de cette Commission, la décision ministérielle le nommant l'arbitre patronal, la décision du Président du Conseil qui a désigné le surarbitre »... et il insistait sur le fait que seule la sentence fut déferée à la Cour de Cassation.

Le recours au Conseil d'Etat auquel faisait allusion l'éminent magistrat, dirigé contre les décisions administratives précédant la sentence, n'a reçu sa solution que plusieurs mois plus tard, après la promulgation de la loi du 4 mars 1938 qui a créé un recours spécial devant une juridiction nouvelle (la Cour Supérieure d'Arbitrage) (1).

11. — **Projet de création d'un recours. Compétence judiciaire ou administrative?** De l'examen des applications pratiques de la loi durant la période que nous venons d'étu-

(1) Le Conseil d'Etat a rejeté le recours de la Société requérante par le motif que l'article 13 de la loi du 4 mars 1938 s'applique non seulement aux sentences rendues après sa promulgation, mais aussi à celles des sentences antérieures qui n'avaient pas encore, à la date de la promulgation de la loi, été exécutées.

L'arrêt rendu à l'occasion de cette espèce (27 mai 1938, N° 58.756, « *Le Temps* » 11 juin 1938, p. 4, col. 6) déclare qu'il n'y a pas « lieu de rechercher si la solution serait différente (c'est-à-dire si le Conseil d'Etat serait compétent), au cas où il s'agirait d'une sentence exécutée » (antérieurement au 5 mars 1938), ce qui revient à dire que la Haute Assemblée réserve la question. Cette formule se retrouve dans deux autres espèces analogues (27 mai 1938, N° 59.874, Chambre Syndicale de l'Industrie et du Commerce de l'Ameublement ; 8 juillet 1938, N° 58.968, Ets Bardou et Fils et Cie).

Si, à l'occasion d'une affaire présentant à juger la question réservée jusqu'à maintenant par le Conseil d'Etat, ce dernier se déclarait incompétent, on ne voit théoriquement qu'une solution : ce serait de recourir au Tribunal des Conflits pour savoir laquelle des deux juridictions, administrative ou judiciaire, a été compétente de 1936 à 1938 (c'est-à-dire à la date de la loi) pour connaître des recours dirigés contre les sentences arbitrales rendues dans des conflits collectifs du travail (v. ci-dessous §§ 16 et 52).

dier, nous pouvons tirer la conclusion que l'absence regrettable de recours avait causé une gêne considérable.

Cette gêne a été ressentie, non seulement par les parties en conflit, industriels, commerçants, salariés, organisations patronales et ouvrières, mais aussi par les magistrats et juristes qui ont eu à étudier ou à appliquer les principes nouveaux.

Il devenait de plus en plus nécessaire de donner compétence à une Cour ou Commission pour examiner les vices éventuels contenus par les sentences, ou de créer un recours spécial à cet effet.

Dans l'affaire de la Société « La Nourylande » précitée, l'Avocat Général a exposé les deux solutions qui étaient possibles : soit que l'on reconnaisse la compétence du Conseil d'Etat en cette matière, et il déclarait, par exemple : « elle (la sentence) revêt... le caractère d'une décision contentieuse, d'un acte juridictionnel à caractère administratif » (1)... soit encore, disait en substance l'éminent représentant du Ministère Public, dans sa péroraison, que l'on institue une Cour Spéciale chargée de ce recours. Il concluait d'ailleurs — après avoir examiné l'arbitrage en droit comparé, dans les pays où, comme en Italie ou dans les pays scandinaves, il y a des Cours Judiciaires d'arbitrage — en faveur de la création en France, d'une Cour Supérieure ayant compétence pour sanctionner les vices des sentences arbitrales ou surarbitrales : « certes, décla-

(1) *Op. cit.*, p. 836, col. 1.

Il semble bien que dans cette partie de ses conclusions le Magistrat du Ministère Public ait exposé l'opinion de la Cour Suprême elle-même, qui ne paraît pas avoir désiré se voir attribuer compétence en ce qui concerne ces questions, en raison probablement de ce qu'elle est par essence juge de droit, et que son rôle ne la prédispose guère à juger l'opportunité ou l'équité d'une sentence en une matière où les droits des parties sont encore assez mal définis. (V. *D. Soc.*, p. 55, art. de M. F. de Menthon).

« rait-il, je ne nie pas qu'il puisse apparaître comme
« souhaitable d'avoir en cette matière une juridiction su-
« prême régulatrice, qui puisse mettre un peu d'ordre,
« d'unité, d'harmonie dans le chaos des sentences arbitrales
« et surarbitrales contradictoires. Mais, en l'état actuel des
« textes, cette juridiction n'est pas, ne peut pas être la Cour
« de Cassation ».

Une autre opinion doit être rapportée ici : c'est celle de M. le Professeur Savatier qui a consacré, dans le *Recueil Hebdomadaire Dalloz*, une chronique au nouveau régime de l'arbitrage dans le droit du travail (1). Après avoir constaté que, dans l'ensemble, l'expérience est un succès, M. Savatier y insistait sur quelques lacunes de la loi et certains inconvénients dont la pratique avait révélé l'importance. Certains des points soulevés par cette chronique ont été examinés dans les paragraphes qui précèdent.

M. Savatier a indiqué, en conclusion à cette étude, qu'un projet avait été envisagé et présenté au Parlement par le Gouvernement, projet aux termes duquel il serait reconnu compétence à la section du travail du Conseil d'Etat (2) pour connaître de la régularité et de la légalité des sentences rendues dans ce domaine.

On trouve trace de ce projet de loi dans les travaux parlementaires rapportés au *Journal Officiel* (3). Le rapporteur disait des arbitres, à la Chambre des Députés, « qu'étant
« souverains ils statuaient en dernier ressort et les erreurs
« les plus grossières ne pouvaient être rectifiées, d'où est
« issue la demande de créer une juridiction particulière ».

(1) « Les rayons et les ombres d'une expérience sociale : l'arbitrage obligatoire des conflits collectifs du travail » (*D. H.* 1938, chr. p. 10).

(2) Rétablie par le décret du 13 janvier 1938 (*J. O.* 14 janvier 1938). *V. D. Soc.* 1938, p. 55.

(3) *J. O.*, Documents parlementaires 1938, annexe N° 3488.

L'article 10 du projet prévoyait que les sentences devaient être soumises à l'homologation de la section du Travail du Conseil d'Etat, et, qu'en cas de refus d'homologation, le Conseil d'Etat, statuant au Contentieux, devait évoquer le litige au fond.

On voit par là, que, entre le recours judiciaire et le recours administratif, le projet a commencé par choisir ce dernier.

Mais après discussion au Parlement, l'attribution de compétence à la section du Travail du Conseil d'Etat, (et, en cas d'évocation au fond, à la section du Contentieux de la Haute Assemblée) a fait place à l'idée qu'il valait mieux créer une juridiction supérieure spécialisée.

C'est cette solution qu'a adopté le texte définitif, la loi du 4 mars 1938, en décidant la création d'une Cour Supérieure d'Arbitrage.

PREMIÈRE PARTIE

La Loi du 4 Mars 1938.

CHAPITRE PREMIER

Création et organisation de la C. S. A.

12. — **Economie générale de la loi** : Avant d'étudier les modalités de l'organisation de la nouvelle juridiction supérieure, il nous paraît indispensable de rappeler l'économie générale de la loi du 4 mars 1938.

En effet, la création de la C. S. A. n'a été que l'un des buts principaux de ce texte très important. Les deux autres ont été :

1° De compléter, remanier et simplifier la procédure de règlement pacifique des conflits du travail (1).

(1) 12 bis. — Ces dispositions étant du droit nouveau, et encore peu étudié, nous ne croyons pas inutile d'en rappeler les grandes lignes :

Réforme de la procédure d'arbitrage : (Loi du 4 mars 1938, décret du 20 avril 1938). Les principes et les modalités d'application édictés par la loi de 1936, et les décrets de 1937 subsistent en tant qu'ils ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions (loi du 4 mars 1938, art. 20).

La loi nouvelle donne la prépondérance aux procédures conventionnelles.

Procédures conventionnelles : Il existe obligatoirement une procédure conventionnelle chaque fois que les parties sont liées par une convention collective conclue sous le régime de la loi du 24 juin 1936 (art. 31 et suivants du Code du Travail) qui oblige les parties à y insérer une clause de recours obligatoire à la conciliation et à l'arbitrage pour tous les différends collectifs. Elle les oblige par ailleurs (art. 31, vc. nouveau 6° et 8° du C. Trav.-Loi du 4 mars 1938) à préciser dans la procédure conventionnelle que le délai maximum, dans lequel la solution du conflit doit intervenir, ne doit pas dépasser un mois, et que le délai entre chaque phase de la procédure ne doit pas lui-même dépasser huit jours.

Toute convention collective doit prévoir la constitution d'une commission

13. — 2° D'assurer aux salariés une rémunération en rapport avec les variations du pouvoir d'achat de la mon-

paraitaire de conciliation qui doit être saisie dès qu'il y a un conflit, par une des parties ou par le Préfet.

Un arbitre et des arbitres suppléants doivent être nommés. Une liste d'au moins cinq surarbitres doit également être dressée. A défaut par les parties d'en convenir, cette liste est établie ou complétée par le Premier Président de la Cour d'Appel dans le ressort de laquelle s'est réunie la commission paraitaire. En cas de conflit, si les premiers arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur le choix d'un surarbitre, ce dernier est choisi par le Préfet, ou le Ministre compétent si la convention collective est applicable à plus d'un Département ou à plus de 1.000 salariés.

Procédure légale : Elle ne s'applique que si aucune convention collective n'a précisé les règles applicables entre les parties en conflit.

Elle est régie par la loi du 4 mars 1938 et le décret du 20 avril suivant. La conciliation débute par une requête aux fins de conciliation adressée au Préfet par la partie en cause la plus diligente. Le Préfet peut alors réunir la Commission Départementale de Conciliation (v. décret du 20 avril, art. 2, al. 2) ou s'il estime que le conflit dépasse, de par son importance, le cadre départemental, il en réfère au Ministre compétent et ce dernier décide s'il y a lieu de réunir la Commission Nationale de Conciliation.

La Commission Départementale de Conciliation est présidée par le Préfet qui en désigne les membres. Les patrons et les salariés doivent être en nombre égal. La Commission Nationale est présidée par le Ministre compétent. Elle est également composée, en nombre égal, d'employeurs et de salariés.

En cas de non conciliation, les parties doivent désigner chacune un arbitre dans le délai de deux jours (en cas de refus cette désignation est faite par le Préfet ou le Ministre).

Si les arbitres n'arrivent pas à un accord, ils doivent désigner un surarbitre. Si le désaccord persiste même sur ce point, le surarbitre sera désigné par le Ministre compétent parmi les membres en activité ou en retraite des grands corps de l'Etat.

12 *ter*. — **Pouvoirs des Commissions de Conciliation et des arbitres :** Les Commissions de Conciliation ont pour mission, comme leur nom l'indique, de concilier les parties. Si elles y parviennent, elles en dressent procès-verbal, qui est notifié aux parties et au Préfet.

Si elles n'y parviennent pas, elles rédigent un procès-verbal de non-conciliation dans lequel elles précisent quels sont les points sur lesquels le conflit subsiste.

Quant aux arbitres, et aux surarbitres, la loi de 1938 a apporté quelques précisions aux pouvoirs que leur conférait celle de 1936. Elle leur a donné des directives qu'ils sont tenus de suivre sous peine de voir annuler leur décision par la Cour Supérieure d'Arbitrage.

Les Conflits collectifs — la loi de 1938 omet de dire, tout comme la précédente, ce qu'on doit entendre par « conflits collectifs » — peuvent être d'ordre juridique ou d'ordre non juridique.

Dans les premiers, qui portent (art. 9, al. 2 de la loi du 4 mars 1938) sur l'exécution et l'application des lois, décrets et conventions collectives, les

naïe sans toutefois adopter le système dit de « l'échelle mobile » des salaires (1).

Quoique cela sorte de notre sujet, il était impossible de

arbitres statuent selon les règles du droit commun, et sont tenues de se conformer aux textes légaux et réglementaires.

Dans tous les autres, notamment les conflits d'ordre économique (art. 9, al. 3) les arbitres statuent en équité.

Si le conflit porte sur l'interprétation d'une convention collective, (et non sur l'exécution, v. 12 *ter* ci-dessus) la loi reconnaît aux arbitres un pouvoir qu'on pourrait véritablement qualifier de réglementaire. En effet, l'article 18 de la loi du 4 mars 1938, dispose que la sentence rendue en cette matière « produira les effets d'une convention collective du travail ». Elle peut être étendue, comme toute convention collective (art. 31 v. nouveau du Code du Travail) par un arrêté pris par le Ministre du Travail, à des groupements qui n'étaient pas partie à l'instance arbitrale.

Conflits portant sur les ajustements de salaires : (v. ci-dessous § 13 bis).

(1) 13 bis. — **Les variations du coût de la vie et les salaires :** L'article 10 de la loi du 4 mars 1938, dont il sera souvent question par la suite (2^e partie) dispose « Les procédures de conciliation et d'arbitrage s'appliquent notamment en cas de variation notable du coût de la vie... »

Si l'on remonte un peu en arrière, on remarque que la loi du 31 décembre 1936 elle-même était intervenue après une dévaluation du franc et surtout qu'elle était prévue par la même loi qui a consacré cette dévaluation (la loi du 1^{er} octobre 1936, dite loi monétaire, v. art. 15).

La nouvelle loi sur la conciliation et l'arbitrage a cru utile de rappeler que ces procédures s'appliquent à cette catégorie de conflits collectifs, et elle donne aux arbitres, à cet effet, des directives concernant le relèvement des salaires.

Le principe de l'art. 10 est que les salariés peuvent réclamer une révision des clauses des conventions collectives relatives aux salaires dès que l'indice officiel du coût de la vie s'est élevé d'au moins 5 % depuis la dernière statistique connue. L'indice pris en considération est, sauf accord entre les parties, l'indice trimestriel du coût de la vie pour une famille de quatre personnes, établi dans le département du lieu du conflit, ou, à défaut, dans les départements limitrophes.

Les salariés ne peuvent se voir accorder plus d'une augmentation de salaires dans l'intervalle de six mois, à moins que le coût de la vie ne se soit élevé de 10 % ou plus.

La loi a soin de recommander aux arbitres de n'accorder le relèvement de salaires que si ce relèvement n'est pas incompatible avec les conditions économiques de la branche locale, régionale ou nationale, selon les cas, de la profession intéressée.

13 *ter*. — **Pouvoirs des arbitres en cette matière :** Les arbitres apprécient souverainement les faits desquels il découlerait que la situation économique de la (ou des) entreprises en cause, permet — ou au contraire, ne permet pas — une augmentation de salaires.

Ils doivent proportionner l'ajustement, au cas où ils le décident, à la variation du coût de la vie, ou opérer un relèvement moins important si les circonstances recommandent une certaine prudence en cette matière. Ils ne doivent pas dépasser le taux d'augmentation constaté.

passer sous silence ces deux préoccupations du législateur, car c'est sur les dispositions de la loi de 1938 qui traduisent ces préoccupations que porte une grande partie de la jurisprudence de la C. S. A., qui sera étudiée dans notre deuxième partie.

14. — La loi a enfin prévu, entre autres, l'extension des procédures de conciliation et d'arbitrage dans deux domaines dans lesquels elle n'avait pas encore pénétré : le premier est celui des services publics concédés, et l'autre est celui des diverses activités relevant de l'agriculture.

Pour le premier, un décret portant règlement d'administration publique devait intervenir, et est intervenu en effet, peu après la loi. Pour le second, c'est une loi qui devait régler les modalités d'application de ces procédures aux activités susvisées (1).

Ayant jeté un rapide coup d'œil sur la nouvelle charte de la conciliation et de l'arbitrage dans son ensemble, il ne nous reste plus qu'à passer à l'étude de celles de ses dispositions qui concernent plus spécialement le sujet qui nous occupe, à savoir comment est organisée et comment fonctionne la Cour Supérieure d'Arbitrage.

(1) La loi prévue par ce texte (art. 7, al. 7) devait intervenir avant le 15 avril 1938. A l'heure actuelle, en raison des difficultés particulières et des divergences de vues entre les deux Chambres, elle n'a pas encore été votée.

CHAPITRE II

Institution d'un recours. — Création de la C. S. A.

15. — **Généralités.** — On a vu comment, peu à peu, d'une procédure sommairement organisée, quoique assez compliquée (loi de 1936 et décrets de 1937), on est arrivé assez rapidement à la simplification des formes de l'arbitrage et à la fixation de limites aux pouvoirs des organes appelés à concilier les parties et à arbitrer leurs différends.

La sanction des violations des règles édictées par la loi nouvelle est un recours en annulation. Alors que, du 31 décembre 1936 au 4 mars 1938, on n'a pas su s'il y avait un recours et, dans l'affirmative, quel il était, depuis la loi intervenue à cette dernière date, il n'y a plus d'hésitation possible.

Le texte mettant fin à la controverse étudiée ci-dessus (1) est l'article 13 de ladite loi.

16. — **Article 13 de la loi du 4 mars 1938 :** Dans l'article 13, deux alinéas sont à citer entièrement, car ils règlent d'une manière concise et très claire la question des recours. Ce sont les alinéas 2 et 3.

(1) ... sauf toutefois sur un point. En effet, la controverse n'est pas éteinte, en ce qui concerne les sentences auxquelles les dispositions de la loi nouvelle concernant les recours ne sont applicables. L'article 17 de la loi du 4 mars 1938 dispose que les mesures de ce texte prévoyant et organisant un recours sont applicables aux sentences intervenues après la promulgation de la loi, et aussi à celles qui seraient intervenues auparavant et qui n'auraient pas été exécutées à cette date, à condition de les déposer au greffe du Tribunal dans un délai de quinze jours. Mais *quid* de sentences rendues et exécutées avant la loi? (Voir ci-dessus p. 22, note 1).

A. — *Alinéa 2* : « Elles (les sentences) ne sont pas susceptibles d'appel et ne peuvent pas faire l'objet d'un recours, soit devant la Cour de Cassation, soit devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux ».

Certains ont pu penser que cette partie de l'article 13 allait sans dire, et est donc superfétatoire, étant donné l'intention non équivoque (quoique inexprimée) du législateur du 31 décembre 1936, et les déclarations faites aux cours des travaux préparatoires qui ont précédé le texte intervenu à cette date. De toute façon, même si la solution ne pouvait faire de doute, elle est beaucoup plus claire depuis la loi de 1938, parce qu'expresse et formelle. Comme disait Talleyrand, « ce qui va sans dire va bien mieux en le disant ».

Par conséquent, aucun recours, soit en appel, soit en Cassation, soit en annulation devant le Conseil d'Etat, n'est possible contre les sentences arbitrales et surarbitrales. Cette disposition est complétée par l'alinéa suivant :

B. — *Alinéa 3 de l'article 13* : « Toutefois, les parties pourront dans les trois jours francs à dater de la notification de la sentence, former au Greffe du Tribunal, devant la Cour Supérieure d'Arbitrage, un recours motivé pour incompétence, excès de pouvoir, ou violation de la loi ».

On remarque qu'il n'est pas dit dans ce texte, le premier, chronologiquement, dans lequel il est question d'une « Cour Supérieure d'Arbitrage » qu'une telle juridiction est instituée. Un esprit non averti pourrait croire qu'elle existait auparavant, car elle est mentionnée dans une phrase incidente, sans autre explication.

Quoiqu'il en soit, on sait désormais quel est le recours juridiquement possible contre les sentences arbitrales des conflits du travail.

On va étudier le fonctionnement et la compétence du nouveau Tribunal Suprême organisé par cette disposition, et ensuite les formes et le déroulement de l'instance en annulation.

CHAPITRE III

Composition de la C. S. A.

17. — **Aspect général de la C. S. A. Sa place dans l'organisation Judiciaire:** Ainsi, comme d'autres lois avaient institué, soit temporairement, soit en permanence, des juridictions supérieures en matière de pensions (Commission spéciale de Cassation des Pensions), de loyers (Commission Supérieure de Cassation des loyers), ou de dommages de guerre (Commission Supérieure de dommages de guerre), la loi du 4 mars 1938 a institué une Cour Supérieure d'Arbitrage.

Cette dernière vient donc prendre place parmi les tribunaux supérieurs français, à côté des deux Hautes Assemblées chargées de contrôler l'administration de la Justice, Conseil d'Etat (pour l'ordre administratif) et Cour de Cassation (pour les tribunaux judiciaires).

18. — **Composition de la nouvelle Cour Supérieure:** Seule la composition générale (1) est étudiée ici. La composition spéciale en vue d'une audience sera étudiée plus loin.

La C. S. A. se présente comme un corps juridique quadripartite (art. 14 de la loi du 4 mars 1938). Elle comprend, en effet, des Hauts Magistrats de l'ordre administratif, des Hauts Magistrats de l'ordre judiciaire, des Hauts Fonction-

(1) Art. 14, 15, 16 de la loi du 4 mars 1938; art. 1 à 7 du décret du 3 avril 1938.

naires et des représentants de la vie économique et professionnelle (patrons et salariés).

Les membres de la C. S. A. appartenant à la justice administrative sont le Vice-Président du Conseil d'Etat, un Président de Section, et deux Conseillers à la Haute Assemblée.

Les deux autres magistrats, membres de la C. S. A., sont (art. 14) « deux Hauts Magistrats de l'ordre judiciaire » (la loi a très probablement visé, par cette formule, uniquement les membres de la Cour de Cassation).

La Cour comprend, en outre, des Hauts Fonctionnaires, au nombre de deux également, deux représentants patronaux, et deux représentants ouvriers.

Tous les membres de la C. S. A. que l'on vient de citer sont des membres titulaires. La Cour doit s'adjoindre, en outre, des membres suppléants, respectivement en même nombre que les titulaires et pris dans les mêmes catégories ou Corps de l'Etat. Leur fonction est de remplacer les membres titulaires en cas d'empêchement.

19. — Nomination. Durée des fonctions. Remplacement :
Le Vice-Président du Conseil d'Etat est d'office membre de la Cour Supérieure d'Arbitrage : il en est, en effet, le Président de droit.

Le Président de Section, les deux Conseillers d'Etat, les deux Magistrats de l'ordre judiciaire, et les Hauts Fonctionnaires, sont nommés par décret du Chef de l'Etat, contre-signé par le Président du Conseil des Ministres, le Garde des Sceaux et le Ministre du Travail.

Les représentants patronaux et ouvriers membres de la Cour font obligatoirement partie du Conseil National Economique. Leur mode de nomination, ainsi que celui de leurs suppléants, est indiquée par l'article 1^{er}, alinéa 4 du Décret

du 3 avril 1938 : « Les représentants patronaux et ouvriers, « membres de la Commission Permanente du Conseil National Economique, désigneront respectivement, en même « temps que les deux représentants patronaux et les deux « représentants ouvriers, appelés à siéger comme membres « titulaires, deux représentants patronaux et deux représentants ouvriers appelés à siéger comme suppléants ».

La durée normale des fonctions, en tant que membres de la C. S. A., de tous les membres précités (sauf, bien entendu, du Président de droit de la Cour) est de deux ans (art. 14 de la loi, al. 1).

C'est en sa qualité de Président du Conseil d'Etat, de Magistrat, de Haut Fonctionnaire, ou de membre de la Commission Permanente du C. N. E. que chacun d'eux siège à la Cour Supérieure d'Arbitrage. Aussi, si l'un d'eux vient à perdre la qualité ou la fonction qui l'y a fait nommer, il y a lieu de pourvoir à son remplacement. Le Garde des Sceaux lui désigne alors un successeur, par décret pris en la forme vue ci-dessus. La durée des fonctions du successeur à un membre de la Cour, sortant avant deux ans de fonctions, est égale au laps de temps restant à courir à ce dernier.

Il y a lieu également à la désignation d'un successeur au cas de décès ou de démission d'un membre de la Cour Supérieure d'Arbitrage.

20. — Composition de la Cour en vue d'une audience : Il doit y avoir, à chaque audience, un nombre impair de membres de la Cour. Ce nombre est de cinq minimum. Dans le cas spécial (qui sera étudié dans la compétence de la C. S. A.) de recours portant sur le fond, elle doit comprendre,

outre les cinq membres (minimum) susmentionnés, au moins un représentant patronal et un représentant ouvrier.

L'article 2 du décret du 3 avril 1938 dispose que si le Vice-Président et le Président de Section au Conseil d'Etat siègent à la même audience, le moins ancien des Conseillers d'Etat, membres de la Cour, doit s'abstenir de siéger.

Le même article (al. 2) porte que si les deux magistrats visés ci-dessus, Vice-Président du Conseil d'Etat et Président de Section, à la même Assemblée sont simultanément empêchés de siéger, c'est le plus ancien des Conseillers d'Etat membres de la Cour qui préside l'audience.

Quand il y a lieu à admettre en séance des représentants professionnels, si les patrons et les ouvriers sont en nombre inégal, le plus jeune des deux représentants de la catégorie la plus fortement représentée doit s'abstenir.

21. — Présidence. Bureaux. Administration intérieure de la C. S. A. : La Présidence de la C. S. A. revient de droit comme on a eu l'occasion de le signaler, au Vice-Président du Conseil d'Etat.

A l'effectif de la C. S. A. tel qu'il vient d'être énuméré doit être ajouté un certain nombre de Maîtres de requêtes et d'Auditeurs du Conseil d'Etat, désignés par décret pour y remplir les fonctions de Commissaires du Gouvernement et de rapporteurs.

La C. S. A. siège dans les bâtiments du Palais-Royal (Palais du Conseil d'Etat) à Paris.

Enfin (art. 17 du Décret du 3 avril 1938) le secrétariat est composé des fonctionnaires appartenant au personnel des différents bureaux du Conseil d'Etat.

CHAPITRE IV

Compétence de la C. S. A.

22. — **Mission de la C. S. A.** : Dans le domaine limité qui est le sien, c'est-à-dire uniquement les conciliations et arbitrages régis par les lois de 1936 et 1938 que nous venons d'étudier, la C. S. A. statue tantôt comme tribunal de Cassation et de renvoi, tantôt — mais exceptionnellement — comme juge de fond.

23. — **A. — La C. S. A. comme tribunal de Cassation :** La mission essentielle de la C. S. A. est de casser les sentences entachées d'un des vices admis par la loi du 4 mars 1938 comme cas d'annulation (ou de cassation). Ces trois vices sont : l'incompétence, l'excès de pouvoir ou la violation de la loi (art. 13, al. 3 *in fine*).

Primo : Incompétence : Cette expression est prise dans son sens habituel : de droit commun, « il y a incompétence lorsqu'un tribunal, sans sortir des attributions conférées au pouvoir judiciaire, connaît d'une affaire que la loi réserve à un autre tribunal » (1). De même, on peut poser qu'en matière de conciliation et d'arbitrage obligatoires (dans le droit du travail) il y aura incompétence quand un arbitre, sans sortir des attributions conférées par la loi aux arbitres, connaîtra d'une affaire réservée par la loi, soit aux tribunaux, soit à un autre mode de règlement.

(1) *Répertoire pratique Dalloz*, v° Cassation, N° 304.

Secundo : Excès de pouvoir : L'excès de pouvoir est le vice constitué par le fait qu'un arbitre dépasse les attributions que lui confère la loi aux fins de résoudre le litige.

Chaque fois, par conséquent, qu'un arbitre, dans une affaire relevant de l'arbitrage, prescrit des mesures qu'il n'est pas dans ses pouvoirs de prescrire, la sentence sera entachée d'excès de pouvoir.

Tertio : Violation de la loi : Il faut entendre par là, en principe, la violation des lois au sens strict (actes issus du Parlement), des décrets et, sauf controverse, des règlements, (Pour les règlements, il y a une difficulté, et c'est que la loi confie aux arbitres le soin de faire eux-mêmes un règlement). Il faut distinguer selon que la disposition violée est sanctionnée de nullité, ou, au contraire, si sa violation ne fait encourir à la sentence aucune sanction. Cette distinction sera l'œuvre de la Cour elle-même.

Dans les cas spéciaux où les usages ont force de loi, la violation d'un usage peut donner lieu à un recours pour violation de la loi.

23 *bis*. — La Cassation donne lieu au renvoi de l'affaire devant un nouveau surarbitre (art. 14 *in fine*) : La C. S. A. agit, *mutatis mutandis*, comme la Cour de Cassation pour l'ordre judiciaire. Cette dernière a pour mission, quand elle casse un jugement, de renvoyer l'affaire devant une juridiction du même ordre que celle qui l'a rendu.

De même, la C. S. A. doit, quand elle casse une sentence, renvoyer l'affaire devant un nouveau surarbitre (même si la sentence cassée n'émanait que d'un ou deux arbitres).

Toutefois, dans certains cas où le renvoi n'aurait aucune utilité, la Cour casse sans renvoyer à un surarbitre (v. jurisprudence).

24. — B. — La C. S. A. comme juge du fond : La C. S. A. n'est juge du fond que dans un seul cas : celui d'un recours présenté par le Ministre du Travail.

Le Ministre du Travail dispose de deux recours, le recours normal, qu'il exerce dans les mêmes conditions que les particuliers — sauf certains détails, notamment une différence de délai (1) — pour les mêmes motifs, et le recours au fond.

Qu'est le recours au fond du Ministre du Travail ? C'est, nous dit l'article 13 étudié ci-dessus (al. 4), un recours formé dans l'intérêt public.

La connaissance de ce recours nécessite que la Cour soit composée spécialement à cet effet. On a vu ci-dessus qu'elle doit s'adjoindre dans ce cas, (et uniquement dans ce cas) au moins un représentant patronal et un représentant ouvrier membres de la Commission Permanente du Conseil National Economique.

Mais le plus remarquable, c'est que la C. S. A., qui a la connaissance de ces recours, ne rend pas, à leur occasion, une décision d'annulation ou de renvoi, comme pour les recours en annulation, mais bien une décision sur le fond de l'affaire. Alors que, normalement, elle n'est pas un degré supplémentaire de juridiction, ici, par contre, elle statue en deuxième (ou troisième, selon que la sentence attaquée émane des arbitres ou du surarbitre) et dernier ressort, car elle juge elle-même, et ne renvoie pas devant un nouveau surarbitre.

Ce recours est éminemment utile dans le cas où ni la partie patronale, ni la partie ouvrière n'ont à se plaindre

(1) V. ci-dessous § 33.

de la sentence, et où il importe pourtant, dans un intérêt d'application des principes légaux, et de sauvegarde de la paix sociale, que l'irrégularité (ou l'erreur) commise soit sanctionnée de nullité.

CHAPITRE V

Procédure devant la C. S. A. (1)

25. — **Textes applicables:** Les textes applicables à la matière de la procédure sont les articles 12, 13, 14 et 15 de la loi du 4 mars 1938 et, en second lieu, tout le titre II du décret du 3 avril 1938.

Pour prendre la procédure à son début, on commencera par traiter des sentences elles-mêmes, qui sont à l'origine des instances en annulation.

26. — **Les sentences arbitrales et surarbitrales:** Les sentences que rendent les arbitres (ou le surarbitre) à l'occasion de la procédure de règlement pacifique d'un conflit collectif du travail peuvent être de deux sortes : sentences sur la compétence et sentences sur le fond.

27. — **Sentences sur la compétence:** « Si l'une des parties « soutient ou si les arbitres estiment que le différend n'a « pas le caractère collectif, il ne pourra être prononcé sur « le fond que lorsque la sentence sur la compétence sera « devenue définitive (Loi du 4 mars 1938, art. 12, al. 1) ».

Il n'y a donc lieu au prononcé d'une sentence séparée et préalable sur la compétence que quand la contestation préliminaire porte sur le caractère collectif du conflit, ou si les arbitres eux-mêmes estiment que ce caractère est douteux.

(1) V. « Le Temps », 7 août 1938.
V. D. Soc. 1938, p. 236.

Cette sentence devra alors intervenir dans le délai de trois jours à compter de celui où les arbitres ou le surarbitre ont été saisis. Elle pourra être déférée à la Cour Supérieure d'Arbitrage dans le délai normal de trois jours à dater de sa notification. La Cour devra alors statuer dans le délai de cinq jours à dater du recours.

28. — **Sentences sur le fond** : Une fois rendue la sentence sur la compétence, dans le cas où il y a lieu d'en rendre une, les arbitres doivent attendre qu'elle soit devenue définitive pour statuer sur le fond. La sentence sur la compétence ne sera devenue définitive que quand le délai du recours sera expiré sans qu'aucun recours ait été formé, ou quand, un recours ayant été formé, la sentence a été déclarée légale par la Cour Supérieure (c'est-à-dire quand elle aura rejeté ledit recours).

29. — **Dépôt et notification des sentences** : La minute de toute sentence arbitrale doit être déposée au Greffe du Tribunal Civil dans le ressort duquel elle a été rendue dans le délai de vingt-quatre heures. Ce dépôt, qui doit être effectué par l'un des arbitres ou le surarbitre, suffit à lui donner force exécutoire (1). Ainsi se trouve résolue la controverse relative à l'exequatur qui a été exposée dans notre introduction : aucune formule d'exequatur n'est nécessaire.

Toute sentence doit, dans le même délai de vingt-quatre heures et par le même organe d'un des arbitres (ou du surarbitre) être notifiée aux parties. Cette notification se fera sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Un exemplaire de la sentence doit également être

(1) Les sentences déposées dans ces conditions produisent effet à dater du jour de la demande de conciliation.

adressé au Ministre du Travail, ainsi que les documents sur lesquels elle a été rendue. La notification fait courir le délai imparti aux intéressés pour se pourvoir.

30. — **Délai du recours** : Dès que l'accusé de réception de la lettre recommandée contenant notification de la sentence parvient à l'organe qui avait expédié ladite lettre, celui-ci doit en aviser le Ministre du Travail et lui en indiquer la date.

La date de réception, par les parties, de la lettre recommandée susvisée fait courir à leur encontre le délai du recours. Ce délai est de trois jours francs.

Pour le Ministre, qui a aussi, dans l'intérêt de la loi, la faculté de se pourvoir contre la sentence, ce qui fait courir le délai, c'est la réception de l'exemplaire de la sentence et des pièces qui lui sont adressées par un arbitre.

Mais le délai est différent pour lui, selon qu'il s'agit d'un recours en annulation ou d'un recours au fond (§ 33).

31. — **Formes du recours** : Le recours est déposé normalement au Greffe du Tribunal Civil du lieu où la sentence a été rendue, mais il peut être déposé directement au Greffe de la Cour Supérieure d'Arbitrage à Paris,

Il se présente sous la forme d'une requête indiquant la décision contre laquelle on se pourvoit, les moyens invoqués, et accompagnée de trois copies de la sentence qu'on défère à la Cour et de trois copies de la requête elle-même. Le demandeur doit joindre également au recours les pièces dont il entend se servir pour appuyer les griefs invoqués contre la sentence.

La requête doit être signée de la partie demanderesse.

Tous ces documents (requête, copies, pièces) sont sur pa-

pier libre, et ne donnent pas lieu à enregistrement fiscal. Il est délivré au moment du dépôt de ces pièces un récépissé sans frais de la requête.

32. — **Représentation : recours par mandataire :** On peut faire rédiger et déposer le recours par un mandataire. Ce dernier doit alors produire une pièce l'habilitant régulièrement à cet effet. Toutefois, sont dispensés de produire un acte de mandat deux catégories d'officiers ministériels : les avoués, et les avocats aux Conseils (ces derniers, Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, font en effet office, auprès de ces juridictions suprêmes, d'avocats et d'avoués à la fois) (1).

33. — **Formes et délai des recours émanant du Ministre :** Le Ministre du Travail, autorité administrative supérieure pour tout ce qui concerne la réglementation et l'application des mesures légales se rapportant aux relations de travail, a, au premier chef, intérêt à connaître et à suivre de près aussi bien toutes les instances arbitrales et surarbitrales que les instances en annulation devant la C. S. A.

C'est ainsi, on l'a vu précédemment, qu'un exemplaire de chaque sentence rendue dans un conflit du travail lui est adressé.

C'est ainsi également que l'organe qui a notifié la sentence aux parties a l'obligation de prévenir le Ministre de la date de l'accusé de réception de la sentence et des pièces jointes par les parties. De même, dès qu'un rapporteur est désigné par la C. S. A. à la suite d'un recours, il doit donner avis au Ministre du recours formé par les parties.

(1) V. Solus, *Cours procédure civile*, 1936-37, p. 174.

Mais si, au lieu de se borner à surveiller les instances en annulation le Ministre entend se pourvoir lui-même, au nom de l'intérêt général, contre la sentence, il pourra user, à cet effet, de deux recours que la loi a mis à sa disposition, soit le recours en annulation pour incompétence, excès de pouvoir, ou violation de la loi, soit le recours au fond, ce dernier lui étant réservé (à la différence du premier, qui est le recours de droit commun). Le Ministre du Travail doit demander, si l'affaire relève d'un autre Ministère, l'avis du Ministre compétent. Pour former son recours, le Ministre doit respecter deux délais : s'il entend se pourvoir en annulation, il doit le faire dans les huit jours à dater de la réception de la sentence et des pièces qui y sont jointes.

S'il choisit, par contre, le recours au fond, il doit commencer par saisir la Commission Permanente du Conseil National Economique, dans les huit jours à dater dudit jour de la réception des pièces, pour lui demander son avis. Quand cet avis lui est donné, le Ministre a huit jours à partir de la date à laquelle il est intervenu pour se pourvoir devant la C. S. A.

Les recours du Ministre sont déposés directement au Secrétariat de la C. S. A., avec toutes les pièces en sa possession, c'est-à-dire avec le dossier constitué au Ministère au sujet de l'affaire en cause. Si c'est un recours au fond, il doit y joindre l'avis du Conseil National Economique. Cet avis n'est pas nécessairement conforme — c'est du moins ce qu'on doit conclure dans le silence des textes.

34. — Engagement de l'instance en annulation. Effet du recours : Le principal effet du recours en annulation devant la C. S. A. est d'engager l'instance en annulation. La sentence attaquée garde toute sa valeur et, si elle a été régu-

lièrement déposée au Greffe du Tribunal, toute sa force exécutoire, tant que la décision de la Cour Supérieure n'est pas intervenue. Les recours devant la C. S. A., en effet, ne sont pas suspensifs.

Toutefois, dans le cas spécial où la sentence attaquée est une sentence sur la compétence, les arbitres (ou le surarbitre) doivent en attendre l'issue avant de statuer sur le fond, et ils ne pourront le faire que si la Cour Supérieure, par une décision de rejet, déclare le recours mal fondé. Dans le cas de recours contre une sentence sur la compétence, la C. S. A. doit, en outre, statuer dans le délai de cinq jours, alors que ce délai est normalement, pour les sentences sur le fond, de huit jours francs.

35. — Transmission de recours à la C. S. A. Instruction de l'affaire : Le Tribunal qui a reçu le recours, si ce dernier n'a pas été déposé directement à la C. S. A., doit le transmettre immédiatement à cette dernière.

Au Secrétariat de la Cour Supérieure, les recours sont inscrits suivant l'ordre de leur transmission ou de leur dépôt.

Le Président désigne alors un rapporteur chargé d'étudier l'affaire sur laquelle porte le recours. Ce rapporteur est un membre de la Cour ou un des rapporteurs adjoints nommés dans les conditions que nous avons vues.

Le rôle du rapporteur est, pour commencer, d'aviser le Ministre du Travail qu'un recours a été formé. Le but de cet avis est de provoquer de la part du Ministre du Travail la transmission du dossier constitué dans les services du Ministère relativement à l'affaire en cause (sentence et pièces adressées par les arbitres). Le rapporteur invite éga-

lement le Ministre à formuler des observations s'il le juge utile.

Il donne avis à toutes les parties intéressées du recours qui a été déposé, si celui-ci émane du Ministre du Travail. S'il émane d'une des parties à l'instance arbitrale, ou d'un particulier ou groupement intéressé à l'annulation, le rapporteur n'en donne avis qu'aux autres parties. En même temps que le recours est notifié aux intéressés, ces derniers sont avisés par le rapporteur qu'ils peuvent prendre connaissance du dossier au secrétariat de la Cour.

Ces avis et notifications ayant été faits, le rapporteur se consacre à l'étude des détails de l'affaire et prépare un rapport, destiné à être lu à l'audience à laquelle la Cour devra en connaître.

36. — **Préparation de l'audience :** Pendant que le dossier se trouve à la Cour, entre les mains du rapporteur, les parties peuvent faire connaître leurs prétentions et tous les renseignements qu'elles jugent de nature à appuyer celles-ci. Pratiquement elles le feront sous forme d'observations écrites (1).

Le dossier étant à l'étude, la Cour doit fixer la date à laquelle il lui sera soumis. Rappelons qu'elle doit statuer dans un délai de huit jours francs à dater de celui du dépôt du recours.

C'est le Commissaire du Gouvernement, désigné pour une audience, qui inscrit les affaires au rôle de cette dernière. Ce rôle une fois préparé, il le soumet au Président de la Cour qui en arrête l'ordre et la composition. Les rôles sont alors communiqués au Ministre du Travail.

(1) Dans la procédure devant le Conseil d'Etat, ces actes contenant les observations des parties portent le nom de mémoires : mémoire ampliatif s'il émane du demandeur ; mémoire en défense s'il émane du défendeur.

On prévient également chacune des parties intéressées de la date à laquelle son affaire vient devant la Cour.

37. — **L'audience :** A l'audience, les affaires sont appelées dans l'ordre arrêté par le Président lors de la fixation des rôles.

Les audiences de la C. S. A. sont publiques, excepté dans les cas spéciaux où le recours pourrait dévoiler le secret des affaires des parties.

A l'appel de chaque affaire, le rapporteur qui lui a été désigné donne lecture de son rapport. Ce rapport est un historique du litige, avec l'exposé des contestations durant la procédure d'arbitrage, des prétentions des parties, des moyens invoqués contre la sentence entreprise, et de l'avis exprimé par le Ministre du Travail sur le recours dont le rapporteur lui a donné communication (1).

Après lecture du rapport, les parties peuvent présenter des observations, si elles le demandent et si elles y sont autorisées par le Président. Elles peuvent encore, sous réserve de la même autorisation, faire présenter lesdites observations, en leurs noms, par un Avocat aux Conseils ou un Avocat régulièrement inscrit au barreau d'une Cour d'Appel ou d'un Tribunal.

Le décret dit « des observations », et non une plaidoirie. Il ne s'agit donc que de courts exposés mettant en relief les points sur lesquels les parties entendent faire porter le débat.

En général, les parties auront eu tout le loisir nécessaire pour exposer leur thèse dans le recours, les défenses, et les mémoires. Aussi les observations à l'audience sont pratiquement assez rares.

(1) Le Ministre déclare généralement s'en rapporter à la sagesse de la Cour.

Quand le rapporteur a fait son exposé, normalement, c'est le Commissaire du Gouvernement qui a la parole.

Il ne s'agit plus d'un rapport, mais de conclusions. Le Commissaire du Gouvernement a pour tâche d'examiner les thèses en présence, de dire quel est à son sens la plus conforme aux textes, et de conclure au nom et dans l'intérêt de la loi.

Les articles 88 et suivant du Code de Procédure Civile, réglementant la police des audiences dans les tribunaux, sont déclarés applicables à la C. S. A. par l'article 7 *in fine* du décret du 3 avril 1938.

38. — **Les décisions de la Cour:** Après l'appel de chaque affaire, la lecture du rapport, les observations des parties quand elles sont autorisées, et les conclusions du Commissaire du Gouvernement, la Cour se retire pour délibérer.

Le délibéré est, bien entendu, secret. Les conseillers y votent pour l'admission ou le rejet du recours. Le rapporteur de chaque affaire a voix consultative dans le vote concernant l'affaire dont il a préparé le rapport.

L'arrêt de la Cour est lu en audience publique par le Président. Les décisions sont rendues au nom du Peuple Français. « Elles contiennent, dispose l'article 14 du décret, « l'exposé sommaire des moyens et les conclusions des « recours, le visa des pièces soumises à la Cour et des lois « appliquées ».

La décision de la C. S. A. adopte nécessairement une des trois solutions suivantes : ou elle déclare le recours irrecevable, ou elle le déclare recevable mais mal fondé, ou elle le déclare recevable et fondé. Dans les deux premiers cas, elle rend un arrêt de rejet. Dans le troisième, elle admet le recours.

Des exemples de chacune de ces trois solutions seront vus dans l'étude de la jurisprudence.

Si le recours est recevable et fondé, la Cour annule la sentence entreprise. Mais, sauf si le recours porte sur le fond, elle ne donne pas de solution relative à l'affaire.

Elle renvoie, à cet effet, à un nouveau surarbitre. La sentence de ce surarbitre pourra, à son tour, être frappée de recours. Normalement, et en pratique, le surarbitre nommé après une deuxième annulation, se conformera à la décision de la Cour (1).

39. — **Expédition des décisions de la C. S. A. Publicité :** Les décisions de la C. S. A. sont exécutoires immédiatement.

Les expéditions de la décision intervenue à la suite d'un recours sont revêtues d'une formule exécutoire analogue à celle des décisions des autres tribunaux, sauf quelques variantes (2).

Pour ce qui est de la publicité des décisions de la C. S. A., on a vu qu'elles sont lues en audience publique. En outre, elles sont réunies et publiées en des recueils édités tous les trois mois par le *Journal Officiel*.

L'article 15, alinéa 6, a édicté cette mesure de publicité en même temps et également pour les sentences rendues sur renvoi de la C. S. A.

40. — **Importance de ces règles de procédure. Leur insuffisance. Leurs sanctions:** Les règles de procédure étudiées

(1) V. toutefois sur ce point un article de M. Teitgen (*Droit Social* 1938, p. 104).

(2) Art. 15, al. 2 du décret du 3 avril 1938 : « La République mande et ordonne au Ministre (ajouter le département ministériel désigné par la « décision) en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce qui « concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pour- « voir à l'exécution de la présente décision ».

ci-dessus, ainsi que les délais, sont-ils sanctionnés par la nullité de la procédure engagée? Une chose est sûre, tout d'abord : c'est que l'expiration du délai de trois jours à dater de la notification accordé aux parties pour se pourvoir rend tout recours tardif irrecevable, donc nul.

Mais *quid* des autres formes et délais? La loi n'a pas pris soin de décider : « telle mesure doit être observée à « peine de nullité, telle autre n'a pas de sanction », ni non plus le décret qui a suivi la loi.

Aussi il appartiendra à la Cour Supérieure de dire le droit à ce sujet, comme pour tout ce qui concerne la conciliation et l'arbitrage.

Demandons-nous maintenant si les deux textes concernant la procédure (loi du 4 mars 1938 et décret du 3 avril 1938) ont tout prévu. Ont-ils envisagé tous les cas, toutes les règles nécessaires au bon fonctionnement de la Cour? Assurément non. Mais ils n'avaient pas à le faire. Pour les détails qui n'ont pas été prévus par la loi du 4 mars 1938 et le décret du 3 avril suivant, c'est le droit commun des Cours et Tribunaux qui s'applique, et notamment, pour la C. S. A., on aura souvent à appliquer les règles légales et les usages suivis au Conseil d'Etat.

41. — **Appréciation générale de la loi du 4 mars 1938** : (et des décrets pris pour son application, spécialement en ce qui concerne la C. S. A.). Ce qui nous fait penser que l'influence du Conseil d'Etat se fera sentir sur les formes de la procédure et sur la jurisprudence de la Cour Supérieure d'Arbitrage, c'est surtout la composition générale de la Cour, celle des audiences (dans lesquelles les Conseillers d'Etat sont en majorité relative par rapport aux magistrats judiciaires et aux hauts fonctionnaires) ainsi que la formation

professionnelle des rapporteurs et des Commissaires du Gouvernement (1).

Et pourtant, la C. S. A. est surtout un Tribunal de Cassation, et exceptionnellement juge du fond, alors que le Conseil d'Etat est surtout juge du fond, et exceptionnellement juge de Cassation.

La C. S. A. est présidée, on l'a vu, par le Vice-Président du Conseil d'Etat. Ce dernier et un Président de Section au Conseil d'Etat, membre de la Cour, peuvent siéger à la même audience. Les rapporteurs et les Commissaires du Gouvernement sont des Auditeurs au Conseil d'Etat. Les surarbitres désignés après annulation et sur renvoi sont le plus souvent des Magistrats appartenant à la Haute Assemblée (Conseillers ou Auditeurs).

Tout ceci indique assez que, malgré la présence de Hauts Magistrats de la Cour de Cassation, de Hauts Fonctionnaires et de représentants des organisations patronales et ouvrières, la C. S. A. aura tendance, ainsi que l'y incitent la loi du 4 mars 1938 et le décret du 3 avril suivant à suivre la procédure en usage dans la Haute Assemblée administrative qui lui offre l'hospitalité.

Il n'y a pas lieu de s'en plaindre. La procédure devant le Conseil d'Etat est souple, relativement rapide, peu onéreuse. Celle de la C. S. A. est aussi souple, encore plus rapide, et presque pas onéreuse du tout.

Elle est très rapide puisque ses décisions doivent intervenir dans les cinq ou huit jours, selon que la sentence attaquée est une sentence sur la compétence ou une sentence sur le fond.

Elle n'est pas onéreuse, puisque l'article 19 de la loi du

(1) Cf. *D. Soc.* 1938, p. 140.

4 mars 1938 dispose que tous les actes nécessités par l'application de ladite loi « sont dispensés des formalités et des « frais, en particulier de timbres et d'enregistrement ».

Dans un domaine qui est relativement limité (puisque, de tout le droit du travail, la C. S. A. ne connaît que des sentences arbitrales des conflits collectifs) la Cour Supérieure a une mission assez délicate : faire respecter la loi tout en en permettant une application souple afin de ne pas heurter des intérêts collectifs assez considérables. Elle est juge du droit, mais, occasionnellement elle est aussi juge du fait, voire même de l'équité (1).

(1) V. §§ 117 et s., 141 et s.

DEUXIÈME PARTIE

Jurisprudence de la C. S. A.

42. — **Objet de cette étude :** On a eu l'occasion d'indiquer les formes de publicité adoptées pour les arrêts de la C. S. A. : Si la lecture d'un arrêt en audience publique ne constitue qu'une publicité assez restreinte, (car elle ne touche que les personnes assistant à l'audience) la publication des arrêts de la C. S. A., tous les trois mois, par les soins du *Journal Officiel*, par contre, touche un public bien plus étendu.

Ces recueils trimestriels paraissent régulièrement, avec un léger retard.

On va essayer de dégager des arrêts intervenus jusqu'au jour de la rédaction du présent exposé, une doctrine ou, si on aime mieux, une théorie relative à tout ce qui concerne la conciliation, l'arbitrage, et les droits qui leur sont soumis.

Outre les recueils officiels d'arrêts de la C. S. A. (1) il est utile, à cet effet, de suivre la publication des arrêts de ladite Cour que font certains quotidiens et périodiques qui lui consacrent régulièrement des chroniques (2).

(1) Ces recueils seront désignés en abrégé par les initiales R. J. O. (Recueils du Journal Officiel). Les références au R. J. O. ne seront données que pour les arrêts intervenus jusqu'au 15 juin 1938. C'est à cette date, en effet, que s'arrête le premier recueil.

(2) Notamment la *Gazette du Palais*, la revue *Droit Social* et le *Temps*.

43. — **Plan de la jurisprudence** : Les solutions données par la C. S. A. seront groupées, dans notre étude, non dans leur ordre chronologique, mais dans un ordre logique, en suivant pas à pas l'évolution d'un conflit, depuis son origine jusqu'à la sentence et même, à supposer qu'un recours ait été formé contre celle-ci, jusqu'à l'arrêt de la C. S. A.

Nous donnons ci-dessous le plan suivi à cet effet :

Chapitre I : Champ d'application des lois de 1936 et 1938.

Chapitre II : Cas dans lesquels il y a lieu de recourir à l'arbitrage : Conflits collectifs.

Chapitre III : Procédure de la conciliation et de l'arbitrage.

Chapitre IV : Pouvoirs des Commissions de Conciliation et des arbitres.

Chapitre V : Le respect des libertés publiques et individuelles.

Chapitre VI : Solutions en matière de salaires, de durée du travail, de rémunération et d'allocations diverses.

Chapitre VII : Solutions données par la C. S. A. en matière de conventions collectives.

Chapitre VIII : Questions diverses : Délégués du personnel, grèves et lock-out, procédures spéciales.

Chapitre IX : L'instance devant la C. S. A. et le recours ministériel.

CHAPITRE PREMIER

Champ d'application des lois du 31 décembre 1936 et du 4 mars 1938.

44. — Les procédures de conciliation et d'arbitrage n'ont été rendues obligatoires, par la loi du 31 décembre 1936, que pour les conflits du travail qui avaient surgi (ou qui allaient surgir par la suite) dans le commerce et l'industrie (1), et qui présenteraient un caractère collectif.

Il nous faudra donc examiner quel est le champ d'application de ce texte, ainsi que de la loi de 1938, d'abord *ratione materiæ* (commerce et industrie), puis chronologiquement (Champ d'application dans le temps), après quoi on recherchera quels sont les différends que la loi a visés par l'expression « conflits collectifs ».

45. — **Commerce. Industrie:** Les lois se rapportant au droit du travail qui sont intervenues depuis le mois de juin 1936, ont presque toutes un domaine limité, qui est celui du commerce et de l'industrie.

En effet, il résulte tant de ces lois elles-mêmes (notamment celles du 24 juin 1936 sur les conventions collectives et du 31 décembre 1936 sur l'arbitrage) que des travaux préparatoires qui les ont précédées, que l'on n'a voulu modifier la législation antérieure du travail que « pour l'ensemble « des activités professionnelles privées ayant un caractère

(1) Pour les professions libérales, ainsi que pour l'agriculture, il n'y a, à ce jour encore, aucun texte rendant ces procédures obligatoires.

« industriel ou se rattachant étroitement à l'industrie ou au commerce ».

(C. S. A. 29 juin 1938, N° 23, Assureurs de l'Arrondissement de Lille) (1).

46. — La question s'est posée, devant la C. S. A. relativement à certaines professions dont le caractère n'est pas bien défini, notamment en ce qui concerne les agents d'assurances.

Bien qu'ayant, estime la Cour, à certains égards un caractère non commercial, l'activité de ces agents est de nature à les faire regarder comme se rattachant à une branche de commerce.

Pour ce qui est des Caisses Mutuelles d'Assurances, la Cour constate qu'elles figurent, d'ailleurs, dans la rubrique « commerce » dans la nomenclature annexée au décret du 9 avril 1936 (2).

Aussi les lois susvisées n'ayant entendu exclure de leur champ d'application que les entreprises privées d'exploitation agricole et les professions libérales, les procédures légales d'arbitrage sont applicables aux professions précitées.

(Même arrêt ; addé : 15 juin 1938, N° 277, Mutualité Industrielle, R. J. O. 1105) (3).

47. — **Champ d'application dans le temps. Non-rétroactivité :** Nous aurons d'abord à examiner la question de la non-rétroactivité telle qu'elle a été résolue par la loi du 31 décembre 1938. Ce texte dispose lui-même qu'il s'applique

(1) V. D. Soc. 1938, p. 302.

(2) Décret du 9 avril 1938 (J. O. du 7 mai 1938) : décret relatif au classement des industries et professions.

(3) Toutefois, le surarbitre qui se fonde sur la similitude de la situation des employés de l'entreprise en cause avec celle des employés dans le commerce se base sur un motif juridiquement erroné (même arrêt N° 277).

immédiatement même aux conflits déjà en cours à cette époque (article 2).

Cela ne présente pas de difficulté. Passons maintenant à la loi de 1938 : étant donné le silence de ce texte, on n'a pu mieux faire que d'appliquer les principes généraux.

Or, il est de principe que « la loi ne dispose que pour l'avenir et n'a pas d'effet rétroactif » (art. 2 C. civ.), mais la jurisprudence, aussi bien civile qu'administrative, admet que les règles nouvelles qui concernent la procédure sont immédiatement applicables aux instances en cours alors que celles qui concernent le fond des droits des parties ne le sont pas.

48. — *Procédure* : La C. S. A. a fait sienne cette jurisprudence ferme et constante des deux Cours Supérieures.

Aussi, seules les dispositions de la loi du 4 mars 1938 concernant la procédure ont été déclarées, par la C. S. A. immédiatement applicables aux conflits faisant déjà l'objet à cette époque d'une instance arbitrale précédemment engagée.

(23 mai 1938, N° 99, Syndicats des Mariniers de Lyon, R. J. O. 1079).

49. — *Fond* : Par contre, la C. S. A. se refuse à adopter la solution de l'applicabilité rétroactive pour celles des dispositions de la loi de 1938 modifiant le fond des droits des parties. Ces dispositions ne s'appliquent qu'aux conflits survenus après la publication de la loi susvisée. On va en donner des exemples :

50. — *Pouvoirs des arbitres* : Les pouvoirs des arbitres, dans le régime de la loi du 31 décembre 1936, étaient moins bien définis, plus libres, et plus souples que dans la loi

nouvelle, car la loi de 1936, à la différence de celle de 1938, ne leur donnait que fort peu de directives.

(cf. 16 mai 1938, N° 34, Société « Gaz et Eau », R. J. O. 1071 (1).

Même date, N° 75, Sieur Meynard, R. J. O. 1076.

23 mai 1938, N° 22, Syndicats de l'Alimentation de Cambrai, R. J. O. 1081.

24 mai 1938, N° 7, Fédération Maritime du Port de Bordeaux, R. J. O. 1079.

24 mai 1938, N°s 8 et 9, Chambre Patronale des Industries Métallurgiques de Belfort, R. J. O. 1080.

30 mai 1938, N° 78, Chambre Syndicale de la Teinturerie, R. J. O. 1085.

1^{er} juin 1938, N°s 62, 64, 65, 66, Fédération des Chambres Syndicales du Bâtiment, R. J. O. 1088).

D'ailleurs durant cette période (31 décembre 1936-4 mars 1938), les arbitres n'étaient contrôlés par aucune juridiction (v. Introduction, 9 et 10).

51. — *Ajustement des salaires* : La question de la rétroactivité s'est posée fréquemment au sujet des salaires. Elle s'est posée également assez souvent en ce qui concerne les recours devant la C. S. A.

On va voir les premières solutions en matière de non-rétroactivité des dispositions concernant les salaires, notamment de l'article 10 de la loi de 1938. La C. S. A. a posé une règle formelle en cette matière : Si une sentence devait produire effet à une date antérieure à celle de la promulgation de la loi du 4 mars 1938 (2), fût-ce de quelques jours seulement, le surarbitre ne pouvait pas y calculer les salaires selon les modalités de l'article 10 de ladite loi, même si sa sentence a été rendue après la date de sa promulgation.

(1) V. D. Soc. 1938, p. 262.

(2) 5 mars 1938.

(16 mai 1938, N° 34, précité, Société « Gaz et Eaux » même date, N° 117, Ameublement du Nord, R. J. O. 1073, 23 mai 1938, N° 99 précité, Syndicat des Mariniers de Lyon) (1).

52. — *Recours* : La question de la non-rétroactivité s'est posée avec non moins d'insistance lors des premières audiences de la C. S. A. en ce qui concerne les recours.

On a vu que le recours devant la C. S. A. n'est possible que depuis la promulgation de la nouvelle charte de l'arbitrage, c'est-à-dire depuis le 5 mars 1938.

Mais, en premier lieu, il n'est pas possible pour toutes les sentences arbitrales : l'article 17 de la loi, analysé par ailleurs, porte que « les dispositions des articles 13 « recours)... (2) ne seront applicables qu'aux sentences arbitrales ou surarbitrales rendues après la promulgation « de la présente loi, exception faite pour les sentences arbitrales ou surarbitrales rendues avant la promulgation de « la présente loi et non encore exécutées, qui pourront être « rendues exécutoires dans le délai de quinzaine... »

53. — Dans ce dernier cas, par conséquent, si une sentence rendue avant la promulgation de la loi du 4 mars 1938 n'avait pas encore été exécutée (3), elle pouvait être déférée à la Cour Supérieure d'Arbitrage à condition qu'on la rende exécutoire (selon les modalités de l'article 15 de ladite loi) dans le délai de quinze jours à dater de la promulgation sus-mentionnée.

La C. S. A. a eu à plusieurs reprises à faire application

(1) V. D. Soc. 1938, p. 262.

(2) V. p. 24, en note.

(3) Même si elle n'était restée inexécutée qu'en partie (13 juin 1938, N° 63, 63 bis, 63 ter, Entreprise Gascheau, R. J. O. 1095).

de cette disposition exceptionnelle, qui fait produire effet à la loi sur les sentences qui lui sont antérieures.

(24 mai 1938, N° 38, Chambre Syndicale des Industries Chimiques des Bouches-du-Rhône, R. J. O. 1081 ; 13 juin 1938, N° 20, Syndicat Patronal de la Quincaillerie R. J. O. 1093).

54. — *Recours du Ministre du Travail* : Mais il n'y a pas que les particuliers qui disposent d'un recours depuis la loi de 1938. La loi a mis également un recours à la disposition du Ministre du Travail.

Seulement, le recours ministériel n'a pas pu se manifester pratiquement dès sa création. En effet, il a fallu attendre que les modalités en aient été précisées, ce qui a été l'œuvre du décret, portant règlement d'administration publique, du 3 avril 1938. C'est ce que la C. S. A. a répondu à l'argument invoqué par un plaideur, qui prétendait faire rejeter comme tardif un recours du Ministre du Travail.

(24 mai 1938, N° 38 précité, Ministre du Travail c. Chambre Syndicale des Industries Chimiques, R. J. O. 1081).

Telles sont les trois questions importantes : applicabilité exclusivement au commerce et à l'industrie ; question des salaires ; recevabilité des recours, qui se sont posées pratiquement à la C. S. A. relativement au champ d'application respectif des lois de 1936 et 1938. Il nous reste à voir, pour en terminer avec le champ d'application, une question connexe que l'on peut formuler ainsi : que faut-il entendre par « conflit collectif » ?

CHAPITRE II

Cas dans lesquels il y a lieu de recourir à l'arbitrage. Conflits collectifs (1).

55. — **Sentence séparée:** Ne sont soumis à l'arbitrage que les différends du travail ayant un caractère collectif.

Mais qu'est-ce qu'un « conflit collectif du travail » ? La loi ne l'a pas dit et nous aurons donc à le rechercher.

Dans le cas où la compétence des arbitres ou du surarbitre est contestée par le motif que le conflit n'aurait pas le caractère collectif, — on l'a déjà fait remarquer (2) — une sentence séparée sur la compétence doit être rendue avant qu'il soit statué sur le fond, et il ne peut être statué sur le fond que quand la sentence sur la compétence sera devenue définitive (loi du 4 mars 1938, art. 12, al. 1).

56. — Si le surarbitre, alors qu'il avait des doutes sur le caractère du conflit, ou que ce caractère était contesté, statue par une seule et même sentence sur la compétence et sur le fond, sa décision doit être annulée comme intervenue en violation du texte susmentionné.

(1^{er} juin 1938, N° 82, Société Tom, R. J. O. 1089 ; même date, N°s 122, 122 bis, Société Monoprix, R. J. O. 1091).

57. — Les arbitres, ou le surarbitre, doivent rendre la sentence sur la compétence dans le délai de trois jours à comp-

(1) V. sur ce point une chronique de M. R. Pinto (D. H. 1938, chr. 49).
« Remarques sur la notion de différend collectif du travail ».

(2) V. ci-dessus § 27.

ter du jour où ils ont été saisis (art. 12, al. 2), mais la C. S. A. a décidé que l'inobservation de ce délai n'entraînait pas la nullité de la sentence sur la compétence.

(1^{er} juin 1938, N° 168, Société Anonyme des Emballages, R. J. O. 1091).

58. — **Pouvoirs des arbitres en cette matière:** Les arbitres et le surarbitre ont l'appréciation souveraine *des faits* desquels il découlerait que le conflit a — ou n'a pas — le caractère collectif.

(18 mai 1938, N° 118, Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques du Rhône, R. J. O. 1076; 23 mai 1938, N° 97, Société Industrielle de Louvres, R. J. O. 1078).

59. — ... sauf à la Cour Supérieure d'Arbitrage à exercer son contrôle sur la *qualification légale* de « conflit collectif » donnée au différend, d'après les faits constatés.

(N° 118 précité; 1^{er} juin 1938, N° 85, Société Salpa R. J. O. 1090).

La C. S. A. a adopté en cela une jurisprudence très ancienne et constante de la Cour de Cassation, en ce qui concerne les pouvoirs d'appréciation des Tribunaux judiciaires par rapport à cette dernière.

60. — **Coexistence d'un conflit individuel et d'un conflit collectif:** Ceci posé, quels sont les différends auxquels on peut reconnaître le caractère collectif?

Si l'on veut suivre la jurisprudence de la C. S. A. en cette matière, on est obligé, dans une certaine mesure, de procéder par énumération, car la jurisprudence de la Cour Supérieure d'Arbitrage n'a pas comblé la lacune des textes

et n'a pas encore dégagé une définition générale des conflits collectifs (1).

Ce qui complique les choses, c'est que très souvent un conflit individuel coexiste avec le conflit collectif, et même parfois le précède. Nous verrons quels conflits sont collectifs dans chacune des matières suivantes : grève et lock-out, conventions collectives, licenciements, revendications et demandes collectives, liberté d'opinion.

61. — A. — **Grève et lock-out** : En matière de grève et de lock-out est collectif, tout d'abord, le conflit qui porterait sur la reprise du travail après l'un de ces deux événements.

(Pour la grève v. 23 mai 1938, N° 128, Société Nouvelle des Transports rapides Calberson, R. J. O. 1082).

Il faut, pour qu'il y ait lock-out, que la fermeture de l'établissement (ou le licenciement collectif) soit motivée par un désaccord avec le personnel

(15 juin 1938, N° 56, Société Cotonnière du Sud-Est, R. J. O. 1101).

et le surarbitre qui ne recherche pas quel est le motif du licenciement ou de la fermeture émet une sentence manquant de base légale.

(12 septembre, N° 563, Etablissements Salomon Guillard) (2).

62. — *Menace de grève ou de lock-out* : Mais la menace de grève et de lock-out qui pèserait sur les parties au mo-

(1) Certains des exemples cités ci-dessus (arrêts n° 5, 30, 46, 118, 244, 281, 400) sont empruntés à des études de jurisprudence publiées dans le « Temps », études signées C. C., et dans lesquelles l'auteur constate qu'il semble se dégager de la jurisprudence de la C. S. A. que deux conditions sont essentielles pour que le différend soit collectif : 1° qu'un groupement ouvrier soit partie au différend ; 2° qu'il y ait un intérêt collectif en jeu.

(2) « Temps » du 16 septembre 1938.

ment du conflit ne saurait à elle seule donner à ce dernier le caractère collectif.

(1^{er} juin 1938, N° 85, Société Salpa, R. J. O. 1090 ; 15 juin 1938, N° 116, Société Faure, R. J. O. 1101).

63. — B. — **En matière de convention collective** : En cette matière est collectif :

a) tout conflit surgi à l'occasion de l'élaboration de la convention

(16 mai 1938, N° 41, Chambre Syndicale des Constructeurs du Havre, R. J. O. 1072 ; même date, N° 43, Chambre Syndicale des Fabricants de Meubles de Tours, R. J. O. 1072).

b) ... ou à l'occasion de l'interprétation d'une pareille convention

(15 juin 1938, N° 281, Maison Descourtieux, R. J. O. 1099 ; 4 juillet 1938, N° 152, Société des Etablissements Santos (1).

c) ... de même que le conflit concernant la question, débattue entre les parties, de savoir si une convention collective générale empêche la conclusion d'une convention collective spéciale.

(13 juin 1938, N° 4, Chambre Syndicale des Tissus d'Ameublement, R. J. O. 1092).

64. — C. — **Licenciement** : Les arbitres doivent rechercher si, en renvoyant un employé, le patron a eu l'intention de porter atteinte à un droit collectif.

(1^{er} juin 1938, N° 163, Société des Ets Nicolas, R. J. O. 1091).

(1) V. D. Soc. 1938, p. 292.

65. — En effet, le conflit ne serait pas collectif si le licenciement a été motivé par une faute purement professionnelle

(24 mai 1938, N° 244, Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne, R. J. O. 1083) (1).

... ou s'il y a eu congédiement nécessité par la réorganisation des ateliers.

(1^{er} juin 1938, N° 155, Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne, R. J. O. 1091) (2).

66. — *Simultanéité de plusieurs licenciements* : Dans les deux espèces analysées ci-dessus, les différends sont individuels. Toutefois, devrait être considéré comme collectif le conflit qui, individuel à l'origine, et s'étant produit entre un seul employeur et un seul salarié, aura donné lieu au licenciement par le premier de plusieurs de ses employés.

En conséquence, le recours à l'arbitrage est obligatoire, dans ce cas.

(16 mai 1938, N° 81, Sieur Costa, R. J. O. 1073).

Par contre, le seul fait qu'un patron a licencié plusieurs employés, (fût-ce au nombre de dix sur un effectif de douze) simultanément ne saurait suffire à donner au conflit le caractère collectif.

(13 juin 1938, N° 281, Maison Descourtieux, R. J. O. 1099) (3).

La différence entre la première et la deuxième espèce est que dans la première les licenciements simultanés avaient pour motif le conflit surgi originairement entre le patron

(1) Cf. commentaire « Temps » du 14 août 1938.

(2) « Temps » *op. cit.*

(3) V. sur cet arrêt un commentaire de M. Raoul G., dans *D. Soc.* (1938, p. 293).

et le salarié, mais qui était rapidement devenu collectif (comme le prouvent au surplus les nombreux licenciements qui s'en sont suivis).

67. — D. — **En matière de délégués du personnel** : Nous allons voir maintenant des licenciements décidés sans qu'il y ait eu faute professionnelle de la part du salarié congédié. Le licenciement ne sera pas motivé par une faute professionnelle, en premier lieu, quand le patron l'aura décidé en considération de la mission de l'employé en question, par exemple pour sa mission de délégué du personnel. Le conflit est alors collectif.

(18 mai 1938, N° 118, Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques du Rhône, R. J. O. 1076 (1) ; 23 mai 1938, N° 69, Vernois Blanchisseur, R. J. O. 1077 ; 15 juin 1938, N° 27, Compagnie d'Electricité, R. J. O. 1099 (2).

68. — E. — **En matière de revendications et demandes collectives** : Le conflit est également collectif lorsque le licenciement est causé par le fait que les employés congédiés s'étaient faits les interprètes du personnel pour porter à la direction les revendications de leurs camarades

(15 juin 1938, N° 56, Société Cotonnière du Sud-Est, R. J. O. 1101).

... sauf si des voies de faits avaient été commises à cette occasion par les employés congédiés.

(12 juillet 1938, N° 400 (3), Ets Citroën).

Il en est de même si le conflit est causé par une demande faite par un syndicat, ou par le personnel lui-même, si cette demande intéresse l'ensemble des salariés.

(1) V. D. Soc. 1938, p. 261.

(2) V. Gaz. Pal. 22 juillet 1938.

(3) V. « Temps » 14 août 1938 ; D. Soc. 1938, p. 293.

(23 mai 1938, N° 97, Société Industrielle de Louvres, R. J. O. 1078 ; 15 juin 1938, N° 276, Chambre Syndicale des Employés, R. J. O. 1104 ; 22 juin 1938, N° 112, Sté des Etablissements P. Michel).

On pourrait citer encore le cas où une plainte avait été faite à la direction pour un retard de paye. Cette plainte avait donné lieu au licenciement de celui qui l'avait faite au nom de ses camarades, et le conflit a été déclaré collectif par la C. S. A.

(1^{er} juin 1938, N° 82, Société Tom, R. J. O. 1089).

69. — F. — **Fermeture des lieux d'emploi** : Est également collectif le conflit né de la fermeture d'un établissement, fermeture décidée en réponse aux revendications du personnel (v. ci-dessus § 68).

(15 juin 1938, N° 56, Sté Cotonnière du Sud-Est, R. J. O. 1101).

70. — G. — **Liberté d'opinion et liberté syndicale** : Les licenciements effectués dans le but de porter atteinte à l'une de ces deux libertés entraînent souvent des différends avec le personnel, différends dont le caractère collectif ne peut pas faire de doute.

(pour la liberté d'opinion cf. 1^{er} juin 1938, N° 168, Sté des Emballages, R. J. O. 1091 ; pour la liberté syndicale cf. N° 5 même date, Sté des Houillères de St-Etienne, R. J. O. 1087 (1).

71. — *Intervention d'un Syndicat à un conflit* : Il n'est pas inutile de faire remarquer que l'intervention d'un syndicat ne suffit pas à donner à un conflit le caractère collectif.

(1^{er} juin 1938, N° 281 précité, Maison Descourtieux, R. J. O. 1099).

(1) « Temps » *op. cit.*

72. — Pour conclure sur cette question on peut poser que s'il n'y a pas violation de l'une quelconque des libertés énoncées ci-dessus, ni atteinte portée aux intérêts collectifs des employés, le conflit n'est pas collectif.

(15 juin 1938, N° 239, Syndicat des employés d'hôtel, R. J. O. 1104).

FINS DE NON RECEVOIR INVOQUÉES,

La question que l'on va traiter se rattache étroitement à celles relatives au champ d'application de l'arbitrage obligatoire, que l'on vient d'étudier,

73. — A supposer que les trois conditions soient réunies : conflit surgi dans une branche de commerce et d'industrie, après la loi du 31 décembre 1936, et ayant un caractère collectif, quels sont les cas où les parties pourraient se soustraire aux procédures de conciliation et d'arbitrage?

Reportons-nous aux arrêts de la C. S. A. Les parties ont invoqué divers ordres de motifs, plus ou moins fondés.

74. — **Absence de convention collective** : Aucune disposition de la loi du 31 décembre 1936 ne limite l'application de l'arbitrage aux seuls conflits résultant de l'exécution des conventions collectives.

(23 mai 1938, N° 21, Fédération Intersyndicale des Maisons de Santé, R. J. O. 1081).

Aussi, on ne pourrait prétendre qu'à défaut de convention collective la procédure d'arbitrage est impossible.

(13 juin 1938, N° 147, Cie Fermière de Vichy, R. J. O. 1090).

75. — **Absence de compromis** : Il n'est pas nécessaire, non plus, pour que la procédure légale soit immédiatement or-

ganisée, qu'elle soit précédée par un compromis d'arbitrage signé entre les parties

(1^{er} juin 1938, N^{os} 62, 64, etc., Fédération du bâtiment de Seine-et-Marne, R. J. O. 1088).

... de sorte que s'il y a eu un compromis et que ledit compromis est, pour une raison ou pour une autre, entaché de nullité, cette nullité n'influe en rien sur l'obligation de recourir à l'arbitrage.

(1^{er} juin 1938, N^o 18, Union du Commerce de Valenciennes, R. J. O. 1088).

76. — **Grève. Lock-out** : Le but de l'arbitrage obligatoire est, nous l'avons dit d'autre part, d'éviter que se produisent des grèves ou des lock-out, qui sont des moyens violents de règlement de conflit du travail.

Toutefois, si l'article premier de la loi du 31 décembre 1936 (1) interdit de recourir à ces moyens avant l'intervention d'une solution pacifique, soit par la conciliation, soit par l'arbitrage, la circonstance qu'une grève s'est déclarée au cours d'un conflit ne peut empêcher ces procédures pacifiques de s'engager (ni de se poursuivre si elles avaient déjà commencé à fonctionner).

(16 mai 1938, N^o 81, Sieur Costa, R. J. O. 1073 (2) ; 27 juin 1938, N^o 25, Sté « La Soie » (3).

77. — **Occupation des locaux ; licenciement collectif** : La C. S. A. a adopté la même solution dans le cas où il se serait produit une occupation des locaux ou un licenciement collectif des employés (lock-out) consécutivement au conflit survenu entre les parties.

(1) Cf. ci-dessus § 1.

(2) V. D. Soc. 1938, p. 247.

(3) V. Gaz. Pal. 2 septembre 1938.

(5 août 1938, N^{os} 465 et 500, Ets Fougla (1) ; 15 juin 1938, N^o 237 *bis*, Etablissement Julien Damoy).

78. — **Mandat irrégulier ou inexistant** : La circonstance que la personne qui acquiesce à la procédure n'était pas mandatée à cet effet n'empêche pas les arbitres d'être régulièrement saisis.

(16 mai 1938, N^o 81 précité, Sieur Costa).

79. — **Coexistence d'un conflit général et d'un conflit spécial portant sur le même point** : Un conflit régional d'ordre collectif s'étant élevé entre deux parties au sujet de l'indemnité de cherté de vie, il appartenait au surarbitre de statuer sur ce conflit nonobstant l'existence sur le plan national d'un conflit parallèle ou analogue.

(15 juin 1938, N^o 154, Sieur Tachon, R. J. O. 1102).

On voit par ces quelques exemples que les parties ne peuvent refuser de soumettre leurs conflits à l'arbitrage que s'il s'agit d'un conflit d'ordre privé ou individuel, et ne présentant aucun caractère collectif.

(1) Le « Temps » du 24 août 1938.

CHAPITRE III

Procédure de la conciliation et de l'arbitrage.

80. — **Inapplicabilité des règles du Code de Procédure Civile** : Ainsi, dès que l'on se trouve en présence d'un conflit collectif du travail, la conciliation et l'arbitrage doivent obligatoirement s'ensuivre.

Quelle procédure appliquera-t-on ? Une chose est tout d'abord certaine, que nous nous sommes efforcé de mettre en lumière dans notre introduction : C'est que les instances arbitrales ouvertes dans les conflits collectifs depuis la loi du 31 décembre 1936, ne sont pas régies par les articles 1003 à 1028 du Code de Procédure Civile.

(cf. 1^{er} juin 1938, N° 18, Union du Commerce de Valenciennes, R. J. O. 1088).

81. — **Procédure conventionnelle** : S'il y a une convention collective fixant la procédure à suivre, c'est la procédure conventionnelle qui doit s'appliquer.

Mais si la convention ne prévoit qu'une seule catégorie de conflits, pour toutes les autres, on devra revenir à la Procédure légale.

(15 juin 1938, n° 27, Cie d'Electricité, R. J. O. 1099).

82. — **Procédure légale. Conciliation** : La procédure de règlement pacifique débute par la conciliation. L'essai de conciliation porté devant les commissions prévues dans les conventions collectives ou devant les commissions (départe-

mentale ou nationale) organisées par les pouvoirs publics (1) a deux utilités essentielles : une utilité principale, qui est de tenter de résoudre le différend par un accord amiable, et une utilité subsidiaire qui est, en cas d'échec, de délimiter les points demeurés litigieux, qui seront seuls soumis aux arbitres et au surarbitre, et ceux, au contraire, sur lesquels les thèses des parties se sont assouplies ou rapprochées. Tout cela doit être mentionné dans le procès-verbal de non-conciliation (art. 9, al. 1 de la loi du 4 mars 1938).

Si les parties sont arrivées à un accord partiel, les arbitres excèdent leurs pouvoirs en ne respectant pas cet accord (2), et le procès-verbal de non-conciliation servira à l'occasion à contrôler le moyen d'excès de pouvoir indiqué.

(27 juin 1938, N° 173, Union Synd. des Ind. Aéronautiques (3) ; 30 mai 1938, N° 134, Chambre Synd. des Employés de la Région Parisienne, R. J. O. 1087 ; 13 juin 1938, N° 251, Ch. Syndicale des Fabricants de Verreries, R. J. O. 1098 ; 23 mai 1938, N° 19, Comité d'Entente des Synd. Patronaux de la Région de l'Oise, R. J. O. 1080).

Mais au cas où le procès-verbal de la commission de conciliation n'a pas précisé les points litigieux, cette lacune n'est pas de nature à entacher d'irrégularité la procédure d'arbitrage, qui doit se poursuivre dans tous les cas, dès lors qu'il n'est pas contesté que les arbitres et le surarbitre ont eu connaissance de l'objet du litige.

(15 juin 1938, N° 119, Maison Ducrot, R. J. O. 1101).

83. — *Commission de conciliation. Composition. Refus de voter* : Si des délégués de chacune des parties ont été convoqués aux commissions de conciliation, et y ont assisté, le

(1) Cf. ci-dessus §§ 13 bis et 13 ter.

(2) Sous réserve d'éléments nouveaux se produisant à la suite du conflit, cf. ci-dessous § 116.

(3) V. *Gaz. Pal.* 2 septembre 1938.

refus de certains d'entre eux de prendre part au vote n'est pas de nature à entacher la procédure de nullité.

(15 juin 1938, N° 154, Sieur Tachon, R. J. O. 1102).

84. — *Délais* : L'article 1^{er} de la loi du 4 mars 1938, sur les délais des différentes phases de la conciliation ne s'applique qu'aux délais à insérer dans les procédures conventionnelles.

(15 juin 1938, N°s 184, 184 *bis*, 184 *ter*, Chambre Synd. des Tissus spéciaux à la Couture, R. J. O. 1103).

85. — *Compromis après conciliation* : L'inscription au compromis d'arbitrage de prétentions qui n'auraient pas été mentionnées à l'ordre du jour de la commission de conciliation n'est pas de nature à faire à considérer la procédure comme illégale.

(15 juin 1938, N° 109, Industrie du Froid, R. J. O. 1101).

86. — *Arbitrage et surarbitrage. Nomination* : Après la conciliation, et si celle-ci a échoué, vient l'arbitrage, puis le surarbitrage.

Les arbitres sont désignés soit conventionnellement, soit d'office sur une liste établie par les parties. La désignation d'office est l'exception. Normalement, chaque partie désigne son arbitre.

Les arbitres, s'ils n'arrivent pas à leur tour à une solution, désignent le surarbitre.

Si les parties avaient conventionnellement choisi trois arbitres, le surarbitre choisi seulement par deux de ces derniers ne peut être considéré comme valablement saisi du différend.

(5 août 1938, N°s 465 et 500, Ets Fougat) (1).

(1) « Temps » du 7 août 1938.

87. — *Grands Corps de l'Etat* : Pour le surarbitre, à défaut de désignation par un accord entre les arbitres ou entre les parties, cette désignation est faite par le Gouvernement (Président du Conseil ou Ministre du Travail).

La formule de l'article 4 de la loi du 31 décembre 1936, disposant que le surarbitre sera, dans ce cas, « désigné « parmi les membres en activité ou en retraite des Grands « Corps de l'Etat » vise tous les titulaires et anciens titulaires de fonctions publiques qui offrent, de par la nature ou l'importance de ces fonctions, des garanties d'expériences, d'autorité et d'indépendance.

(18 mai 1938, N° 67 Groupe du Bâtiment, R. J. O. 1075).

88. — La C. S. A. a donné cette précision, assez relative d'ailleurs, à propos de surarbitres pris dans le Corps des Ingénieurs des Postes, Télégraphes et Téléphones qui « pré-
« sentent, dit-elle, ces garanties et remplissent par consé-
« quent les conditions exigées par le texte sus-mentionné ».

(même arrêt ; *adde* : 30 mai 1938, N° 78, Chambre Synd. de la teinturerie, R. J. O. 1085 ; 1^{er} juin 1938, N° 85, Sté Salpa Française, R. J. O. 1090 ; 15 juin 1938 ; N° 27, Cie d'Electricité, R. J. O. 1099).

89. — **Arbitrage** : Les thèses en présence, qui ne sont pas parvenues à se fondre en une solution transactionnelle au cours de la conciliation, seront appréciées d'abord par les arbitres, ensuite, et si ces derniers n'arrivent pas à une solution d'accord, par le surarbitre.

Mais les arbitres peuvent arriver à un accord partiel et ne soumettre au surarbitre que le surplus des demandes des parties.

Il en est ainsi notamment au cas où les arbitres parviennent à rédiger en commun un « protocole d'accord » et,

dans ce cas, le surarbitre doit respecter l'accord partiel intervenu entre eux (de même qu'il doit respecter, nous l'avons vu, la délimitation du conflit faite par la commission de conciliation).

(27 juin 1938, N° 173 précité, Union des Syndicats des Industries Aéronautiques).

90. — *Procédure devant les arbitres et le surarbitre* : Les règles de procédure ci-après, sauf mention contraire, sont communes à la procédure devant les arbitres et à celle devant le surarbitre.

91. — *Sentence séparée (rappel)* : En commençant à exercer leurs missions, si les arbitres, ou le surarbitre, ont des doutes sur le caractère collectif du conflit ou si ce caractère est discuté, ils doivent rendre, dans le délai de trois jours, une sentence séparée à ce sujet (cf. ci-dessus §§ 55 et s.).

L'inobservation du délai de trois jours, dans lequel la sentence sur la compétence doit être rendue, ne saurait justifier l'annulation de ladite sentence.

(1^{er} juin 1938, N° 110, Employés de la Région Parisienne, R. J. O. 1090).

Par ailleurs, ce délai n'est imparti que si la contestation de compétence est basée sur le caractère, collectif ou individuel, du conflit.

(Même arrêt).

92. — *Silence des textes. Règles dégagées* : La loi a donné fort peu d'indications au sujet de la procédure.

Ainsi, aucune disposition législative n'oblige les arbitres ou le surarbitre à indiquer dans la sentence les pouvoirs des représentants des parties

(30 mai 1938, N° 59, Sept Verreries de l'Aisne, R. J. O. 1084).

... ni à communiquer aux dits représentants les procès-verbaux des commissions de conciliation.

(Même arrêt).

93. — Le surarbitre est tenu d'entendre les observations des deux arbitres (art. 11 de la loi du 4 mars 1938) mais il peut se dispenser d'entendre celles des parties en cause. En conséquence, les droits de la défense sont respectés du moment que chacune des parties a eu connaissance de la nomination du surarbitre et de la question qu'il devait régler.

(18 mai 1938, N° 67 précité ; *adde* : même date N° 17, Fédération Patronale des Bergeraçois, R. J. O. 1074 ; 18 mai 1938, N° 14, Usine des Cycles Helyett, R. J. O. 1074 ; 13 juin 1938, N° 4, Chambre Syndicale des Tissus d'Ameublement, R. J. O. 1092 ; 24 mai 1938, N° 1, Chemiserie et Lingerie, R. J. O. 1079 ; 1^{er} juin 1938, N°s 62, 64, etc... Fédération des Chambres Synd. du Bâtiment, R. J. O. 1088).

94. — Si les parties peuvent demander des mesures d'instruction, aucun texte n'oblige les arbitres à recourir à ces mesures, qu'il leur appartient d'apprécier.

(30 mai 1938, N° 88, Chambre Synd. des Cochers et Chauffeurs, R. J. O. 1086).

95. — **La sentence** : Les arbitres et le surarbitre doivent se prononcer « dans le plus bref délai » (art. 10 du décret du 20 avril 1938).

L'article 13, al. 1, de la loi du 4 mars 1938, leur fait une obligation de motiver leur sentence.

La sanction du manquement à cette obligation est l'annulation de la sentence par la Cour Supérieure

(1^{er} juin 1938, N° 130, Sté « La Marchoise », R. J. O. 1091).

...et la même sanction doit être prononcée contre une sentence insuffisamment motivée.

(13 juin 1938, N° 177, Groupement des Entrepreneurs de Renouvellement des voies ferrées, R. J. O. 1097).

Les arbitres satisfont à l'obligation légale de motiver leurs décisions en se référant aux motifs d'une sentence précédente rendue par eux,

(27 juin 1938, N° 173, Union des Industries Aéronautiques). analogie dont ils ont d'ailleurs l'appréciation souveraine car elle est du domaine des faits.

(même arrêt).

96. — *Omission de statuer* : La sentence dans laquelle les arbitres omettent de statuer sur des conclusions régulièrement présentées devant eux par une des parties, doit être annulée.

(23 mai 1938, N° 102, Union des Synd. Typographiques, R. J. O. 1078) (1).

97. — *Sentences provisoires* : Pressé par les circonstances de rendre ses premières sentences, dans une série de conflits, à une date préfixée, le surarbitre peut valablement décider qu'elles n'ont qu'un caractère provisoire et seront complétées lors de l'intervention d'un événement ultérieur (en l'espèce, la publication des indices de la statistique générale de la France).

(1^{er} juin 1938, N°s 62, 64, etc., Fédération des Chambres Synd. du Bâtiment, R. J. O. 1088).

98. — *Dépôt et notification de la sentence* : La C. S. A.

(1) *D. Soc.*, p. 265.

n'est pas compétente pour apprécier la régularité du dépôt et de la notification d'une sentence arbitrale.

(16 mai 1938, N° 43, Fabricants de Meubles, R. J. O., 1072).

99. — La circonstance que la sentence attaquée n'aurait pas été déposée au Greffe du Tribunal dans le délai fixé par l'article 15 de la loi du 4 mars 1938, n'est pas de nature à entraîner son annulation.

(1^{er} juin 1938, N° 48, Commerce de dattes à Marseille, R. J. O. 1088).

100. — *Désignation d'un nouveau surarbitre* : Quand un deuxième surarbitre a été désigné par erreur dans un conflit pour lequel un surarbitre avait déjà été nommé, cette désignation en l'espèce, rapportée aussitôt, ne vicie aucunement l'arbitrage réalisé par le premier.

(24 mai 1938, N° 1, Chemiserie et Lingerie, R. J. O. 1079).

101. — **Interprétation de la sentence** : Normalement, la sentence met fin à la mission des arbitres (ou du surarbitre) qui l'ont rendue.

Mais il se peut que des difficultés s'élèvent entre les parties, une fois le conflit résolu, au sujet de la manière dont il faut interpréter la sentence.

Dans ce cas, on peut demander aux arbitres ou au surarbitre d'interpréter la sentence qu'ils ont précédemment rendue

(16 mai 1938, N° 67, Groupe des Chambres Synd. du Bâtiment, R. J. O. 1075 (1)).

ou alors, un second surarbitre peut être désigné pour trancher le conflit résultant des divergences d'interprétation.

(1) « Temps » du 14 septembre 1938.

(27 juillet 1938, N° 50, Chambre Syndicale des Entreprises Electriques (1).

S'il y a eu demande d'interprétation par l'une des parties, le surarbitre doit mettre les autres parties en cause.

(26 août 1938, N° 464 bis, Société Provençale des Constructions Navales (2).

102. — *Additif à une sentence* : Mais on ne peut, sous couleur d'interpréter une sentence, ajouter à celle-ci une décision nouvelle, ou la modifier (3).

(18 mai 1938, N° 67, Groupe des Ch. Synd. du Bâtiment, R. J. O. 1075).

Telle est la procédure normale de l'arbitrage à la lumière des arrêts de la C. S. A. Mais à côté de la procédure normale, il nous faut signaler qu'il existe des procédures spéciales à certaines catégories de conflits ; procédure spéciale aux services publics concédés, aux journalistes (pour les conflits qui les opposent à leurs employeurs), aux transports maritimes (4).

(1) (2) « Temps » du 14 septembre 1938.

(3) Cf. recours, § 186.

(4) V. ci-dessous Chapitre VIII.

CHAPITRE IV

Pouvoirs des commissions de conciliation et des arbitres.

103. — A. — **Rôle et mission des commissions de conciliation** : On a dit en son temps quel est le rôle des commissions de conciliation, on a vu que ce rôle est d'amener les parties à un accord, et, à défaut, de circonscrire le conflit en indiquant dans les procès-verbaux les points demeurés litigieux.

(cf. ci-dessus, § 82 et suivants)

104. — B. — **Compétence et pouvoirs des arbitres et du surarbitre** : Il y a des demandes pour lesquelles les arbitres sont compétents en vertu de la loi.

Mais ils peuvent aussi l'être en vertu d'une convention collective, et ils sont alors fondés, pour justifier leur compétence, à invoquer la convention.

(23 mai 1938, N° 129, Sté Pauwels et Cie, R. J. O. 1083).

L'article 5 de la loi du 31 décembre 1936, donne aux arbitres et au surarbitre des pouvoirs d'amiables compositeurs.

Mais ces pouvoirs sont tantôt souverains, tantôt contrôlés par la C. S. A.

Par ailleurs, les arbitres jugent en droit dans les conflits juridiques, et en équité dans les conflits autres que ceux d'ordre juridique.

105. — Le principe est que les arbitres ont des pouvoirs

souverains pour l'appréciation des faits et celle des conventions entre parties, et la C. S. A. ne peut censurer leurs décisions sur ces points que s'il y a erreur matérielle ou dénaturation manifeste.

Au contraire, la C. S. A. peut contrôler tout ce qui n'est pas du domaine de l'appréciation matérielle, et constitue une question de droit.

La C. S. A. a adopté en cela la jurisprudence de la Cour de Cassation en ce qui concerne les pouvoirs des Tribunaux inférieurs.

106. — **Pouvoirs souverains : conflits collectifs (rappel) :** Ainsi, les arbitres apprécient souverainement les faits desquels il découlerait que le conflit qui leur est soumis a ou n'a pas le caractère collectif.

(18 mai 1938, N° 118, Industries Métallurgiques du Rhône, R. J. O. 1076).

107. — *Contrôle limité* : ... mais la C. S. A. peut en cette matière exercer son contrôle sur la qualification légale de conflit collectif donné à un différend, en tenant pour constants les faits souverainement constatés par les arbitres.

(même arrêt).

108. — *Appréciation des prétentions des parties* : Les arbitres ont également l'appréciation souveraine de la valeur matérielle des conclusions développées devant eux par les parties.

(18 mai 1938, N° 75, Sieur Meynard, R. J. O. 1076 ; 23 mai 1938, N°s 107 et 124, Syndicat Général du Pétrole, R. J. O. 1078).

109. — *Situation économique, salaires* : Ils apprécient souverainement en troisième lieu, au cas où ils sont saisis d'une demande d'augmentation de salaires, si la situation écono-

mique permet ou ne permet pas de décider ladite augmentation.

(30 mai 1938, N° 127, Sieur Monin, R. J. O. 1086).

110. — *Salaires. Base de calcul. Loi de 1936* : Avant la loi de 1938, les arbitres, en l'absence de toute disposition législative ou réglementaire leur imposant de fixer les salaires suivant des bases déterminées, se livraient, en rendant des décisions à ce sujet, à une appréciation souveraine des circonstances de l'affaire.

(23 mai 1938, N° 16, Synd. des Marchands de Bois de Loir-et-Cher, R. J. O. 1080).

111. — *Interprétation d'une convention collective* : L'interprétation par les arbitres ou le surarbitre, d'une convention collective est souveraine.

Exceptionnellement, dans le cas de recours portant sur le fond, formé par le Ministre du Travail devant la C. S. A., cette interprétation peut être contrôlée par la Cour.

(24 mai 1938, N° 38, Chambre Synd. des Ind. Chim. R. J. O. 1089).

En dehors de l'hypothèse de recours au fond, la fausse interprétation d'une convention collective n'ouvre pas un recours devant la C. S. A. s'il n'y a pas eu dénaturation de clauses claires et précises.

(18 mai 1938, N° 54, Sté Alésia Taxis, R. J. O. 1075).

112. — *Délimitation du conflit* : La délimitation du conflit sauf accord des parties, ou de la commission de conciliation, ou des arbitres, en cas de surarbitrage, relève de l'appréciation souveraine.

(23 mai 1938, N° 128, Sté Nouvelle des Transports Calber-son, R. J. O. 1082).

113. — *Jonction de demandes* : Les arbitres peuvent joindre deux instances arbitrales qui leur semblent porter sur la même question ou sur des questions connexes, et cela est laissé à leur seule appréciation.

(18 mai 1938, N° 51, Synd. des Techniciens des Industries Chimiques, R. J. O. 1075).

114. — *Ajournement* : Si, désigné à une même époque pour résoudre un certain nombre de conflits de même nature, le surarbitre a pu être incité, vu l'analogie des questions, à en grouper l'étude, il n'était fondé à établir entre les différents dossiers aucun lien de droit ni, par suite à décider l'ajournement du règlement d'un conflit jusqu'à la date de l'examen de la situation du personnel des autres entreprises.

(13 juin 1938, N° 57, Gaz et Electricité à Lyon, R. J. O. 1095).

115. — *Questions de droit : Pouvoirs non souverains* : On s'est demandé si les arbitres avaient le pouvoir d'interpréter les lois et décrets.

La réponse est, d'après les textes eux-mêmes affirmatifs. En effet, l'article 9 alinéa 2 de la loi du 4 mars 1938, confère aux arbitres et au surarbitre le pouvoir d'interpréter les lois et décrets et la C. S. A. a déjà eu à faire application de ces textes. Mais elle déclare que, pour tout ce qui concerne l'interprétation des textes légaux, ainsi que leur application, l'usage que font les arbitres de leur pouvoir peut être contrôlé par elle.

(13 juin 1938, N° 28, Soieries et rubans, R. J. O. 1093).

116. — *Etendue des pouvoirs des arbitres* : Les arbitres connaissent non seulement du conflit tel qu'il se présentait à l'origine et qu'il résulte des procès-verbaux des commis-

sions de conciliation mais aussi, porte l'article 4, alinéa 1^{er} de la loi du 4 mars 1938, des objets « qui résultent d'événements postérieurs » et sont la conséquence des conflits en cours ».

(cf. 18 mai 1938, N° 14, Cycles Helyett, R. J. O. 1074 ; 27 juin 1938, N° 25, Sté « La Sole »).

117. — Amiables compositeurs. Équité : Les arbitres et le surarbitre statuent en amiables compositeurs (Loi du 31 décembre 1936, art. 5, al. 2) toutefois, ils sont tenus de se conformer aux règles du droit commun dans les conflits d'ordre juridique : interprétation ou application des lois et décrets et exécution des conventions collectives (loi du 4 mars 1938, art. 9, al. 2). « Ils statuent en équité sur tous « les autres conflits du travail et notamment sur ceux « d'ordre économique » (même texte, al. 3).

On va donner ci-dessous quelques exemples de la manière dont la C. S. A. a appliqué ces deux textes combinés ensemble.

118. — Règlement de l'ensemble du conflit : En tant qu'amiables compositeurs, les arbitres et le surarbitre doivent établir, dans les entreprises en conflit « un règlement « équitable des conditions du travail, en vue de créer, aux « lieux d'emploi, une atmosphère de collaboration dans le « respect des droits mutuels des parties », (art. 5, al. 3, de la loi de 1936).

En présence de ce texte leur donnant un pouvoir extrêmement étendu et quasi réglementaire, les arbitres ont eu, selon la manière dont ils l'ont interprété des réactions opposées : ou ils l'ont interprété dans un sens large, ou au contraire, dans un sens étroit et, pourrait-on dire timide.

119. — Ainsi, la C. S. A. a jugé qu'un surarbitre ne remplit pas sa mission si, devant établir un règlement équitable des conditions du travail, il se refuse à examiner les différents points particuliers dont on lui a confié l'examen, par le motif qu'il n'est pas dans ses pouvoirs d'établir une convention collective, motif inapplicable en l'espèce.

(1^{er} juin 1938, N° 110, Employés de la Région Parisienne, R. J. O. 1090).

En effet, les arbitres qui établissent le règlement visé par l'article 5 de la loi de 1936 ne sauraient être considérés comme ayant voulu élaborer certaines clauses de la convention collective si les parties étaient en train d'en élaborer une.

(1^{er} juin 1938, N° 18, Union du Commerce de Valenciennes, R. J. O. 1088).

La C. S. A. rappelle, dans plusieurs des arrêts rendus à ce sujet que, dans les conflits autres que ceux d'ordre juridique l'arbitrage doit viser à créer aux lieux d'emploi une atmosphère de collaboration.

(cf. 23 mai 1938, N° 29, Chambre Synd. de l'Industrie du Commerce Parisien des Soieries, R. J. O. 1076).

Ainsi, c'est à tort qu'un surarbitre croit devoir se déclarer incompétent pour statuer sur le conflit collectif surgi à l'occasion du renvoi des gardes d'un Parc Thermal, en se fondant sur ce qu'il n'existait pas de convention collective entre l'entreprise patronale et ces salariés.

(13 juin 1938, N° 347, Cie Fermière de Vichy, R. J. O. 1098).

On voit que la crainte d'empiéter sur le domaine de la convention collective a été au début assez fréquente chez les arbitres, et qu'ils avaient scrupule à établir des règlements généraux à propos d'un conflit déterminé.

Ils n'avaient pas tout à fait tort, car les parties ne manquaient pas d'objecter dans ce cas que les arbitres auraient statué *ultra petita*, et accordé plus qu'il ne leur était demandé par la partie adverse.

(cf. 23 mai 1938, N° 97, Sté Industrielle de Louvres, R. J. O. 1078).

On va donner quelques exemples de décisions rendues en équité par des arbitres statuant comme amiables compositeurs.

120. -- *Réembauchage* : Un tribunal ne pourrait condamner, à supposer qu'il ait à connaître d'un conflit collectif du travail, un patron à réembaucher des salariés dont le licenciement a donné naissance au conflit (1).

Les arbitres et surarbitres des lois de 1936-1938, le peuvent en vertu des larges pouvoirs d'amiables compositeurs qui leur sont conférés, car ils invoquent alors, pour statuer en ce sens, des motifs d'équité, comme la nécessité de l'apaisement des esprits

(16 mai 1938, N° 81, Sieur Costa, R. J. O. 1073 ; même date, N° 43, Chambre Synd. des Fabricants de Meubles, R. J. O. 1072 ; 27 juin 1938, N° 25, Sté « La Soie »).

ou encore l'ancienneté des services rendus par les salariés licenciés.

(23 mai 1938, N° 69, Vernois, Blanchisseur, R. J. O. 1077).

Des réembauchages peuvent être décidés même si le conflit individuel qui séparait le patron et le salarié congédié a été examiné et tranché par une décision judiciaire.

(15 juin 1938, N° 56, Sté cotonnière du Sud-Est, R. J. O. 1101).

(1) Cette remarque se trouve dans un article paru le 14 août 1938, dans le « Temps » : « La première jurisprudence de la Cour Supérieure d'Arbitrage ».

121. — *Réouverture de chantier* : Les arbitres peuvent également ordonner la réouverture d'un chantier.

(13 juin 1938, N° 63, Entreprises Gascheau, R. J. O. 1095).

122. — **Recommandations** : Enfin, il arrive que les arbitres et surarbitres usent de leur autorité personnelle et de celle qui s'attache à leur fonction pour faire des recommandations aux parties.

N'étant pas obligatoires, ces recommandations ne constituent pas des décisions arbitrales et ne peuvent pas être attaquées devant la C. S. A.

(1^{er} juin 1938, N° 5, Sté des Houillères de St-Etienne, R. J. O. 1087).

On rappelle en terminant qu'entre 1936 et 1938 (plus précisément entre le 31 décembre 1936 et le 4 mars 1938) les arbitres ont eu le pouvoir d'apprécier souverainement à quelle date devait se placer la période d'ajustement des salaires et de quelle quotité devait être cet ajustement.

(15 juin 1938, N°s 184 et s., Chambre Synd. des Tissus spéciaux à la Couture, R. J. O., 1103).

123. — **Limites aux pouvoirs des arbitres** : Le fait que les arbitres ne sont pas des juridictions publiques ainsi que celui qu'ils statuent comme amiables compositeurs, leur donne une remarquable aisance dans leurs décisions.

Toutefois leurs pouvoirs ne sont pas sans limites : ils ne doivent pas empiéter sur les attributions des tribunaux, et ne doivent pas pénétrer dans les domaines où l'initiative privée doit être absolument libre et inconditionnée (Libertés publiques et individuelles).

CHAPITRE V

Limites aux pouvoirs des arbitres. Le respect des libertés publiques et individuelles.

124. — Nous nous sommes demandés, en étudiant la loi de 1936, quelle était la portée et le sens exact de la disposition de l'article 5, al. 1, qui porte : « Ces procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoires seront organisées dans le cadre des lois existantes ».

Il semble que le tort des premiers commentateurs de la loi ait été de vouloir considérer cette disposition comme une proposition indépendante et de ne pas l'éclairer par l'alinéa 3 du même article, qui dispose que « l'arbitrage aura pour objet d'établir un règlement équitable... dans le respect des droits mutuels des parties : droit de propriété, droit syndical, etc... »

Ainsi, le cadre des lois existantes, nous semble-t-il, visait non pas tant le Code de Procédure Civile, en celles de ses dispositions ayant trait à l'arbitrage entre particuliers, mais bien plutôt le cadre intangible des règles du droit constitutionnel et public français, auquel il ne peut être porté atteinte à moins de réformes organiques ou constitutionnelles. La Cour, en des décisions qui ont été analysées ci-dessus, a rejeté d'ailleurs la version selon laquelle il y aurait là une référence au Code de Procédure.

Par conséquent, la loi a entendu circonscrire la liberté de décision des arbitres par les libertés qui sont reconnues à

tous les citoyens, notamment liberté de la propriété, libertés syndicales, individuelle et du travail.

A chaque fois que les arbitres ou le surarbitre portent atteinte à l'une de ces libertés, leur sentence sera, sur recours des parties lésées, immanquablement annulée par la C. S. A., comme elle le sera, de même, à chaque fois que les arbitres porteront atteinte aux règles essentielles de la séparation des pouvoirs entre les Corps constitués.

125. — **Atteinte aux attributions des tribunaux. Dessaisissement d'une juridiction :** Il n'est pas dans les pouvoirs des arbitres de déclarer qu'un tribunal a été dessaisi par le fait de la convocation des parties devant les commissions de conciliation.

(27 juin 1938, N° 25, Sté « La Soie »).

126. — **Formule exécutoire :** Il n'est pas non plus dans leurs pouvoirs de faire suivre leurs décisions de la formule exécutoire dont ne peuvent être assorties que les décisions rendues par les Tribunaux, soit judiciaires, soit administratifs.

(15 juin 1938, N° 56, Sté Cotonnière du Sud-Est, R. J. O. 1101).

127. — **Libertés garanties par la loi. — A. — Libertés du travail :** Un surarbitre ne peut considérer comme condition nécessaire au règlement du conflit qui lui est soumis le licenciement des employés recrutés en période de grève car il porterait ainsi atteinte à la liberté de l'embauchage ainsi qu'à la liberté du travail.

(27 juin 1938, N° 25, Sté « La Soie »).

128. — **B. — Liberté du commerce et de l'industrie :** Ainsi, viole et le principe de la liberté du commerce et de l'indus-

trie, et la liberté du louage de services (art. 1780, al. 2 du C. C., art. 1^{er}, loi du 27 décembre 1790) le surarbitre qui prescrit que le relèvement de salaires décidé par lui « ne devra en aucun cas entraîner une diminution compensatrice de frais de personnel par suppression d'emploi ».

(29 juin 1938, N° 10, Grandes Pharmacies de Paris).

129. — C. — **Condamnation (astreinte)** : Les arbitres n'excèdent pas leurs pouvoirs en ordonnant la réouverture d'une usine dans un délai donné, sous peine de verser aux ouvriers une indemnité journalière.

(15 juin 1938, N° 56, Sté Cotonnière du Sud-Est, R. J. O. 1101).

Mais ils ne peuvent légalement condamner ladite entreprise au paiement de ces indemnités sans préciser dans quelles conditions, ni à l'expiration de quels délais, lesdites indemnités doivent prendre fin.

(Même arrêt).

130. — D. — **Garantie de la propriété; liberté des entreprises. Liberté individuelle.** Article 1142, C. Civ. : Les patrons sont libres de cesser une entreprise déficitaire, et aucune sentence arbitrale ou surarbitrale ne peut restreindre ce droit.

(29 juin 1938, N°s 10 et 76, Syndicat des Gdes Pharmacies de Paris (1) ; 27 juillet 1938, N° 333, Ets Véga) (2).

131. — Mais, par contre, la sentence qui décide le réembauchage de deux salariés licenciés abusivement pour un motif mettant en cause l'intérêt collectif des salariés ne

(1) (2) « Temps » du 16 septembre 1938.

viole ni le droit de propriété, ni la liberté individuelle, ni l'article 1142 du C. Civ. (relatif aux obligations de faire).

(15 juin 1938, N° 27, Cie d'Electricité, R. J. O. 1099).

132. — E. — **Liberté syndicale** : En prévoyant qu'aucune hausse de salaires ne sera accordée tant que ne seront pas reconstitués certains syndicats, le surarbitre excède ses pouvoirs.

(26 août 1938, N° 450, Union Synd. du Bâtiment de Montpellier) (1).

133. — F. — **Assurances sociales. Liberté d'option** : Les arbitres ne peuvent ni contraindre un employeur à choisir de préférence l'un des trois régimes entre lesquels il a à opter pour les assurances sociales,

(1^{er} août 1938, N° 340, Compagnie du Bourbonnais) (2).

..... ni les contraindre à assumer, relativement à ces mêmes obligations, des charges plus étendues que celles prévues par les lois et décrets sur les assurances sociales.

(Même arrêt).

134. — *Allocations familiales. Caisse de compensation* : Mais en disposant qu'une caisse de compensation sera instituée au cas où les entreprises en cause n'accepteraient pas la charge des allocations familiales spéciales ordonnées par la sentence (en l'espèce, allocation pour la femme au foyer) le surarbitre n'a pas entendu imposer la création de cette institution et n'a pas excédé ses pouvoirs.

(23 mai 1938, N° 24, Fédération Intersyndicale des Maisons de Santé, R. J. O. 1080).

(1) « Temps » 4 septembre 1938.

(2) « Temps » du 10 septembre 1938.

CHAPITRE VI

Salaires et durée du travail.

On étudiera dans ce chapitre la jurisprudence relative à l'article 10 de la loi de 1938, ainsi que celle qui concerne la rémunération du travail dans le cadre de la loi des quarante heures, et on terminera par les quelques solutions intervenues au sujet des allocations qui sont l'accessoire des salaires.

135. — **Jurisprudence relative à l'article 10 :** L'article 10 de la loi de 1938, subordonnant la révision des salaires à la double condition d'une majoration du coût de la vie de 5 % et de l'écoulement d'un laps de temps de six mois depuis la dernière révision, ne vise, ainsi que le précise l'alinéa 1^{er}, que la révision des clauses relatives aux salaires « contenues dans les conventions collectives en cours ».

(27 juin 1938, N° 173, Union Syndicale des Industries Aéronautiques).

136. — Aussi, ce texte est inapplicable aux conflits relatifs aux demandes de révision de salaires faites au cours de l'élaboration d'une nouvelle convention collective par la commission mixte paritaire réunie à cet effet.

En ce cas, le surarbitre qui fixe les nouveaux salaires ne viole pas le texte sus-énoncé si ces salaires ne sont pas déclarés par lui applicables pendant la durée d'application de la convention collective en cours lors de l'arbitrage.

(Même arrêt).

Toutefois, il convient de faire remarquer qu'aucune disposition légale n'interdit aux arbitres de procéder à un ajustement des salaires alors même que les parties ne seraient pas liées par une convention collective.

(24 mai 1938, N° 149, Petite Miroiterie de la Région Parisienne, R. J. O. 1083).

137. — *Convention entre les parties en litige* : L'article 10 que nous étudions ne fait pas obstacle à ce que les parties déterminent elles-mêmes contractuellement des modalités de revision plus favorables.

(22 juin 1938, Nos 243 bis et 243 ter, Sieurs Renaud, Dufours-Lagelouse et Lacoûr-Gayet).

Le surarbitre est fondé en ce cas à appliquer les règles conventionnelles.

(Même arrêt).

De même, si un accord s'était produit au sein de la commission de conciliation, relativement à la date de l'ajustement des salaires, il outrepasserait ses pouvoirs en ne respectant pas cet accord.

(23 mai 1938, N° 13, Syndicats Patronaux de la Région Lilloise, R. J. O. 1080).

138. — *Quotité et modalités de l'ajustement* : En dehors de modalités conventionnelles plus favorables, les arbitres doivent proportionner l'ajustement des salaires au taux d'augmentation du coût de la vie d'après les statistiques. Toutefois, ils peuvent ne pas décider un ajustement égal à ce taux si la situation économique de l'entreprise ou des entreprises intéressées exige une certaine modération à ce sujet (art. 10 *in fine*).

139. — L'une des parties n'est pas fondée à demander

l'annulation d'une sentence portant revision des clauses d'une convention collective relatives aux salaires si elle ne conteste pas que l'indice du coût de la vie a varié d'au moins 5 % depuis la dernière fixation de ceux-ci, et si cette dernière fixation remonte à six mois.

(22 juin 1938, N° 112, Sté Anonyme des Ets P. Michel).

140. — Si une des parties invoque que les arbitres auraient commis une erreur dans le choix des indices dont ils ont fait état, à supposer que l'erreur en question ait été commise, si cette erreur est sans influence sur le dispositif de la sentence, cette dernière ne peut être annulée. Il en est ainsi, notamment, si la sentence rejette la demande d'ajustement en raison des circonstances économiques.

(18 mai 1938, N° 108, Synd. de la Tabletterie, R. J. O. 1076).

En effet, l'estimation selon laquelle la situation économique de l'industrie intéressée ne permet pas, lors de l'arbitrage, d'envisager un relèvement de salaires rentre dans les pouvoirs d'appréciation souveraine des faits.

(Même arrêt).

En faisant état des augmentations de salaires applicables à une certaine catégorie d'ouvriers, pour fixer l'augmentation applicable à celle dont émane la demande, les arbitres se livrent également à une appréciation qui ne peut être censurée par la C. S. A.

(13 juin 1938, N° 45, Ch. Synd. des Industries Métallurgiques du Rhône, R. J. O. 1094).

N'excède pas ses pouvoirs le surarbitre qui majore non seulement les salaires inférieurs, mais même les salaires supérieurs aux minima prévus par une convention collective.

(23 mai 1938, N° 24, Fédération Intersynd. des Maisons de Santé, R. J. O. 1081).

141. — **Conflits économiques** : On a vu, dans le Chapitre IV, que les pouvoirs des arbitres sont différents selon qu'ils statuent dans un conflit d'ordre juridique ou dans un conflit d'ordre non juridique.

Dans les premiers, ils statuent en droit, dans les autres en équité.

La loi range parmi les conflits qui ne sont pas d'ordre juridique les conflits économiques. Les conflits relatifs à une demande d'ajustement des salaires étant des conflits économiques, les arbitres ont donc, dans ces conflits, le pouvoir de statuer en équité.

Toutefois, le fait qu'ils statuent en équité n'empêche pas la Cour Supérieure d'Arbitrage de contrôler les décisions rendues en cette matière. En effet, si les arbitres peuvent refuser l'augmentation demandée pour des motifs d'ordre économique, — et cela, nous venons de le voir, sans que la C. S. A. puisse reviser leur appréciation sur ce point, — ils ne peuvent pas, par contre décider un ajustement des salaires d'un taux supérieur au taux d'augmentation du coût de la vie. Il leur est interdit d'accorder des avantages plus étendus que ceux reconnus par l'art. 10 de la loi de 1938.

(26 août 1936, N° 478, Ch. Synd. des Fabricants d'Articles de Sport) (1).

La C. S. A. tient à être en possession de tous les éléments de contrôle à ce sujet.

Ainsi, la sentence qui ne contient pas les éléments nécessaires pour permettre à la Cour Supérieure d'apprécier sa régularité au regard des prescriptions de l'art. 10 n'est pas suffisamment motivée et encourt la cassation.

(1) « Temps » 10 septembre 1938.

(13 juin 1938, N° 177, Entrepreneurs de renouvellement des voies ferrées, R. J. O. 1097).

On voit par là que la C. S. A. a su fort bien concilier l'idée des pouvoirs étendus accordés aux arbitres et celle d'équité, avec le respect nécessaire des textes légaux (1).

142. — *Durée du travail. Quarante heures. Récupération des journées chômées* : Aucune disposition des décrets pris pour l'application de la loi des quarante heures (21 juin 1936) n'interdit aux arbitres d'accorder une rémunération spéciale pour tout travail exécuté dans une ou plusieurs entreprises en sus des quarante heures réglementaires, quand ce supplément de travail est autorisé.

(30 mai 1938, N° 127, Sieur Monin, R. J. O. 1086).

143. — *Récupération saisonnière et heures supplémentaires* : Dans un conflit où l'interprétation d'une convention collective était demandée à un surarbitre en ce qui concerne les heures supplémentaires et les heures de récupération saisonnière, ledit surarbitre a pu se prononcer sur les dispositions de la convention concernant les heures supplémentaires sans excéder la demande qui lui était faite.

(1^{er} juin 1938, N° 48, Commerce de Dattes à Marseille, R. J. O. 1088).

144. — *Semaine de quarante heures. Journées chômées. Récupération* : Les décrets pris pour l'application de la loi dite « des quarante heures » (21 juin 1936) fixant pour chaque industrie ou commerce les modalités d'exécution de ladite loi ont prévu, dans de nombreux cas, que « dans les » Etablissements où le régime du travail comporte normalement, outre le repos hebdomadaire, un jour ou une

(1) V. D. Soc. 1938, p. 232.

« demi-journée de repos, il pourra être travaillé ce jour ou « cette demi-journée de repos lorsqu'une autre journée « aura été chômée en raison d'une fête légale » (1).

Cette récupération des heures chômées donne-t-elle droit à une rémunération spéciale ?

145. — La C. S. A. a répondu négativement, car les décrets susvisés ont eu soin de prévoir qu'en aucun cas, ces récupérations ne « pourront avoir pour effet de porter à « plus de quarante heures la durée du travail hebdomadaire ».

(cf. 16 mai 1938, N^{os} 2 et 3, Chambre Syndicale de l'Industrie du Pétrole à Paris, R. J. O. 1071 ; 13 juin 1938, N^o 28, Chambre Synd. de l'Industrie et du Commerce Parisiens des Soieries et Rubans, R. J. O. 1093).

146. — *Usage antérieur à la loi* : Toutefois la décision accordant une rémunération spéciale ne serait pas illégale si le décret d'application des quarante heures se réfère à un usage antérieur, garantissant le nombre d'heures de repos, et le maintient expressément.

(13 juin 1938, N^o 32, Employés de la Région Parisienne (Tissus), R. J. O. 1094).

147. — **Accessoires du salaire. Questions diverses** : En même temps qu'ils sont saisis de demandes de relèvement de salaires, les arbitres peuvent l'être aussi d'une demande analogue concernant les accessoires du salaire : allocations familiales, indemnités de vie chère, etc... Les arbitres et surarbitres sont compétents, en effet, non seulement pour reviser les taux de salaires, mais aussi pour prévoir tel mode de rémunération qu'ils jugent opportun, et les acces-

(1) En l'espèce, décret du 2 mars 1937, pour l'application de la loi des quarante heures dans les industries chimiques.

soires de cette rémunération, comme, par exemple, des pourcentages de fusion et des primes de vente (1).

(15 juin 1938, N° 109, Industries du Froid, R. J. O. 1101).

Quand une demande d'allocation spéciale pour un motif donné a été présentée aux arbitres, ils excèdent leurs pouvoirs en ne statuant pas à propos de cette demande, et en ne décidant pas s'il y avait ou non lieu d'y faire droit (en l'espèce, allocation pour la femme au foyer).

(15 juin 1938, N°s 184 et s., Tissus spéciaux à la Couture, R. J. O. 1103).

De même, s'il se produit dans une région un conflit consécutif à une demande d'indemnité de cherté de vie présentée par des ouvriers, les arbitres ne peuvent refuser d'y statuer par le motif qu'un conflit portant sur la même question serait en suspens sur le plan national.

(15 juin 1938, N° 154, Sieur Tachon, R. J. O. 1102).

148. — *Allocations familiales* : En rejetant une demande d'augmentation des allocations familiales, par le seul motif qu'il résulterait des renseignements recueillis que le barème des allocations ne peut être modifié pour une seule catégorie de bénéficiaires sans que toutes les professions se trouvent immédiatement touchées par ces modifications, le surarbitre méconnaît les dispositions de l'art. 10 de la loi du 4 mars 1938.

(13 juin 1938, N° 249, Min. du Trav. c. Industrie St-Quentinoise des fils et tissus, R. J. O. 1098).

149. — *Autres rémunérations* : Parmi les autres rémunérations que l'on peut envisager pour les ouvriers, et tous

(1) Accessoires de rémunération spéciaux à certaines industries.

les salariés en général, il faut citer notamment les gratifications consacrées par un usage ou une convention.

En accordant une majoration pour hausse du coût de la vie, sans s'arrêter au fait que certains employés reçoivent des « gratifications » le surarbitre ne méconnaît pas la disposition d'une convention collective prévoyant ces gratifications.

(23 mai 1938, N° 24, Fédération Intersynd. des Maisons de Santé, R. J. O. 1081).

CHAPITRE VII

Conventions collectives.

150. — (*Rappel*) Il n'est pas nécessaire d'insister sur le fait que les conflits surgis à l'occasion de l'élaboration, l'application, l'interprétation, l'extension ou la dénonciation d'une convention collective sont des conflits collectifs (cf. conflits collectifs § 63).

Le texte actuellement en vigueur en ce qui concerne les conventions collectives est la loi du 24 juin 1936, modifiée par la loi du 4 mars 1938 (en ce qui concerne les clauses de l'arbitrage) et par le décret du 2 mai 1938 (en ce qui concerne l'extension d'office d'une convention par le Ministre du Travail).

151. — **Elaboration :** Les conventions collectives demeurent, comme dans le régime antérieur, des actes consensuels, mais, si des difficultés surgissent à l'occasion de leur élaboration, le Ministre du Travail (ou son représentant) doit, à la demande de l'une des parties, intervenir pour applanir ces difficultés.

On peut encore confier l'examen de ces difficultés à l'arbitrage.

(16 mai 1938, N° 41, Chambre Synd. des Constructeurs du Havre, R. J. O. 1072 ; même date, N° 43, Chambre Synd. des Fabricants de Meubles de Tours, R. J. O. 1072).

152. — Dans ce cas les arbitres ne peuvent faire aucune injonction aux parties.

Le surarbitre nommé pour résoudre un conflit survenu à l'occasion de l'élaboration d'une convention collective, doit, si on lui demande d'établir lui-même la convention, se reconnaître sans qualité pour accéder à cette demande.

(15 juin 1938, N° 180, Minoterie de Haute-Savoie, R. J. O. 1103).

Il lui incombe néanmoins d'examiner les différents points en litige et d'en établir un règlement équitable

(Même arrêt).

... car, en effet, les arbitres peuvent, sans se substituer aux parties pour l'établissement d'une convention collective, élaborer un règlement du travail.

(23 mai 1938, N° 29, Industrie du Commerce Parisien des Soieries R. J. O. 1076).

Mais ils ne peuvent obliger les parties à signer une convention collective.

(18 mai 1938, N° 14, Fédération Patronale, R. J. O. 1074).

153. — Il n'appartient pas aux arbitres de décider qu'une des parties doit « signer sans délai » une convention collective

(18 mai 1938, N° 14, Cycles Helyett, R. J. O. 1074).

... ni même décider que la convention devra être signée dans un délai donné.

(15 juin 1938, N° 154, Sieur Tachon, R. J. O. 1102).

Ils ne peuvent pas non plus, sans excéder leurs pouvoirs, prétendre imposer aux parties l'insertion dans une convention collective du règlement qu'ils auraient établi.

(24 mai 1938, N° 1, Chemiserie et Lingerie, R. J. O. 1078).

154. — **Extension** : Aux termes des articles 31 *vd* et 31 *vf* du chapitre IV *bis*, titre 2 du livre I^{er} du Code du Travail

(loi du 24 juin 1936), le Ministre peut étendre, par arrêté une convention collective existante à des groupements non signataires, quand cette convention a été conclue entre les Syndicats les plus représentatifs d'une profession ou d'une région.

L'extension, faite conformément aux textes précités, ne cesse pas d'avoir effet si l'une des parties dénonce la convention.

Cette dénonciation est inopérante. En conséquence, si une sentence porte qu'elle doit s'appliquer à tous les groupements régis par la convention, la sentence en question est obligatoire même pour la partie qui l'aurait illégalement dénoncée.

(18 mai 1938, N° 44, Chambre Synd. du Tissage de Lyon, R. J. O. 1074).

L'extension ne cesserait d'avoir effet, aux termes du décret du 2 mai 1938, que si les parties se mettaient d'accord pour dénoncer ou modifier la convention.

155. — *Syndicat le plus représentatif* : L'extension d'une convention collective peut être réalisée à la suite de négociations entre les syndicats intéressés. Un conflit pourra alors se produire au sujet de la question de savoir quel est le syndicat le plus représentatif de la profession ou de la région en cause.

La sentence par laquelle le surarbitre, pour décider qu'un syndicat est le plus représentatif de la branche d'activité considérée, se fonde sur ce qu'il a été constitué avant les autres, doit être annulée comme insuffisamment motivée.

(13 juin 1938, N° 201, Synd. Patr. de la Quincaillerie, R. J. O. 1091-).

156. — *Interprétation (rappel)* : On a vu que l'interpréta-

tion d'une convention collective par les arbitres est souveraine et que le contrôle de la C. S. A. ne serait possible qu'en cas d'erreur matérielle ou de dénaturation manifeste (cf. § 110).

157. — **Application des conventions collectives :** Un surarbitre ne commet aucun excès de pouvoir en adoptant les salaires prévus par une convention collective qu'il déclare inapplicable en l'espèce. Cette décision n'est pas une extension de la convention.

(23 mai 1938, N° 97, Sté Industrielle de Louvres, R. J. O. 1078).

CHAPITRE VIII

Questions diverses.

On va traiter ci-dessous de divers sujets spéciaux qui n'ont pu trouver place dans les chapitres précédents.

158. — A. — **Délégués du personnel** : L'institution de délégués du personnel dans les entreprises ne s'est pas faite par voie directe dans la législation française du Travail. Elle a été réalisée par la loi du 24 juin 1936, sur les conventions collectives. En effet, toute convention collective doit obligatoirement prévoir l'institution d'un certain nombre de délégués du personnel (art. 31 *vc*, 2^o).

159. — Le texte instituant ces délégués (art. 31 *vc* précité) dispose que lesdits délégués pourront se faire assister dans l'accomplissement de leur mission « d'un représentant du « syndicat de leur profession ».

La sentence qui décide qu'un chef d'entreprise peut refuser de recevoir un délégué accompagné d'un représentant de syndicat, parce que ledit chef d'entreprise n'était pas lui-même assisté d'un membre du syndicat patronal, méconnaît la portée et le sens de l'article 31 *vc* susvisé.

(30 mai 1938, N° 88, Chambre Synd. des Cochers et Chauffeurs, R. J. O. 1086).

160. — On ne peut considérer comme une entrave à l'exercice de la mission des délégués les sanctions prises à l'encontre de certains d'entre eux pour des faits entièrement étrangers à leurs fonctions (attitude incorrecte, voie de fait, etc...).

(1^{er} juin 1938, N° 85, Société Salpa Française, R. J. O. 1090 ; 13 juin 1938, N° 63 et s., Entreprise Gascheau, R. J. O. 1095).

161. — B. — **Grève et lock-out** : Les questions intéressantes qui se posent à propos des grèves et des lock-out sont relatives en premier lieu à l'argument selon lequel ces deux événements rendraient impossible le recours à la conciliation et à l'arbitrage. On a vu ce qu'il fallait penser de cet argument (v. § 76).

On a vu également quelles conditions devaient remplir un licenciement collectif pour avoir le caractère d'un lock-out (v. § 61).

162. — Une question qui n'a pas été vue au sujet des grèves et lock-out, est celle de savoir si une grève intervenue en contravention d'une convention collective donnait au conflit le caractère collectif. A cette question la C. S. A. a répondu négativement.

(1^{er} juin 1938, N° 266 bis, Fédération des papiers-carton, R. J. O. 1093).

163. — C. — **Usages (préavis)** : Il appartient aux arbitres, on l'a vu plus haut, d'établir un règlement équitable des conditions du travail. Ils ne peuvent toutefois aller jusqu'à décider des dérogations aux usages (en l'espèce, augmentation de la durée du préavis) alors que ces dérogations n'avaient pas fait l'objet d'une demande précise de l'une des parties.

(15 juin 1938, N° 154, Sieur Tachon, R. J. O. 1102).

164. — D. — **Inspection du travail** : Est valable la condamnation obligeant l'une des parties à se soumettre au contrôle que peut exercer l'inspection du travail sur l'exécution de la sentence, le surarbitre n'ayant ainsi créé aucune obligation à la charge de ce service administratif.

(23 mai 1938, N° 97, Sté Industrielle de Louvres, R. J. O. 1078).

165. — E. — **Procédures spéciales** : Parmi les procédures spéciales de conciliation et d'arbitrage obligatoires des conflits du travail, seules celles qui sont prévues par les lois du 31 décembre 1936 et du 4 mars 1938 (et par les textes intervenus pour leur application) sont sous le contrôle de la Cour Supérieure d'Arbitrage. Les sentences intervenues comme suite à des procédures spéciales instituées par d'autres textes ne peuvent être déférées à la juridiction suprême d'arbitrage (V. § 168 s.).

166. — *Services publics concédés* : Ainsi, les sentences intervenues dans les services publics concédés, en application du titre 2 du décret du 20 avril 1938 peuvent faire l'objet d'un recours devant la C. S. A.

(cf. 15 juin 1938, N° 60, Cie Générale Française des tramways, R. J. O. 1095).

167. — *Autres procédures* : Par contre, les sentences intervenues en application des lois instituant l'arbitrage obligatoire dans les compagnies de transport maritime, dans les chemins de fer, ou pour les conflits intéressant les journalistes et leurs employeurs (article 29 d Code Trav.) ne peuvent être déférés à la C. S. A.

CHAPITRE IX

Les recours devant la C. S. A.

168. — A. — **Recours des particuliers** : Les recours devant la C. S. A. ne sont possibles que contre les sentences arbitrales intervenues dans le cadre de la loi du 4 mars 1938.

Ainsi, au cas où les parties sont d'accord pour demander au Président du Conseil de désigner un arbitre selon certaines modalités convenues entre elles, il est manifeste qu'elles ont entendu se placer en dehors du champ d'application de ladite loi.

(22 juin 1938, N° 232, Grands Magasins de Nice) (1).

Dans ces conditions, le recours à la C. S. A., prévu par le texte susvisé, n'est pas recevable, et la Haute Juridiction, si elle est saisie d'un tel recours, doit se déclarer incompétente pour y statuer.

(Même arrêt).

169. — Quelle serait, en ce cas, la juridiction compétente pour connaître d'un recours contre la sentence intervenue dans ces conditions ? La question n'a pas été résolue par l'arrêt précité.

170. — *Journalistes* : La Cour se déclare également incompétente pour examiner des recours contre des sentences

(1) V. *Gaz. Pal.* 14 août 1938.

intervenues dans un conflit professionnel entre des journalistes et leurs employeurs, car ces conflits ne sont pas régis par les lois du 31 décembre 1936, et du 4 mars 1938.

(1^{er} juin 1938, N° 72, Sieur Roger Degroote, Agence Four-nier, R. J. O. 1089).

En effet, les articles 29 *d* et 29 *e* du Code du Travail qui organisent une procédure particulière, avec des règles spéciales pour les conflits entre des journalistes et leurs employeurs ne comportent aucune disposition soumettant les sentences rendues en cette matière au contrôle de la C. S. A.

171. — Par contre, la C. S. A. est, sous certaine condition compétente pour statuer sur la légalité des sentences intervenues après une procédure autre que celle de la loi du 4 mars 1938, notamment la procédure du décret du 16 janvier 1937, pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1936.

(29 juin 1938, N° 23, Assureurs de l'Art de Lille).

172. — **Formes du recours :** La procédure devant la C. S. A. débute par une requête aux fins d'annulation. Cette requête doit être déposée, soit au Greffe du Tribunal Civil dans le ressort duquel a eu lieu l'arbitrage, soit au secrétariat de la Cour.

Au début du fonctionnement de la C. S. A., les plaideurs ont eu quelques hésitations et des erreurs ont été commises, pour lesquelles la Cour — et cela est compréhensible — n'a montré aucune sévérité. On peut citer l'exemple d'un plaideur qui a adressé par erreur son pourvoi contre une sentence arbitrale « à M. le Ministre du Travail » désigné à tort dans la requête comme Président de la Cour d'Arbitrage. La C. S. A. a déclaré que le pourvoi n'en n'était pas pour cela irrecevable si, par ailleurs, il a été déposé et enre-

gistré dans le délai imparti par l'art. 13 de la loi de 1938, et régulièrement communiqué par la suite au secrétariat de la Cour.

(16 mai 1938, N° 40, Synd. de la Céramique de Roanne, R. J. O. 1072) (1).

173. — *Délai* : Il faut dans tous les cas que le dépôt du recours se fasse dans le délai de trois jours à dater de la notification de la sentence.

La sanction du dépôt tardif, intervenu après ce délai, est l'irrecevabilité de la requête.

(23 mai 1938, N° 92, Sté des Tricotages de Verville, R. J. O. 1077 ; 30 mai 1938, N° 58, Synd. Textile de Mortagne-sur-Sèvres, R. J. O. 1083).

174. — *Moyens de la requête* : La requête doit contenir l'énoncé des moyens invoqués pour faire annuler la sentence entreprise.

Peu importe la forme sous laquelle sont présentés les moyens, la C. S. A. ne se montre pas formaliste. Mais encore faut-il que la requête expose des griefs desquels on puisse déduire un moyen figurant parmi ceux que la loi du 4 mars 1938 déclare pouvoir donner lieu à annulation, et que ce moyen soit précisé par rapport à la sentence.

(30 mai 1938, N° 70, Ets Niam, R. J. O. 1084).

La requête est recevable dès le moment qu'il résulte de ses termes qu'elle est suffisamment motivée.

(15 juin 1938, N° 181, Synd. des Ouvriers de la Minoterie de la Haute-Savoie, R. J. O. 1103 ; 30 mai 1938, N° 88, Chambre Synd. des Cochers et Chauffeurs, R. J. O. 1086).

Mais la requête se bornant à soutenir que la décision

(1) V. *Gaz. Pal.* 26 juillet 1938.

attaquée ne serait pas motivée en droit doit être rejetée si elle n'apporte aucune précision à l'appui des moyens ainsi invoqués.

(15 juin 1938, N° 119, Maison Ducrot, R. J. O. 1101).

175. — L'indication selon laquelle le surarbitre aurait omis de soumettre à la contradiction de l'un des arbitres les documents remis par l'autre, et que ces documents contiendraient l'énoncé d'un fait inexistant, indication qui, rapprochée des termes de la sentence, ne permet pas à la Cour de déterminer un moyen conforme à l'article 13 de la loi du 4 mars 1938, ne saurait justifier l'annulation de la sentence. En conséquence, la requête doit être rejetée.

(30 mai 1938, N° 192, Chambre Synd. de la Robinetterie, R. J. O. 1087 ; cf. une espèce analogue même date, N° 86, Sieur di Mero, R. J. O. 1085).

176. — *Mémoire ampliatif* : Du moment qu'un mémoire ampliatif, par lequel un demandeur fait connaître la portée de sa requête, a été déposé et enregistré au Secrétariat de la C. S. A. dans le délai fixé par l'article 13 le recours est valable.

(15 juin 1938, N° 56, Sté Cotonnière du Sud-Est, R. J. O. 1101).

Le mémoire ampliatif, s'il est déposé en dehors de ce délai, ne peut relever le demandeur de la nullité de la requête qui n'était pas motivée.

(30 mai 1938, N° 103, Sté « La Cellophane », R. J. O. 1086).

177. — *Incompétence. Ordre Public* : Le moyen tiré de l'incompétence des arbitres, même s'il n'a pas été invoqué pendant l'instance arbitrale, est recevable pour la première fois devant la C. S. A., comme étant d'ordre public.

(16 mai 1938, N° 43, Chambre Synd. des Fabricants de Meubles de Tours, R. J. O. 1072).

178. — **Procédure** : Le recours formé devant la C. S. A. contre une sentence arbitrale ou surarbitrale ne fait pas obstacle à l'exécution de ladite sentence.

En effet, l'article 13, al. 4, de la loi du 4 mars 1938, déclare que le recours devant la C. S. A. n'est pas suspensif.

(cf. 16 mai 1938, N° 41, Chambre Synd. des Constructeurs du Havre, R. J. O. 1072).

179. — *Jonction. Intervention* : S'il arrive que deux ou plusieurs recours portent sur des affaires connexes, la C. S. A. en groupe l'étude et en opère la jonction.

(cf. 30 mai 1938, N°s 74 et 84, Union des Industries Chimiques, R. J. O. 1084 ; 13 juin 1938, N° 63 et s., Entreprises Gascheau, R. J. O. 1095).

180. — La C. S. A. permet à tous particulier ou groupement d'intervenir à un recours, pour présenter ses prétentions, s'il est prouvé qu'il a un intérêt matériel ou moral au maintien ou à l'annulation de la sentence attaquée.

(23 mai 1938, N° 102, Synd. Typographique d'Alsace et Lorraine, R. J. O. 1078 ; 1^{er} juin 1938, N° 15, Papiers Abadie, R. J. O. 1087).

181. — *Délai imparti à la Cour pour statuer* : L'instruction de l'affaire ne doit pas en principe durer plus de huit jours, puisque l'article 13, al. 5 de la loi de 1938, impartit ce délai à la C. S. A. pour rendre un arrêt.

Mais la Cour Supérieure a décidé, contrairement aux prétentions d'un plaideur, que même si aucun arrêt n'est intervenu dans ce délai, elle ne s'en trouve pas dessaisie pour cela, et il lui appartient de statuer sur le recours pendant devant elle.

(13 juil. 1938, N° 51, Ch. Synd. Fabricants de Verrerie, R. J. O. 1098).

182. — **L'arrêt : Rejet, annulation, renvoi :** Si le vice invoqué par le demandeur est fondé et que la loi sanctionne ce vice par la nullité, la C. S. A. annule la sentence qui lui est déferée, soit pour le tout, soit en partie.

La C. S. A. rejette le recours quand le grief invoqué manque en fait.

(24 mai 1938, N° 258, Sté Ferrand et Renaud, R. J. O. 1083 (1) ; 30 mai 1938, N° 87, Synd. des Industries Chimiques de la Région Parisienne, R. J. O. 1085 ; même date, N° 88, Chambre Synd. des Cochers et Chauffeurs, R. J. O. 1086).

Elle rejette également le recours quand le grief invoqué existe mais qu'il lui apparaît qu'il ne doit pas être sanctionné par la nullité.

183. — *Erreur de droit :* Il en est ainsi quand la C. S. A. reconnaît l'existence, dans la sentence, d'une erreur de droit sans influence sur la solution donnée au conflit.

(30 mai 1938, N° 88, Chambre Synd. des Cochers et Chauffeurs, R. J. O. 1086 ; 27 juin 1938, N° 25, Sté « La Soie »).

184. — *Conflit collectif :* Si les arbitres se sont basés pour décider que le conflit était collectif, sur des motifs juridiquement erronés, mais que le conflit en question avait néanmoins le caractère collectif, la C. S. A. ne casse pas la sentence, mais substitue simplement le motif exact à ceux invoqués à tort par les arbitres.

(13 juin 1938, N° 281, Maison Descourtieux, R. J. O. 1099).

185. — **Annulation pour partie :** Parfois la C. S. A. annule seulement une partie de la sentence, si la violation de la loi constatée ne vicie que cette partie là.

(29 juin 1938, N° 10, Gdes Pharmacies de Paris).

(1) V. *Gaz. Pal.* 23 septembre 1938.

186. — **Renvoi à un nouveau surarbitre. Annulation sans renvoi :** Quand elle prononce une annulation la C. S. A. doit nommer un nouveau surarbitre pour trancher le différend (art. 14, al. 6 de la loi du 4 mars 1938). Mais il y a certains cas exceptionnels dans lesquels ce renvoi serait inutile. Dans ces cas, la C. S. A. procède à une annulation sans renvoi.

Il en est ainsi quand la C. S. A. annule un additif à une sentence tout en laissant subsister celle-ci

(16 mai 1938, N° 67, Chambres Synd. du Bâtiment, R. J. O. 1075).

ou quand l'annulation de certaines parties de la sentence ne laissent rien à juger.

(15 juin 1938, N° 154, Sieur Tachon, R. J. O. 1102) ;

Il en est de même quand la C. S. A. annule une partie seulement de la sentence attaquée, s'il n'y a pas lieu de statuer une nouvelle fois sur le point qui a motivé l'annulation.

(27 juin 1938, N° 25, Sté « La Soie »).

187. — **B. — Recours du Ministère du Travail :** La procédure impartie au Ministre du Travail pour former son recours, au cas où il le jugerait utile, est celle des articles 10, al. 3, et suivants du décret du 3 avril 1938.

Aussi, les dispositions de la loi du 4 mars 1938 n'ont pu être mises en application qu'à dater de la publication de ce règlement. Dans ces conditions, pour les premiers en date des recours ministériels, la C. S. A. a sagement refusé de déclarer le Ministre forclos par l'expiration du délai de huitaine prévu par l'article 10 dudit décret.

(v. § 54).

188. — *Pouvoir discrétionnaire du Ministre en cette matière :* Le Ministre apprécie souverainement si un intérêt

public est en jeu et s'il doit, en conséquence, déférer la sentence à la C. S. A. sans que l'on puisse invoquer qu'il a commis un détournement de pouvoir en prenant sa décision.

(24 mai 1938, N° 38, Chambre Synd. des Industries Chimiques et Commerces annexes, R. J. O. 1080).

On a soutenu que le recours du Ministre n'était possible qu'autant que l'une des parties aurait eu qualité ou intérêt pour intenter elle-même un recours.

A cela, la C. S. A. a répondu que, en admettant même que l'une des parties n'aurait pas qualité pour former un recours devant elle, le recours que peut former le Ministre du travail aux termes de l'article 13 de la loi de 1938 est distinct de celui des parties et cette circonstance ne saurait rendre irrecevable le recours du Ministre.

(13 juin 1938, N° 247, Cie Fermière de l'Etablissement Thermal de Vichy, R. J. O. 1098).

189. — *Portée du recours Ministériel* : Le recours du Ministre peut à la différence de celui des parties, avoir pour objet de faire examiner la sentence au fond, alors que généralement le recours ne peut avoir pour but que l'annulation de la sentence.

(N° 38, précité).

Pour en donner un exemple, dans l'affaire précitée, le recours était basé sur la fausse interprétation d'une convention collective par le surarbitre, et la C. S. A. a dû dégager l'interprétation exacte, alors que, généralement, elle ne peut réviser l'interprétation d'une convention collective donnée par les arbitres.

CONCLUSION GENERALE

On a vu dans quelles conditions doivent être organisés les arbitrages d'après la C. S. A. On a vu également dans quels cas les recours contre les sentences sont possibles, et quels sont les recours que la C. S. A. déclare fondés. Il ne nous reste plus qu'à conclure, non qu'un jugement puisse déjà être porté sur la création de la C. S. A., ni sur l'œuvre qu'elle a réalisé depuis cette création, mais simplement pour essayer de dégager des solutions qui ont été étudiées ci-dessus une tendance générale, et pour pouvoir discerner dans la jurisprudence qui est en train de se former quelle est la conception que la Cour Supérieure se fait de sa propre mission.

On commencera par examiner dans quel esprit la nouvelle juridiction a été organisée et à quelle évolution elle semble avoir succédé dans la législation française.

*
* *

Il faut remonter bien loin en arrière pour pouvoir considérer une époque à laquelle les relations entre travailleurs et chefs d'entreprises n'aient pas été réglementées, dans une mesure si petite que ce soit, par les pouvoirs publics.

Le législateur a eu, quand il élaborait petit à petit ce qui est devenu l'actuel Droit du Travail, tantôt l'une tantôt l'autre des deux tendances connues sous les appellations d' « interventionnisme » et de « libéralisme ». Parfois l'une de ces deux tendances se présentait comme une réaction envers la précédente, et la tendance inverse lui succédait à plus ou moins brève échéance. A d'autres époques, les deux tendances ont pu s'interpénétrer dans une même série de réformes.

Ainsi, pour en donner des exemples concrets, la suppression des corporations, et l'octroi du droit de coalition sont des réformes libérales. Il en est de même de la liberté syndicale proclamée en 1884.

Par contre, les lois concernant la durée du travail, l'emploi des femmes et des enfants dans l'industrie sont des lois interventionnistes.

Il est facile de voir que si ces deux tendances peuvent coexister et se combiner parfois ensemble, c'est parce qu'en règle générale le but poursuivi est le même : ce but est l'amélioration du sort des travailleurs.

*
**

Considérons maintenant la période très récente qui englobe les trois années 1936, 1937, 1938. C'est une période pendant laquelle les réformes qui renforçaient l'intervention de l'Etat étaient aussitôt compensées par des mesures, édictées par voie de lois ou de décrets, qui donnaient à ces réformes une contrepartie plus libérale. Ainsi la loi du 24 juin 1936 a fait des conventions collectives des actes conclus à la suite d'une procédure à laquelle collaborent non seulement les parties, mais encore les pouvoirs publics (en la personne du Préfet qui préside la commission mixte, et du Ministre du Travail, en cas de difficulté dans l'élaboration de la convention).

Il y a une caractéristique plus nette de cette tendance interventionniste : c'est que le Ministre du Travail peut, sous certaines conditions, étendre une convention collective à des groupements non signataires.

Mais, dès le 2 mai 1938, un décret a donné le droit aux parties, sous réserve d'un accord unanime entre elles, de dénoncer la convention collective étendue d'office par un arrêté ministériel.

Une évolution analogue s'est manifestée dans le régime de l'arbitrage : En 1936, l'arbitrage est obligatoire, et la sentence est exécutoire et sans appel. Il y avait peut-être un recours juridiquement possible, mais la loi n'a pas dit quel il était.

Dès le 4 mars 1938, ce régime est modifié et complété : les pouvoirs des arbitres sont circonscrits, et, de plus, l'usage qu'ils en font est contrôlé au moyen d'un recours créé spécialement à cet effet.

On citait au début du présent exposé le mot d'un juriste du XIX^e siècle, qui voyait dans le recours pour excès de pouvoir au Conseil d'Etat une soupape de sûreté, soulageant les administrés dès qu'ils sentaient la tutelle de l'administration devenir trop lourde. On peut étendre cette appréciation imagée aux réformes récentes que l'on vient de citer en ce qui concerne les conventions collectives (possibilité de dénonciation) et le régime de l'arbitrage (recours à la C. S. A.). C'est bien dans cet esprit, semble-t-il, que la C. S. A. a entrepris la tâche qui lui a été confiée par la loi de 1938.

En voici un exemple tiré de la jurisprudence étudiée dans la deuxième partie de cet ouvrage : En ce qui concerne les applications pratiques du principe que les arbitres doivent établir un règlement équitable des conditions du travail, on a montré comment, si le conflit qui leur est soumis est relatif à une convention collective, le règlement établi par les arbitres ne peut être introduit par voie d'autorité dans la convention et qu'ils ne peuvent pas non plus obliger les parties à signer une nouvelle convention dans un délai donné.

En effet, si on tient à conserver à ces actes (qui sont une

variété de contrat) leur caractère consensuel, on ne peut leur substituer, en les qualifiant de convention, des règlements établis par un tiers. Quoique la C. S. A. n'ait en aucune manière le désir de restreindre l'aisance qui est nécessaire aux arbitres dans l'accomplissement de leur mission, elle n'a pas manqué de décider nettement, dans chacune des affaires auxquelles il est fait allusion, que cette aisance ne doit pas les inciter à empiéter sur les libertés que la loi garantit aux parties en conflit.

*
* *

La Cour Supérieure d'Arbitrage apparaît donc comme une juridiction économique en même temps qu'une juridiction d'équité. Le législateur a édicté, au cours de la période de 1936-1938, un droit nouveau et il a été amené à instituer des juridictions nouvelles pour connaître de ces questions délicates qui sont trop spéciales pour qu'on puisse en confier l'examen à des tribunaux de droit commun. En dehors de la Cour Supérieure d'Arbitrage, l'année 1938 a vu la création d'une nouvelle Chambre spécialisée au sein même de la Cour de Cassation : La Chambre Sociale créée par le décret du 17 juin 1938 (1). Cette dernière a une compétence bien plus étendue que la C. S. A. : à côté des différends individuels ayant les relations de travail pour cause ou pour occasion, la Chambre Sociale de la Cour de Cassation s'est vu conférer la connaissance de plusieurs questions d'un autre ordre (législation coloniale, baux et loyers, pupilles de la nation, etc...).

La création en une même année de deux tribunaux supérieurs spécialisés dans des questions économiques ou sociales est comme l'application au plus important et au plus

(1) *Gaz. Pal.*, 1938, 2.980.

grave des services publics de l'Etat, celui de la Justice, de la division du travail et des tâches. D'autres pays ont connu, avant la législation française, des « tribunaux économiques » (1). Mais ces organismes n'avaient souvent aucun caractère juridictionnel. En France, au contraire, la Cour Supérieure d'Arbitrage et la Chambre Sociale de la Cour de Cassation viennent s'insérer dans l'organisation judiciaire et administrative antérieure, qu'elles décongestionneront de toutes les affaires portant sur des questions spéciales, pour lesquelles il était nécessaire de prévoir des tribunaux composés de juristes-techniciens.

Pour ce qui est de la C. S. A., il est prématuré de vouloir porter un jugement sur son œuvre. Cette œuvre est déjà considérable, en volume (400 arrêts environ) et aussi comme incidence économique et sociale. Mais les solutions que nous avons indiquées sont les premières dans leur domaine respectif. La jurisprudence, très ferme sur certains points, ne semble pas encore fixée sur certains autres. Il faudra suivre dorénavant les décisions que rendra la C. S. A. La jurisprudence qui en émanera doit indiquer la voie dans laquelle s'engage l'arbitrage et, comme conséquence, celles que ne manqueront pas de suivre les rapports professionnels collectifs, que la création de la C. S. A. a contribué à rendre plus pacifiques.

(1) V. Oualid : *Cours de législation industrielle (doctorat)* 1937-1938, p. 298 et s. ; P. Laroque : « Les relations entre patrons et ouvriers », p. 169 et s.

Vu : Le Président,
William OUALID.

Vu : Le Doyen,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie,
G. ROUSSY.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Les chiffres renvoient aux paragraphes.

- Acquiescement, 78.
Accessoires du salaire, 147, 149.
Ajustement des salaires, 51, 109, 110, 135 et s.
Allocations familiales, 148.
Annulation, 38, 168 et s.
Application, v. *Champ d'application*.
Appréciation souveraine, 58, 106 et s.
Arbitrage, 1 à 11, 12 à 14.
Arbitres, 86, 89.
Articles (pour les espèces se rapportant aux articles des différents textes appliqués, v. ci-après la table des arrêts par référence aux textes).
Champ d'application, 44 et s.
Compétence, 103 et s.
Composition de la C. S. A., 18 et s.
Conciliation, 12 *bis*, 82 et s.
Conciliation et arbitrages obligatoires, 1, 73 et s.
Conflit collectif, 55 et s.
Conflit individuel, 60.
Connexité, v. *Jonction*.
Conseil National Economique, 19, 33.
Cour Supérieure d'arbitrage : composition, 18 s. ; compétence, 22 s. ; procédure, 25 s.
Coût de la vie, 13.
Délais, 27, 29, 30, 33, 34, 57, 84, 173, 181.
Délégués du personnel, 67, 158.
Deuxième surarbitre, 100.
Dépôt et notification, 98.
Droits de la défense, 92 et s.
Droit social, v. *Lois sociales*.
Droit de propriété, 130.
Durée du travail, 142 et s.
Echelle mobile, 137.
Embauchage et réembauchage, 120, 131, 132.
Exceptions : exception de grève (irrecevable), 76 ; de lock-out (irrecevable), 77 ; d'occupation des locaux (irrecevable), 77.
Excès de pouvoir, 23, 124 et s.
Fins de non recevoir, v. *Exceptions*.
Grands corps de l'Etat, 3, 87.
Grève, 61, 62, 76, 161.

- Incompétence, 23.
Intérêt public, 188.
Interprétation : des conventions collectives, 111 ; des sentences, 101, 102 ; des lois, 115.
Intervention, 179.
Fond (rétroactivité quant au —), 49 ; (recours au —), v. *Ministre du Travail*.
Jonction : d'instances arbitrales, 113 ; de recours devant la C. S. A., 179.
Journalistes, 169, 170.
Liberté : du travail, 127 ; du commerce et de l'industrie, 128.
Licenciements, 64-66 ; (délégués), 67 ; (revendications suivies de —), 68.
Lois 1936 et 1938 (v. table des textes).
Lois sociales, 45.
Mandat, 78.
Ministre du Travail, 8, 24, 33, 54, 154.
Moyen, 174-177.
Obligation de faire, 131.
Omission de statuer, 96.
Ordre public, 177.
Pouvoirs des arbitres, 103 et s.
Procédure de l'arbitrage, 12 *bis* (note), 80 et s. ; devant la C. S. A., 25 et s., 172 et s.
Quarante heures, v. *Durée du travail*.
Recours, 1 et s., 15 et s. ; v. *Procédure*.
Récupération, 144.
Réembauchage, v. *Embauchage et réembauchage*.
Renvoi, 23 *bis*, 38, 182 et s.
Rétroactivité, 47 et s.
Revision des salaires, v. *Ajustement des salaires*.
Salaires, v. *Ajustement des —*.
Semaine de quarante heures, v. *Durée du travail*.
Sentence, 95 et s.
Surarbitre, 87 et s.
Ultra-petite, 163.
Violation de la loi, 23.
-

TABLE DES ARRÊTS CITÉS DANS LE TEXTE

(Ordre des numéros.)

			Pages
	1938 :		
1	24 mai	Fédération nationale des Confectionneurs de Chemiserie et de lingerie pour hommes	78, 80, 103
2 et 3	16 mai	Chambre Syndicale de l'Industrie du Pétrole à Paris	98
4	13 juin	Chambre Syndicale des Tissus d'ameublement, Tapisseries, Tapis à Paris. . .	66, 78
5	1 ^{er} juin	La Société des Houillères de Saint-Etienne	69, 89
7	24 mai	Fédération Maritime du Port de Bordeaux	60
8 et 9	24 mai	La Chambre Syndicale Patronale des Industries métallurgiques, mécaniques et métalliques de la Région de Belfort et des Régions limitrophes	60
10	29 juin	Syndicat des Grandes Pharmacies de Paris et de la Seine	92, 114
13	24 mai	Le Comité d'entente des Syndicats Patronaux de la Région Lilloise	74
14	18 mai	Usine des Cycles Helyett à Sully-sur-Loire	78, 86, 103
15	1 ^{er} juin	Société anonyme des Papiers Abadie	113
16	24 mai	Le Syndicat des Marchands de bois de Loir-et-Cher	84
17	18 mai	Fédération Patronale des Bergeracois	78, 103
18	1 ^{er} juin	Union du commerce de Valenciennes	71, 73, 87
20	13 juin	Syndicat Patronal du Commerce de la Quincaillerie, des fers et fournitures industrielles	62, 104
22	24 mai	Les Syndicats Confédérés des Travailleurs de l'Alimentation de Cambrai, Coudry et Solesles	60
23	29 juin	Assureurs de l'Arrondissement de Lille	58, 110
24	24 mai	Fédération intersyndicale des Maisons de Santé de France	70, 93, 96, 101
25	27 juin	Société anonyme « La Soie »	71, 86, 88, 91, 114, 115
27	15 juin	Compagnie d'Electricité, de Luminescence et d'Illuminations à Paris	67, 73, 76, 93

			Pages
29	23 mai	Chambre Syndicale de l'Industrie et du Commerce parisiens des Soieries et rubans	85, 87, 99, 103
32	13 juin	Chambre Syndicale des Employés de la Région parisienne (Section des Tissus)	99
34	16 mai	Société Gaz et Eaux	60, 61
38	24 mai	Chambre Syndicale des Industries chimiques et commerces annexes du Département des Bouches-du-Rhône	62, 84, 116
40	16 mai	Syndicat de la Céramique de Roanne (Loire)	111
41	16 mai	Chambre Syndicale des Constructeurs, Mécaniciens, fondeurs de l'arrondissement du Havre	66, 102, 113
43	16 mai	Chambre Syndicale des Fabricants de meubles d'Indre-et-Loire	66, 80, 88, 102, 112
44	18 mai	Chambre Syndicale du Tissage mécanique à Lyon	104
48	1 ^{er} juin	Le Syndicat de Commerce de Dattes à Marseille	98
50	27 juillet	Chambre Syndicale des Entreprises électriques	81
51	18 mai	Syndicat des Techniciens, Employés et Assimilés des Industries chimiques et annexes de la Région parisienne	85
54	18 mai	Société Alésia-Taxis, Paris	84
56	15 juin	Société Cotonnière du Sud-Est	65, 67, 69, 88, 91, 92, 112
57	13 juin	Les Compagnies réunies de Gaz et d'Électricité à Lyon	85
58	30 mai	Le Syndicat Textile et parties similaires de Mortagne-sur-Sèvres	111
59	30 mai	Les Sept Verreries de l'Aisne et du Nord	78
60	13 juin	Compagnie générale française des Tramways	108
62-64-65-66	1 ^{er} juin	La Fédération des Chambres Synd. du Bâtiment et des Travaux publics de Seine-et-Marne	60, 71, 78, 79
63-63 bis-63 ter	13 juin	Entreprises Gascheau à Levallois-Perret. Entr. Deschiron à Paris. Ets Masmonteil à Paris	89, 107, 113
67	18 mai	Le Groupe des Chambres Syndicales du Bâtiment et des Industries qui s'y rattachent	76, 80, 81
69	23 mai	Vernois, Blanchisseur à Sèvres (S.-et-O.)	68, 88
70	30 mai	Société des Ets Niam	111
72	1 ^{er} juin	Le sieur Roger Degroote, Directeur général Administrateur de l'Agence Fournier à Paris	110
74-84	30 mai	L'Union des Industries Chimiques à Paris	113

			Pages
75	18 mai	Sieur Meynard (pour la Chambre Syndicale des Commissionnaires en fruits et primeurs).	60, 83
78	30 mai	Chambre Syndicale de la Teinture, Blanchiment, apprêts, fils et Tissus	60, 76
81	16 mai	Sieur Costa (Jean)	67, 71, 72, 88
82	1 ^{er} juin	Société « Tom »	63, 69
85	1 ^{er} juin	Sté anonyme Salpa française	64, 66, 76, 107
86	30 mai	Le sieur di Méro, Artisan finisseur en chaussures à Gentilly.	112
87	30 mai	Synd. général des Industries chimiques de la Région Parisienne	114
88	30 mai	Chambre Synd. des Cochers et Chauffeurs de Voitures de place du Département de la Seine	78, 106, 111, 114
91	13 juin	Industrie des Chemins de fer et tramways électriques	
92	23 mai	Sté « Les Tissages de Verville »	111
97	23 mai	Sté Industrielle de Louvres	64, 69, 88, 105, 108
99	23 mai	Synd. des Mariniers et Dragueurs de Lyon	59, 61
102	23 mai	Union des Synd. Typographiques d'Alsace et de Lorraine	79, 113
103	30 mai	Sté « La Cellophane » à Paris	112
107 et 124	23 mai	Synd. Général du Pétrole et ses dérivés de la Gironde	83
108	18 mai	Synd. général des Ouvriers et ouvrières de la Tabletterie à Paris.	96
109	15 juin	Chambre Synd. des Industries du Froid du Sud-Est	75, 100
110	1 ^{er} juin	Chambre Synd. des Empl. de la Région Parisienne	77, 87
116	15 juin	Sté Faure à Revin.	66
117	16 mai	Ameublement du Nord.	117
118	18 mai	Chambre Synd. des Industries métallurgiques du Rhône	64, 68, 83, 96
119	15 juin	Maison Ducrot.	74, 112
120	13 juin	L'Union locale des Syndicats de la Céramique et parties similaires de Maubeuge	
122- 122 bis	1 ^{er} juin	Sté Monoprix	63
127	30 mai	Le sieur M. Monin.	84, 98
128	24 mai	Sté Nouvelle des Transports Rapides Calberson	65, 84
129	24 mai	Sté J. Pauwels et Cie.	82
130	1 ^{er} juin	Sté anonyme « La Marchoise ».	78
134	30 mai	La Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne à Paris.	74
149	24 mai	Chambre Synd. de la petite Miroiterie de la Région Parisienne.	95

			Pages
150	13 juin	Sté Tom	63, 69
151	15 juin	La Chambre synd. des Empl. de la Rég. Parisienne	
154	15 juin	Le sieur Tachon, Président du Synd. des Fabricants de chaussures de Bordeaux et du Sud-Ouest 72, 75, 100, 103, 107, 115	
155	1 ^{er} juin	Chambre Synd. des Empl. de la Rég. Parisienne	67
161	13 juin	Fédération nationale du Papier-Carton et parties similaires	107
163	1 ^{er} juin	Sté anonyme des Ets Nicolas	66
166	6 juillet	Sté anonyme des Ets Pigier.	
168	1 ^{er} juin	Sté anonyme des Emballages et des bois contreplaqués.	64, 69
173	27 juin	Union Synd. des Industries Aéronautiques 74, 77, 79, 94	
177	13 juin	Le Groupement professionnel des Entre- preneurs de renouvellement des voies ferrées, Paris	79, 98
181	15 juin	Synd. Ouvrier de la Minoterie de la Haute- Savoie à Annecy.	111
184-			
184 bis-	15 juin	Chambre Synd. des Maisons de Tissus spéciaux à la couture	75, 89, 100
184 ter			
192	30 mai	Chambre Synd. des Fabricants de Robinet- terie générale et d'appareils sanitaires à Paris.	112
232	22 juin	Groupement des Grands Magasins de Nice	109
237 bis	15 juin	Sté des Ets Julien Damoy	72
239	15 juin	Le Synd. des Employés d'hôtels, cafés, restaurants de la Région Parisienne	70
244	24 mai	Chambre Synd. des Empl. de la Rég. Pari- sienne	67
247	13 juin	La Cie Fermière de l'Etablissement thermal de Vichy	70, 87, 116
249	13 juin	Synd. patronal de l'Industrie St-Quenti- noise des fils et tissus	100
251	13 juin	Chambre Synd. des Fabricants de Verrerie au chalumeau ; Synd. des souffleurs	74, 113
258	24 mai	Sté anonyme Ferrand et Renaud	114
266 bis	1 ^{er} juin	Fédération nationale des Papiers-Carbone	107
276	15 juin	La Chambre Synd. des Empl. de la Rég. parisienne	69
277	15 juin	La Mutualité Industrielle et la Caisse d'Assurances mutuelles à Paris	58
281	13 juin	Maison Descourtieux	66, 67, 69, 114
340	1 ^{er} août	Cie du Bourbonnais	93
400	12 juillet	Sté André Citroen	68
450	26 août	Union des Synd. du Bâtiment de Mont- pellier	93

			Pages
464 <i>bis</i>	26 août	Sté Provençale de Constructions navales .	81
465 et			
500	5 août	Ets Fouga	72, 75
478	26 août	Chambre Synd. des Fabricants d'articles de Sport	97

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES ARRÊTS CITÉS DANS LE TEXTE

	Pages
Ameublement du Nord, 16 mai 1938, n° 117.	61
Assureurs de l'Arrondissement de Lille, 29 juin 1938, n° 23	58, 110
Chambre Syndicale des Cochers et Chauffeurs de voitures de place du Département de la Seine, 30 mai 1938, n° 88	78, 106, 111, 114
Chambre Syndicale des Constructeurs, mécaniciens, fondeurs de l'arrondissement du Havre, 16 mai 1938, n° 41	66, 102, 113
Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne (sec- tion des tissus), 13 juin 1938, n° 32.	99
Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne, 1 ^{er} juin 1938, n° 110	77, 87
Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne, à Paris, 30 mai 1938, n° 134.	74
Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne, 1 ^{er} juin 1938, n° 155	67
Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne, 24 mai 1938, n° 244	67
Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne, 15 juin 1938, n° 276	69
Chambre Syndicale des Entreprises électriques, 27 juillet 1938, n° 50.	81
Chambre Syndicale des Fabricants d'articles de Sport, 26 août 1938, n° 478.	97
Chambre Syndicale des Fabricants de Meubles d'Indre-et-Loire, 16 mai 1938, n° 43	66, 80, 88, 102, 112
Chambre Syndicale des Fabricants de Robinetterie, 30 mai 1938, n° 192	112
Chambre Syndicale des Fabricants de Verrerie au chalumeau ; Synd. des souffleurs, 13 juin 1938, n° 251	74, 113
Chambre Syndicale de l'Industrie et du Commerce parisiens des Soieries et Rubans, 23 mai 1938, n° 29	85, 87, 99, 103
Chambre Syndicale de l'Industrie du Pétrole à Paris, 16 mai 1938, nos 2 et 3	98
Chambre Syndicale des Industries Chimiques et Commerces annexes du Département des Bouches-du-Rhône, 24 mai 1938, n° 38	62, 84, 116
Chambre Syndicale des Industries du Froid du Sud-Est, 15 juin 1938, n° 109	75, 100
Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques du Rhône, 18 mai 1938, n° 118	64, 68, 83, 96

	Pages
Chambre Syndicale des Maisons de Tissus spéciaux à la Couture, 15 juin 1938, nos 184, 184 <i>bis</i> , 184 <i>ter</i>	75, 89, 100
Chambre Syndicale de la Petite Miroiterie de la Région Pari- sienne, 24 mai 1938, n° 149	95
Chambre Syndicale Patronale des Industries métallurgiques, mécaniques et métalliques de la Région de Belfort et des Régions limitrophes, 24 mai 1938, nos 8-9	60
Chambre Syndicale du Tissage mécanique à Lyon, 18 mai 1938, n° 44.	104
Chambre Syndicale des Tissus d'ameublement, Tapisseries, Tapis à Paris, 13 juin 1938, n° 4	66, 78
Chambre Syndicale de la Teinture, blanchiment, apprêts fils et tissus, 30 mai 1938, n° 78.	60, 76
Comité d'Entente des Syndicats patronaux de la Région lilloise, 24 mai 1938, n° 13	74
Compagnie du Bourbonnais, 1 ^{er} août 1938, n° 340	93
Compagnie d'Électricité, de Luminescence et d'Illuminations à Paris, 15 juin 1938, n° 27	67, 73, 76, 93
Compagnie Fermière de l'Etablissement thermal de Vichy, 13 juin 1938, n° 247	70, 87, 116
Compagnie Générale française des Tramways, 13 juin 1938, n° 60	108
Compagnies Réunies de Gaz et d'Electricité à Lyon, 13 juin 1938, n° 57	67, 71, 72 88
Costa (Jean), 16 mai 1938, n° 81	67, 71, 72 88
Degroote (Roger), Directeur général, Administrateur de l'Agence Fournier, à Paris, 1 ^{er} juin 1938, n° 72	110
di Méro, Artisan finisseur en chaussures à Gentilly, 30 mai 1938, n° 86.	112
Entreprises Gascheau à Levallois-Perret, Entreprise Deschiron à Paris, Etablissements Masmonteil à Paris, 13 juin 1938, nos 63, 63 <i>bis</i> , 63 <i>ter</i>	89, 107, 113
Entreprise Fougla, 5 août 1938, nos 465 et 500	72, 75
Entreprise Salomon Guillard, 12 septembre 1938, n° 563	65
Entreprise Vega, 27 juillet 1938, n° 333.	92
Fédération des Chambres Syndicales du Bâtiment et des Tra- vaux publics de Seine-et-Marne, 1 ^{er} juin 1938, nos 62, 64, 65, 66	60, 71, 78, 79
Fédération Intersyndicale des Maisons de Santé de France, 24 mai 1938, n° 24	70, 93, 96, 101
Fédération Maritime du Port de Bordeaux, 24 mai 1938, n° 7	60
Fédération Nationale des Confectionneurs de Chemiserie et de Lingerie pour Hommes, 24 mai 1938, n° 1	78, 80, 103
Fédération Nationale des Papiers-cartons, 1 ^{er} juin 1938, n° 266 <i>bis</i>	107
Fédération Patronale des Bergeracois, 18 mai 1938, n° 17	78, 103
Groupe des Chambres syndicales du Bâtiment et des Industries qui s'y rattachent, 18 mai 1938, n° 67	76, 80, 81
Groupement des grands Magasins de Nice, 22 juin 1938, n° 232	109
Groupement professionnel des Entrepreneurs de renouvellement des voies ferrées, Paris, 13 juin 1938, n° 177.	79, 98

Ind. des Chemins de fer et Tramways électriques, 13 juin 1938, n° 91	
Maison Descourtieux, 13 juin 1938, n° 281	66, 67, 69, 114
Maison Duerot, 15 juin 1938, n° 119	74, 112
Mesnard (pour la Ch. Synd. des Comm. en fruits et primeurs), 30 mai 1938, n° 75	60, 83
Monin (sieur M.), 30 mai 1938, n° 137	84, 98
Mutualité industrielle de la Caisse d'Assurances mutuelles à Paris, 15 juin 1938, n° 277	58
Renaud, Dufours-Lagelouse, Lacour-Goyet	95
Société Alesia-Taxis, Paris, 18 mai 1938, n° 54	84
Société André Citroën, 12 juillet 1938, n° 400	68
Société anonyme des Emballages et des Bois contreplaqués, 1 ^{er} juin 1938, n° 168	64, 69
Société anonyme des Entreprises Boussiron, Paris, 13 juin 1938, n° 139	
Société anonyme des Ets Gillet-Thaon, 6 juillet 1938, n° 47	
Société anonyme des Ets Nicolas, 1 ^{er} juin 1938, n° 163	66
Société anonyme Ferrand et Renaud, 24 mai 1938, n° 258	114
Société « La Marchoise », 1 ^{er} juin 1938, n° 130	78
Société anonyme des Papiers Abadie, 1 ^{er} juin 1938, n° 15	113
Société anonyme Salpa française, 1 ^{er} juin 1938, n° 85	64, 66, 76, 107
Société anonyme La Soie, 27 juin 1938, n° 25	71, 86, 88, 91, 114, 115
Société anonyme La Cellophane à Paris, 30 mai 1938, n° 103	112
Société anonyme Cotonnière du Sud-Est, 15 juin 1938, n° 56	65, 67, 69, 88, 91, 92, 112
Société des Etablissements Niam, 30 mai 1938, n° 70	111
Société des Etablissements P. Michel, 22 juin 1938, n° 112	69, 96
Société des Etablissements J. Damoy, 15 juin 1938, n° 237 bis	72
Société des Etablissements Santos, 4 juillet 1938, n° 152	66
Société Faure à Revin, 15 juin 1938, n° 116	66
Société Gaz et Eaux, 16 mai 1938, n° 34	60, 61
Société des Houillères de St-Etienne, 1 ^{er} juin 1938, n° 5	69, 89
Société Industrielle de Louvres, 23 mai 1938, n° 97	64, 69, 88, 105, 108
Société Monoprix, 1 ^{er} juin 1938, nos 122, 122 bis	63
Société Nouvelle des Transports rapides Calberson, 24 mai 1938, n° 128	65, 84
Société J. Pauwels et Cie, 24 mai 1938, n° 129	82
Société Provençale de Constructions navales, 26 août 1938, n° 464 bis	81
Société les Tissages de Verville, 23 mai 1938, n° 92	111
Société Tom, 1 ^{er} juin 1938, n° 82	63, 69
Société Tom, 13 juin 1938, n° 150	
Sept Verreries de l'Aisne et du Nord, 30 mai 1938, n° 59	78
Syndicat de la Céramique de Roanne (Loire), 16 mai 1938, n° 40	111
Syndicat du Commerce de dattes à Marseille, 1 ^{er} juin 1938, n° 48	98
Syndicat des Employés d'hôtels, 15 juin 1938, n° 259	70
Syndicat Général des Industries chimiques de la Région Pari- sienne, 30 mai 1938, n° 87	114

	Pages
Syndicat Général des Ouvriers et ouvrières de la Tabletterie à Paris, 18 mai 1938, n° 108.	96
Syndicat Général du Pétrole et ses dérivés de la Gironde, 23 mai 1938, nos 107 et 124	83
Syndicat des Grandes Pharmacies de Paris et de la Seine, 29 juin 1938, n° 10	92, 114
Syndicat des Mariniers et Dragueurs de Lyon, 23 mai 1938, n° 99	59, 61
Syndicat des Marchands de Bois de Loir-et-Cher, 24 mai 1938, n° 16.	84
Syndicat Ouvrier de la Minoterie de la Haute-Savoie à Annecy, 15 juin 1938, n° 181	111
Syndicat Patronal du Commerce de la Quincaillerie des fers et fournitures industrielles, 13 juin 1938, n° 20	62, 104
Syndicat Patronal de l'Industrie Saint-Quentinoise des fils et tissus, 13 juin 1938, n° 249	100
Syndicats confédérés des Travailleurs de l'Alimentation de Cambrai, Coudry et Solesmes, 24 mai 1938, n° 22	60
Syndicats Patronaux de la Région Lilloise.	95
Syndicat des Techniciens, employés et assimilés des industries chimiques et connexes de la Région Parisienne, 18 mai 1938, n° 51.	85
Syndicat Textile et parties similaires de Mortagne-sur-Sèvres, 30 mai 1938, n° 58	111
Tachon (sieur), Président du Syndicat des Fabricants de Chaussures de Bordeaux et du Sud-Ouest, 15 juin 1938, n° 154	72, 75, 100, 103, 107, 115
Union du Commerce de Valenciennes, 1 ^{er} juin 1938, n° 18	71, 73, 87
Union des Industries chimiques à Paris, 30 mai 1938, nos 74-84	113
Union syndicale des Industries aéronautiques, 27 juin 1938, n° 173	74, 77, 79, 94
Union des Syndicats Typographiques d'Alsace et de Lorraine, 23 mai 1938, n° 102	79, 113
Union des Syndicats du Bâtiment de Montpellier, 26 août 1938, n° 450	93
Usine des Cycles Helyett à Sully-sur-Loire, 18 mai 1938, n° 14	78, 86, 103
Vernois, Blanchisseur à Sèvres (Seine-et-Oise), 23 mai 1938, n° 69	68, 88

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

POURQUOI LA C. S. A. A-T-ELLE ÉTÉ CRÉÉE ?

	N ^{os}	Pages
Le recours à l'arbitrage est obligatoire	1	12
La conciliation et l'arbitrage sont organisés sous la tutelle de l'administration	2	13
Les arbitres ne sont pas toujours choisis par les parties	3	14
Les arbitres sont « amiables compositeurs »	4	15
L'arbitre doit organiser équitablement les conditions du travail	5	16
La sentence est obligatoire	6	17
Elle est sans appel	7	17
Insuffisance des règles applicables à ce droit nouveau .	8	18
La pratique de la loi de 1936	9	19
Attitude de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat	10	21
Projets de création d'un recours. Compétence judiciaire et administrative	11	22

PREMIÈRE PARTIE

LA LOI DU 4 MARS 1938.

CRÉATION ET ORGANISATION DE LA C. S. A.

CHAPITRE PREMIER

ECONOMIE GÉNÉRALE DE LA LOI DE 1938.

But de la loi du 4 mars 1938	12	27
Dispositions nouvelles concernant la conciliation et l'arbitrage	12 <i>bis</i>	27
Procédure conventionnelle. Procédure légale	12 <i>bis</i>	28
Pouvoirs des commissions de conciliation et des arbitres	12 <i>ter</i>	28
Conflits juridiques. Conflits non juridiques. Conflits portant sur l'interprétation d'une convention collective. Conflits portant sur les ajustements de salaires (renvoi).		29
Les variations du coût de la vie et salaires	13	29
L'article 10 de la loi du 4 mars 1938.	13 <i>bis</i>	29
En note : Pouvoir des arbitres en matière de salaires .	13 <i>ter</i>	29
Autres dispositions de la loi	14	30

CHAPITRE II

INSTITUTION D'UN RECOURS.

ORGANISATION DE LA C. S. A.

	N ^{os}	Pages
Généralités.	15	31
Article 13 de la loi du 4 mars 1938	16	31

CHAPITRE III

ASPECT GÉNÉRAL DE LA C. S. A.

SA PLACE DANS L'ORGANISATION JUDICIAIRE.

Place dans l'organisation judiciaire	17	34
Composition de la nouvelle Cour supérieure.	18	34
Nomination. Durée des fonctions. Cas spéciaux. Em- pêchements, perte de qualité, décès	19	35
Composition de la Cour en vue d'une audience	20	36
Présidence, bureaux, administration intérieure	21	37

CHAPITRE IV

COMPÉTENCE DE LA C. S. A.

Mission de la C. S. A.	22	38
A) La C. S. A. comme Tribunal de Cassation	23	38
La cassation donne lieu au renvoi de l'affaire devant un nouveau surarbitre	23 bis	39
B) La C. S. A. comme juge du fond	24	40

CHAPITRE V

PROCÉDURE DEVANT LA C. S. A.

Textes applicables.	25	42
Les sentences arbitrales et surarbitrales	26	42
Sentences sur la compétence	27	42
Sentences sur le fond	28	43
Dépôt et notification des sentences	29	43
Délai du recours	30	44
Forme du recours	31	44
Représentation : recours par mandataire	32	45
Forme et délai du recours émanant du Ministre du Travail	33	45
Engagement de l'instance en annulation. Effet du recours	34	46
Transmission du recours à la C. S. A. Instruction de l'affaire	35	47
Préparation de l'audience	36	48
L'audience	37	49
Les décisions de la Cour	38	50

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

137

	N ^o	Pages
Expédition des décisions de la C. S. A. Exécution.		
Publicité.	39	51
Importance de ces règles de procédure. Leur insuffi-		
sance. Leurs sanctions	40	51
Appréciation générale de la loi du 4 mars 1938 . . .	41	52

DEUXIÈME PARTIE

JURISPRUDENCE DE LA C. S. A.

Objet de cette étude.	42	55
Plan de la jurisprudence	43	56

CHAPITRE PREMIER

CHAMP D'APPLICATION DES LOIS DU 31 DÉCEMBRE 1936
ET DU 4 MARS 1938 44

Commerce. Industrie	45-46	57
Champ d'application dans le temps. Non rétroactivité	47	58
Procédure	48	59
Fond	49	59
Pouvoirs des arbitres	50	59
Ajustement des salaires	51	60
Recours	52-53	61
Recours du Ministre du Travail.	54	62

CHAPITRE II

CAS DANS LESQUELS IL Y A LIEU DE RECOURIR
A L'ARBITRAGE : CONFLITS COLLECTIFS.

Sentence séparée	55-57	63
Pouvoirs des arbitres en cette matière	58-59	64
Coexistence d'un conflit individuel et d'un conflit collectif	60	64
A) Grève et lock-out	61	65
Menace de grève ou de lock-out.	62	65
B) En matière de convention collective	63	66
C) Licenciement	64-65	66
Simultanéité de plusieurs licenciements	66	67
D) En matière de délégué du personnel	67	68
E) En matière de revendications et demandes collec- tives	68	68
F) Fermeture des lieux d'emploi	69	69
G) Liberté d'opinion et liberté syndicale	70	69
Intervention d'un syndicat à un conflit	71-72	69
FINS DE NON RECEVOIR INVOQUÉES.	73	
Absence de convention collective	74	70
Absence de compromis.	75	70

	N ^o	Pages
Grève. Lock-out	76	71
Occupation des locaux, licenciement collectif	77	71
Mandat irrégulier ou inexistant	78	72
Coexistence d'un conflit général et d'un conflit spécial portant sur le même point	79	72

CHAPITRE III

PROCÉDURE DE LA CONCILIATION ET DE L'ARBITRAGE.

Inapplicabilité des règles du Code de Procédure civile	80	73
Procédure conventionnelle	81	73
Procédure légale, conciliation.	82	73
Commission de conciliation. Composition. Refus de voter	83	74
Délai	84	75
Compromis après conciliation.	85	75
Arbitrage et surarbitrage. Nomination	86	75
Grands corps de l'Etat.	87-88	76
Arbitrage	89	76
Procédure devant les arbitres et le surarbitre. Sen- tence séparée.	90	77
Silence des textes. Règles dégagées	92-94	77
La sentence	95	78
Omission de statuer	96	79
Sentences provisoires	97	79
Dépôt et notification de la sentence	98-99	79
Désignation d'un nouveau surarbitre	100	80
Interprétation de la sentence	101	80
Additif à une sentence.	102	81

CHAPITRE IV

POUVOIRS DES COMMISSIONS DE CONCILIATION
ET DES ARBITRES.

A) Rôle et mission des commissions de conciliation .	103	82
B) Compétence et pouvoirs des arbitres et du sur- arbitre.	104-105	82
Pouvoirs souverains : conflit collectif	106	83
Contrôle limité	107	83
Appréciation des prétentions des parties	108	83
Situation économique, salaires	109-110	83
Interprétation d'une convention collective	111	84
Délimitation du conflit	112	84
Jonction de recours	113	85
Ajournement	114	85
Questions de droit, pouvoirs non souverains	115	85
Etendue des pouvoirs des arbitres.	116	85
Amiables compositeurs, équité	117	86

	Nos	Pages
Règlement de l'ensemble du conflit	118-119	86
Réembauchage	120	87
Réouverture de chantier	121	89
Recommandations	122	89
Limites aux pouvoirs des arbitres	123	89

CHAPITRE V

LIMITES AUX POUVOIRS DES ARBITRES.

LE RESPECT DES LIBERTÉS PUBLIQUES

ET INDIVIDUELLES. 124

Atteinte aux attributions des Tribunaux. Désaisissement d'une juridiction.	125	91
Formule exécutoire	126	91
Libertés garanties par la loi :		
A) Libertés du travail.	127	91
B) Liberté du commerce et de l'industrie	128	91
C) Condamnation (astreinte)	129	92
D) Garantie de la propriété. Liberté des entreprises.		
Liberté individuelle. Article 1142 du Code civil	130-131	92
E) Liberté syndicale	132	93
F) Assurances sociales. Liberté d'option	133	93
Allocations familiales. Caisse de compensation. Liberté de convention	134	93

CHAPITRE VI

SALAIRES ET DURÉE DU TRAVAIL.

Jurisprudence relative à l'article 10	135-136	94
Convention entre les parties en litige	137	95
Quotité et modalités de l'ajustement.	138-140	95
Conflits économiques	141	97
Durée du travail. Quarante heures. Récupération des journées chômées	142	98
Récupération saisonnière et heures supplémentaires	143	98
Semaine de quarante heures. Journées chômées	144-145	98
Usage antérieur à la loi	146	99
Accessoires du salaire. Questions diverses	147	99
Allocations familiales	148	100
Autres rémunérations	149	100

CHAPITRE VII

CONVENTIONS COLLECTIVES. 150

Elaboration	151-153	102
Extension	154-155	103
Interprétation	156	104
Application des conventions collectives	157	105

CHAPITRE VIII

QUESTIONS DIVERSES

	Nos	Pages
Délégué du personnel	158-160	106
Grève et lock-out	161-162	107
Usages. Préavis.	163	107
Inspection de travail	164	107
Procédures spéciales.	165	108
Services publics concédés.	166	108
Autres procédures.	167	108

CHAPITRE IX

LES RECOURS DEVANT LA C. S. A.

A) Recours des particuliers.	168-169	109
Journalistes.	170-171	109
Formes du recours	172	110
Délai.	173	111
Moyens de la requête.	174-175	111
Mémoire ampliatif	176	112
Incompétence. Ordre public	177	112
Procédure.	178	113
Jonction. Intervention	179-180	113
Délai imparti à la Cour pour statuer	181	113
L'arrêt : rejet, annulation, renvoi	182	114
Erreur de droit	183	114
Conflit collectif	184	114
Annulation pour partie	185	114
Renvoi à un nouveau surarbitre	186	115
B) Recours du Ministre du Travail	187	115
Pouvoir discrétionnaire du Ministre	188	115
Portée du recours ministériel	189	116
CONCLUSION GÉNÉRALE		117
INDEX ALPHABÉTIQUE		123
TABLE DES ARRÊTS (ORDRE DES NUMÉROS)		125
TABLE ALPHABÉTIQUE DES ARRÊTS CITÉS		131
TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES		135

